

le **Courrier**

D'ICI ET D'AILLEURS
Regards dogons

ENTRETIEN
Quino, le père
de Mafalda

NOTRE PLANÈTE
Les espèces
menacées
en sursis

ÉTHIQUE
Embargo contre
l'Irak: crimes
et châtements

UNESCO le **Courrier**

Publié
en 27
langues

Juillet/Août 2000

Musiques:
génération
fusion

AFRIQUE CFA: 1000F. CFA, ANTILLES: 18FF. BELGIQUE: 160 FB. CANADA: 4,95 \$. ESPAGNE: 550PTAS. USA: 4,25 US\$. PORTUGAL: 700 ESC. SUISSE: 6,20 FS. UNITED KINGDOM: £2,5. MAROC: 20 DH

M 1205 - D - 20,00 F - FD



Sommaire

Juillet/Août 2000

D'ICI ET D'AILLEURS

3 Regards dogons

Texte d'Antonin Potovski

OPINION

11 La démocratie à la lumière des dictatures

Alain Touraine

NOTRE PLANÈTE

12 Les espèces menacées en sursis

Rolf Hogan

15 Les défenses renforcées des éléphants kényans

Joan Simba

16 Cuba veut relancer le commerce de l'écaille

Gerardo Tena Mori

APPRENDRE

17 L'éducation sexuelle en ballottage

John Slater

19 Le modèle hollandais

Guus Valk

20 «Faites confiance aux ados»

Entretien avec Pramilla Sananayake

21 Dossier



Musiques: génération fusion

L'un est né dans les flammes des ghettos new-yorkais, l'autre sur les pistes de danse des clubs underground: le hip-hop et la «dance» électronique sont devenus les deux musiques fétiches de la nouvelle génération. D'Alger à Johannesburg, de la Colombie à la Nouvelle-Zélande, les jeunes s'en servent pour exprimer leur rage et leurs rêves, leur créativité et leur différence.

Mais en se mondialisant, ces cultures de la rébellion ne sont-elles pas récupérées par l'industrie?

Le sommaire détaillé est en page 21.

ÉTHIQUES

57 Embargo contre l'Irak: crimes et châtements

Sophie Boukhari

60 Génération sacrifiée

Josette Tagher Roche

SIGNES DES TEMPS

61 Taj Mahal: des juges contre des usines

T K Rajalakshmi

63 Une renaissance du centre de Lima

Luis Jaime Cisneros

CONNEXIONS

65 Les mobiles du développement

Asbel Lopez

67 «Allo, je vous appelle de Parulia»

Farid Ahmed

ENTRETIEN

69 Quino, l'humour en liberté

Couverture: © Rastoin

UNESCO
le Courrier

53^e année

Mensuel publié en 27 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France
Télécopie: 01 45 68 57 45/01 45 68 57 47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org
Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: James Burnet

Anglais: Roy Malkin

Espagnol: Araceli Ortiz de Urbina

Français: Marlène Jacot

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01 45 68 47 15)

Rédaction

Ethirajan Anbarasan

Sophie Boukhari

Cynthia Guttman

Lucia Iglesias Kuntz

Asbel López

Amy Otchet

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Georges Servat,

Photogravure: Annick Couëffé

Illustration: Ariane Bailey (01 45 68 46 90)

Documentation: José Banaag (01 45 68 46 85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01 45 68 46 87)

Assistante administrative:

Theresa Pinck (01 45 68 45 86)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral, Alcino

Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Éditions hors siège

Russe: Irina Outkina (Moscou)

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Shri Samay Singh (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzira Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Jordi Folch (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Sophie Costopoulos (Athènes)

Cinghalais: Lal Perera (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Ijlenko (Belgrade)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01 45 68 57 45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01 45 68 45 91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01 45 68 49 19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01 45 68 45 94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à

condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du Courrier

de l'Unesco», en précisant la date du numéro. Trois justificatifs

devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux

publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront

renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse

international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LÉGAL - C1 - JUILLET 2000

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly in

Paris by Unesco. Printed in France. Periodicals postage paid at

Champlain NY and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N° 6-2000-OPI 00-592 F

Le Courrier de l'Unesco, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'Organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'Unesco. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'Unesco ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

REGARDS DOGONS

► Texte d'Antonin Potovski

Souvent sujets-objets des touristes, des Dogons se sont photographiés. Sept jeunes gens ont mis en image un quotidien tendre et sage. Une description intime.



© Dogons/A. Potovski/Mu, Paris

Dans les villages dogons construits au pied de la falaise de Bandiagara, ou sur sa crête, dominant la longue plaine qui mène jusqu'à la frontière burkinabé, les jeunes ont une activité épistolaire intense avec les touristes qui viennent visiter leur monde. Ils proposent aux étrangers des petits cahiers comportant leur adresse dans lesquels ils ont dessiné et légendé, d'après des modèles sans cesse recopiés, les caractéristiques emblématiques des villages dogons selon le tourisme: la danse des masques, les funérailles, les porteuses

d'eau, la *togouna* (case à palabres), les greniers mâles et femelles.

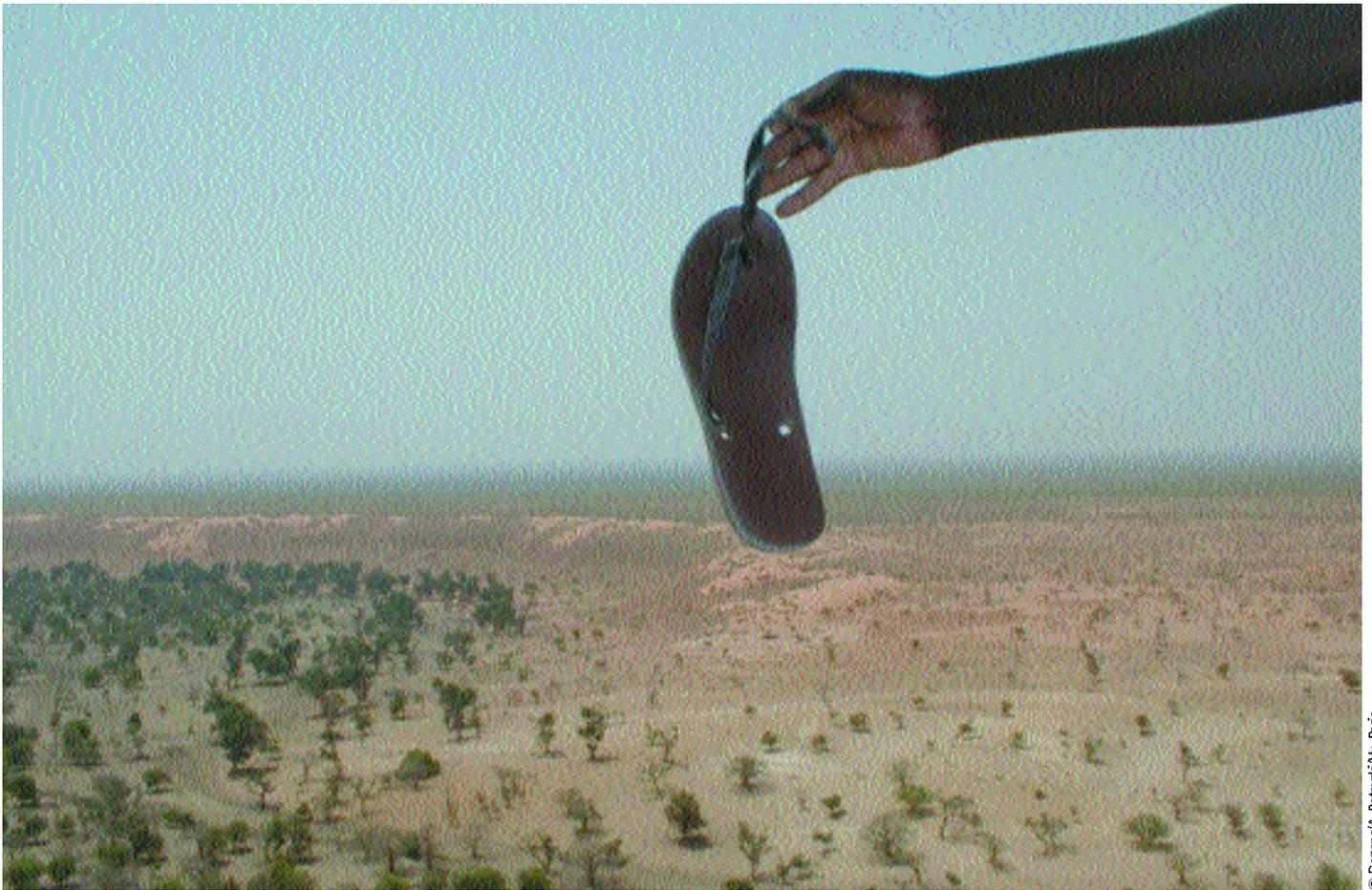
Pendant trois semaines en mai 1999, une semaine en septembre 1999, et encore une semaine en mai 2000, chaque matin, j'ai prêté mon appareil photo numérique à deux filles de 13 et 15 ans, et cinq garçons de 15 à 29 ans afin qu'ils poussent leur tentative de description entamée avec les dessins en photographiant leur monde sage et tendre.

Les adolescents Dogons font peu de bêtises. Depuis leur plus jeune âge, ils sont habitués aux dures tâches qui permettent leur survie en milieu semi-désertique. Parce que le salut de la communauté dépend de leur comportement et de leur participation aux mille travaux qui font une journée, on ne ressent pas chez eux la période difficile que traversent les adolescents des villes. Si leurs images sont si sages, si posées, cadrées,

presque des photographies «de photographes», c'est parce qu'ils ont considéré les prises de vues avec le même sérieux et la même délicatesse qu'un labeur quotidien.

Avec l'appareil, les garçons partaient se promener dans les villages, sur la grande dune de sable où, le soir, ils s'entraînent à la lutte pour les fêtes qui suivent les travaux des champs, à la fin de la saison des pluies. Ils allaient aussi dans la falaise, par leurs chemins escarpés, improvisés dans les failles de la roche, par des échelles, des troncs d'arbres dans lesquels des marches ont été taillées, posées au bord du vide, pour les greniers et les grottes de l'ancien peuple des Tellems (voir encadré), dont les Dogons se servent aujourd'hui de sépultures. Ce sont des lieux sacrés que les étrangers ne visitent pas, mais les enfants dogons vont y jouer, tripotent les crânes et les ossements, et revêtent, pour ►

► Antonin Potovski travaille comme photographe au Mali depuis 1996 et prépare un livre intitulé *Les Cahiers dogons*. Il publiera aussi prochainement aux Editions Poi *La Plus Belle Route du monde*, en collaboration avec Bernard Faucon. En France, la FNAC présentera à l'automne 2000 les photographies dont nous publions ici une sélection.



© Dogon/A. Potroski/Mu, Paris

Les tongs ne résistent pas aux longues promenades des jeunes Dogons dans les villages ou sur la grande dune de sable.

► s'amuser, les costumes de danse entreposés dans les greniers centenaires.

Les filles ne partaient pas si loin: elles rendaient visite à leurs copines et se promenaient avec elles, prenant des photos de leur village, de leur école dont les salles de classe sont décorées avec des peintures d'échassiers et de danseurs dogons; d'une tempête de sable, un soir, à quelques mètres derrière les chapeaux de tiges de mil, qui protègent les greniers, juste avant de ranger l'appareil pour le protéger de la poussière. Beaucoup de leurs photographies ont été prises dans les cours des concessions, qui sont moins le domaine des hommes que celui des femmes: il n'y a pas de différence entre les photographies des filles et celles des garçons, si ce n'est les longs moments que les filles ont passés dans les cours, et leurs images de ces moments où elles sont seules, à discuter, à blaguer, et à chahuter tendrement.

Jusqu'à présent, les travaux photographiques consacrés aux Dogons se sont toujours attardés sur des aspects culturels et sociaux: festivités, architecture, travaux, métiers, culte, etc. Dans leurs propres images, ces aspects sont secondaires, à peine évoqués. La spécificité de leur culture n'est plus le sujet mais le décor d'une description intime. Ils ont photographié leurs jeux, les

retrouvailles qui ponctuent leurs journées; les longues heures d'attente à ne rien faire, allongés sur des nattes ou sur des rochers brûlants, parce que la chaleur est trop intense pour bouger avant le soir; leurs promenades distraites par la cueillette de fruits sauvages, avec des bâtons lancés dans un arbre pour en faire tomber les fruits, ou par la chasse aux petits animaux, avec leurs lance-pierres sculptés.

Ces jeunes villageois n'ont de rapport avec l'image qu'à travers de rares magazines apportés par les touristes

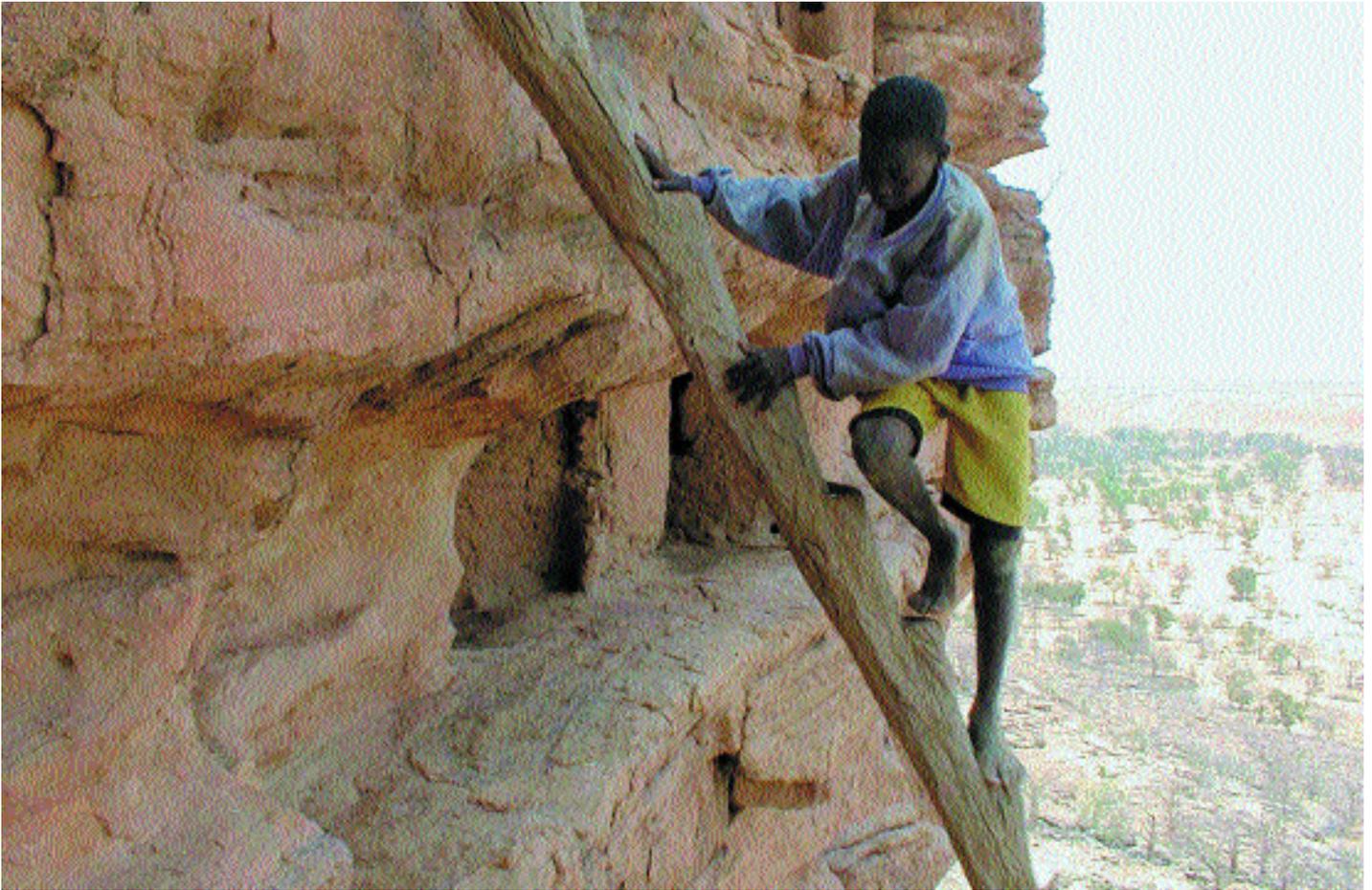
Chaque nuit, je faisais la sélection, au milieu d'une dizaine de têtes penchées au-dessus du petit écran de l'appareil, des images que nous gardions ou que nous effacions afin de faire de la place sur les disquettes pour les prises de vues du lendemain. Des 2 000 photographies réalisées, j'en ai gardé 70. Les Dogons se sont moins intéressés à la sélection, à leurs images, qu'au vécu des prises de vues. Ce qui leur plaisait avant tout, c'était de se promener avec l'appareil, d'en être res-

ponsables pendant une journée entière et de partir à la recherche d'idées.

Ces jeunes villageois n'ont de rapport à l'image qu'à travers les «débris» du tourisme: de rares magazines apportés par des touristes, dont ils décorent le mur en banco de leurs chambres avec des pages; quelques livres ethno-touristiques dont ils ont fait l'objet, et la vision des touristes prenant des photos de leurs villages et d'eux-mêmes. Vision sans retour puisqu'ils voient les images se faire mais n'en voient pas le résultat, à l'exception des portraits que leurs correspondants leur envoient en souvenir de leur passage.

Mes seules interventions auprès des jeunes photographes, puisque je n'étais pas présent lors de leurs prises de vues, ont été les conseils que je leur donnais en visionnant les images. Celles que nous ne gardions pas à cause d'une expression manquée sur un visage, d'un défaut de cadrage ou de lumière, étaient les plus utiles: je leur expliquais les détails dont il aurait fallu tenir compte pour les réussir.

Au fil de ces menus conseils, les sept photographes ont davantage pris en considération les différents plans de l'image, le cadrage et les lumières, comme dans cette photographie où des objets hétéroclites, ►



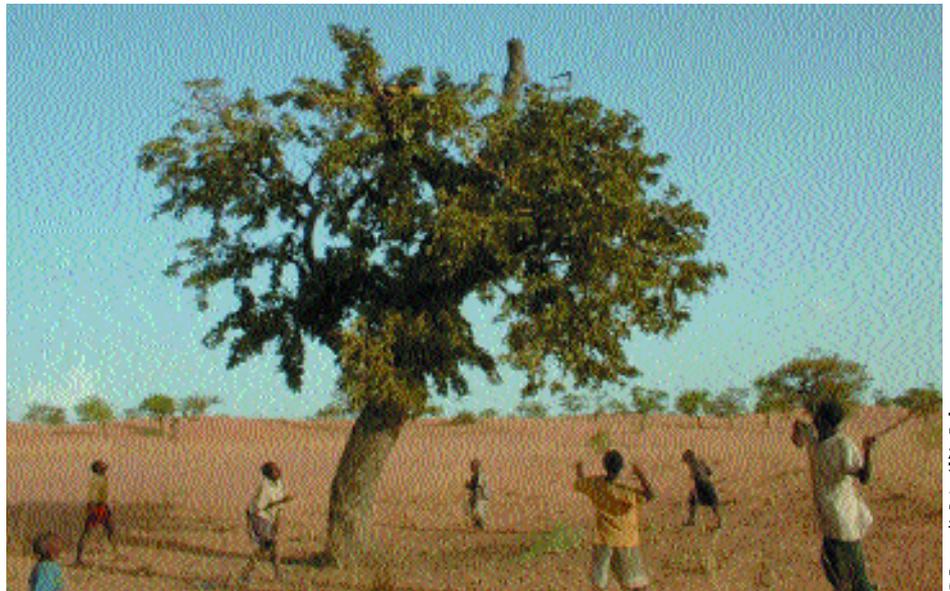
Quel devait être le danger, il y a 100 ans, pour que l'on construise si haut, si caché, si loin de la plaine!

Les jeunes Dogons ont photographié le décor de leur quotidien, leurs jeux dans les arbres.



Photos © Alex Webb/Magnum, Paris

► sûrement ceux qui se trouvaient dans la chambre du photographe, sont réunis sur une marche de banco ocre. Les Dogons n'ont jamais vu ni entendu parler de nature morte: ils l'ont inventée, pour la couleur des objets et du banco, et pour la lumière qui entrait joliment dans la chambre. Et ainsi ils ont inventé, au cours de leurs longues promenades, en tongs sur les sentiers à peine visibles sur la patine de la pierre, dans le dédale de leurs villages où les cases se fondent aux rochers énormes tombés de la falaise, dans l'intimité de leurs grottes ou de leurs cours, la première description photographique des Dogons par eux-mêmes. ■



© Dogons/A. Potvski/Alu, Paris

La cueillette des fruits sauvages est un passe-temps favori des jeunes Dogons.



« CEUX QUE NOUS AVONS TROUVÉS »

Le Pays dogon compte 700 000 habitants et couvre une vaste région de 50 000 km², qui s'étend de la frontière du Burkina Faso à l'est, aux environs de Sévaré à l'ouest. Il s'étire tout le long de la falaise de Bandiagara, longue de 150 km et parfois haute de 300 mètres.

Le peuple dogon est originaire des Monts mandingues, à la frontière guinéo-maliennne. Animistes, ils ont refusé de se convertir à l'islam et ont dû s'exiler au XVIII^e siècle, remontant le fleuve Niger jusqu'aux reliefs protecteurs du plateau et de la falaise de Bandiagara. Les Dogons y ont reçu un important héritage culturel du peuple qui vivait alors dans la falaise et qui a mystérieusement disparu depuis, les Tellems, «Ceux que nous avons trouvés» en langue dogon.

Aujourd'hui, un tourisme culturel se développe le long de la grande falaise. Encouragé par les autorités maliennes, il permet à des villages moribonds de s'organiser face à la désertification, aux problèmes de santé et d'éducation, mais il met en péril l'une des cultures les plus singulières de l'humanité. ■

La chasse aux petits animaux avec des lance-pierres sculptés.



Déguisement rituel avant la saison des pluies.





Costumes rituels de danse trouvés dans les greniers des Tellems, creusés dans la falaise.

Les journées, surchauffées par le vent, peuvent être un enfer. Ce sont des longues heures d'attente à ne rien faire.





© Dognes/A. Potorski/NU, Paris

Des images sages, posées, cadrées avec le même sérieux et la même délicatesse qu'un labeur quotidien.

Le chahut tendre des jeunes filles dans les cours des concessions.





La douceur des retrouvailles sur l'esplanade aux baobabs du village.

Lors de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'école, décoré de peintures de chasseurs dogons, le village s'était cotisé pour faire la fête.





La tempête de sable, un souffle puissant et lourd, chargé de matière qui absorbe la lumière.

Pour la couleur des objets et la beauté des lumières, ils ont réinventé la nature morte.



LA DÉMOCRATIE À LA LUMIÈRE DES DICTATURES

► Alain Touraine

Le général Pinochet a souvent affirmé que son action ne pouvait être jugée qu'au Chili puisqu'elle s'était exercée dans un cadre national. L'existence de l'«Operación Condor» démontre que cette affirmation est erronée. Les dictateurs du Chili, d'Uruguay, du Brésil, du Paraguay, de Bolivie et la sécurité militaire d'Argentine (avant même le coup d'État de 1976) ont organisé leur coopération pour faire disparaître ou assassiner leurs opposants. Ils ont décidé de faire d'Asunción le lieu central de leur coopération, c'est-à-dire de leur politique d'élimination. D'où l'intérêt des documents trouvés au Paraguay.

Les documents consultables à Asunción sont avant tout des archives policières concernant presque uniquement ce seul pays. Par ailleurs, comme on le sait, la découverte de ces archives n'est pas récente puisqu'elle date d'octobre 1992 et que, depuis lors, elles sont disponibles à la Cour suprême qui les détient, bien que leur consultation ne soit pas aisée. Si on se place donc d'un strict point de vue technique, on peut insister sur l'importance que l'UNESCO doit réserver à ces archives. Mais au-delà, l'intérêt considérable porté à ces documents, dont les cas de disparitions et d'assassinats, a donné à ces «archives de la terreur» une importance symbolique considérable. Comme en témoigne l'écho que la mission conjointe que l'UNESCO et un groupe de spécialistes français a eu dans la presse de nombreux pays¹.

Nous sommes en présence d'une situation qui soulève de profondes émotions. C'est pour cette raison qu'il nous paraît important que l'UNESCO manifeste officiellement son intérêt pour ces documents qui renvoient aux événements graves qui ont détruit la démocratie dans l'ensemble du Cône Sud de l'Amérique. Je suis convaincu que, pour l'UNESCO, le symbole de ces archives tel qu'il est perçu dans l'opinion publique doit être le plus important et va bien au-delà de sa simple nature de document.

Il y a aussi tout lieu de croire que d'autres archives existent dans divers ministères paraguayens et, surtout, dans les archives des forces armées ou leurs services de renseignement. Des documents se trouvent vraisemblablement dans d'autres pays. Les présidents des pays concernés devraient se comporter comme le président brésilien, F.H. Cardoso, qui a fait ouvrir les archives militaires.

Plus largement encore, le moment est venu dans toute l'Amérique latine de retrouver la mémoire. Beaucoup ont pensé, de bonne foi ou non, qu'il fallait oublier les conflits passés pour construire un avenir nouveau. On a ainsi opposé le passé à l'avenir. C'est une erreur. Un pays – ou un individu – qui ne peut faire face à son passé ne peut pas, en général, faire face à son avenir. On ne peut pas construire la démocratie sans comprendre les raisons d'être et le fonctionnement des dictatures. ■

► Professeur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris.

1. Cette mission s'est rendue à Asunción du 14 au 17 mai à la demande des autorités paraguayennes pour les aider à faire inscrire ces documents au registre de la Mémoire du monde. Ce programme vise à sauvegarder et promouvoir le patrimoine documentaire de l'humanité par des mesures de préservation et d'accessibilité.

LES ESPÈCES MENACÉES EN SURSIS

► Rolf Hogan

De nombreux pays veulent l'interdiction totale du commerce de certains animaux sauvages. Pour d'autres au contraire, ce négoce, bien encadré, pourrait aider à leur préservation.

L'Afrique du Sud a récemment annoncé qu'elle voulait se débarrasser de 1 500 éléphants. Motif: ils détruisent des arbres dont dépend la survie d'autres animaux vivant dans le célèbre Kruger National Park. Si les pachydermes ne trouvent pas preneur, ils seront abattus et leurs défenses s'ajouteront aux énormes stocks d'ivoire sud-africains.

La proposition de l'Afrique du Sud illustre le dilemme auxquels sont confrontés tous ceux qui se préoccupent de la conservation de la faune sauvage: peut-on protéger efficacement des espèces en danger comme les éléphants ou les rhinocéros tout en autorisant le commerce des produits dérivés, ne serait-ce que ponctuellement? Comme de nombreux pays du continent, l'Afrique du Sud estime que la mise en place d'un marché limité de ces produits permettrait de générer des ressources pour la conservation des espèces. Mais pour les Etats et les écologistes hostiles à cette approche, toute mise sur le marché de ce type de produits stimule le trafic illégal et le braconnage. D'où une aggravation des risques d'extinction des espèces menacées.

Ivoire, l'écaille de tortue et la baleine sur la sellette

Ces questions très controversées resurgissent avec force tous les deux ou trois ans, lors de la conférence de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES, dite Convention de Washington, voir encadré p. 14). Ce texte vise à limiter ou interdire carrément le négoce transfrontalier des espèces en voie d'extinction listées dans ses annexes. Ses 151 Etats-parties se prononcent régulièrement pour ajouter ou retirer des espèces de la liste. En avril 2000, lors de la conférence de Nairobi (Kenya), les demandes de

levée d'interdiction sur des produits de la faune tels que l'ivoire, les carapaces de tortue ou la viande de baleine ont suscité des débats passionnés.

Certains pays, comme le Kenya ou l'Inde, s'opposaient au déclassement de l'ivoire. En revanche, le Japon et la Norvège, entre autres, demandaient la levée de l'interdiction pesant sur la chasse à la baleine. Selon eux, les stocks de certains cétacés listés par la CITES étaient suffisants pour supporter des prélèvements à des fins commerciales. A l'issue de longues délibérations, la conférence a finalement convenu de maintenir pour trois ans les interdictions en vigueur sur l'ivoire, les carapaces de tortue et les baleines.

Aujourd'hui, les écologistes ne rejettent plus en bloc l'exploitation des espèces sauvages car ils estiment que, bien contrôlée,

Nous devons trouver un terrain d'entente et prendre une décision rationnelle. D'un côté, il faut considérer les bénéfiques du commerce, qui pourraient être réinvestis dans la conservation des espèces... De l'autre côté, il faut mesurer les risques possibles, comme la recrudescence du braconnage

elle peut assurer la subsistance de populations rurales pauvres. En outre, l'écotourisme peut constituer une source importante de revenus. Cependant, pour être durables, ces activités doivent respecter un équilibre délicat. «*Nous ne soutenons l'exploitation d'espèces sauvages que si*

elle bénéficie à la fois à la communauté locale et à l'écosystème», explique Gordon Shepard, du Fonds mondial pour la nature (WWF).

«*Interdire tout le commerce est trop simpliste*», estime Jon Hutton, le directeur de l'ART (Africa Resources Trust), une ONG qui cherche à protéger les équilibres communautaires en Afrique australe. «*Nous devons trouver un terrain d'entente et prendre une décision rationnelle. D'un côté, il faut considérer les bénéfiques qui pourraient être réinvestis dans la conservation des espèces soit en application de lois nationales, soit directement par les communautés locales. De l'autre côté, il faut mesurer les risques possibles, comme la recrudescence du braconnage.*»

Les nécessités de la vie sauvage et les besoins des hommes

«*Dans la plupart des pays d'Afrique, poursuit-il, les espèces sauvages coûtent cher. Elles peuvent tuer des gens et abîmer les récoltes. C'est pourquoi on les élimine. Les villageois convertissent de plus en plus de terres à l'agriculture parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative. Mais lorsqu'ils ont le choix entre l'agriculture ou exploiter la vie sauvage, ils choisissent souvent cette dernière solution, parce qu'ils peuvent en tirer un triple bénéfice: auprès des touristes, des amateurs de safari et enfin sous forme d'ivoire et de peaux.*»

Si la plupart des organismes de conservation de la nature acceptent «l'utilisation non destructrice» des espèces sauvages à des fins touristiques, certaines s'opposent en revanche à leur «utilisation destructrice», c'est-à-dire à l'abattage des animaux pour leur chair ou pour tout autre type de profit. Les experts estiment qu'en pratique, il est extrêmement difficile d'exploiter une espèce de manière durable parce qu'on ne trouve pas facilement l'équilibre entre, d'une part, les nécessités de la vie sauvage et les modèles de comportement des animaux et, d'autre part, les besoins des hommes. L'exploitation de certaines espèces comme la tortue à

► Journaliste indépendant, spécialiste de la conservation de la nature.

écailles (voir p. 16) peut vite déraper et le tourisme, s'il est mal contrôlé, peut avoir des conséquences dramatiques sur certaines populations animales. Ainsi, dans la célèbre réserve Masai Mara, au Kenya, on a observé que les importants flux touristiques gênaient et ralentissaient les activités de chasse des lions, car les nombreux véhicules qui s'approchent des félins font fuir leurs proies. «*Pour exploiter la vie sauvage de manière durable, il faut bien la gérer. Or, de nombreux pays ne disposent ni des ressources ni de l'expertise nécessaires*», explique

pour les individus supplémentaires», affirme les experts en rhinocéros de l'Union mondiale pour la nature (UICN). Les autorités sud-africaines soulignent à cet égard que si les exportations de corne de rhinocéros étaient à nouveau autorisées, les profits dégagés pourraient inciter les propriétaires terriens à créer de nouvelles réserves.

En Afrique du Sud, les «frais d'abatage» imposés aux chasseurs de rhinocéros ont rapporté 24 millions de dollars entre 1968 et 1996, quand dans la même période, les effectifs de ces animaux qua-

L'an dernier, elles ont fourni environ 10% du budget de fonctionnement de son Service de conservation de la nature. «*A une époque où les dépenses de l'Etat consacrées à cet objectif sont en baisse, ces ventes représentent une source vitale de revenus*», estime Martin Brooks, responsable du département scientifique de cette administration.

D'autres Etats africains, qui ne disposent ni de fonds ni de personnel suffisants pour endiguer le braconnage, soutiennent, eux, que tout commerce licite de corne de rhinocéros stimulerait le marché noir et



Vente de peaux d'animaux sauvages et autres produits de la faune sur un marché du Laos.

© Annelies van der Brink/Lineair, Arnhem

Gordon Sheppard.

L'Afrique du Sud présente un bon exemple d'utilisation durable de populations animales en voie d'extinction. Bien qu'il figure parmi les espèces les plus menacées de la planète, le rhinocéros blanc d'Afrique est très courant dans ce pays, qui abrite 80% des 8 500 spécimens en liberté recensés dans le monde. Comme ils sont efficacement protégés du braconnage, ils en viennent même à prospérer. «*Leur nombre pourrait doubler d'ici 10 ans, à condition que l'on dégage suffisamment d'espace*

druaient. Ces revenus permettent de financer la lutte contre le braconnage, dont le coût atteint parfois les 1 000 dollars par kilomètre et par an. Ils ont aussi été utilisés pour entretenir des réserves. Lorsqu'ils sont protégés du braconnage, les rhinocéros peuvent se multiplier au point de déborder les frontières des parcs naturels. Certains individus vivants sont alors cédés à des réserves privées. Au Kwa-zoulou-Natal, ces ventes, qui peuvent s'élever à 30 000 dollars par tête, ont rapporté 1,57 million de dollars en 1998.

la chasse. Par exemple, les habitants du Damaraland, dans le nord-ouest de la Namibie, sont hostiles au déclassement des rhinocéros. Au début des années 1990, ces animaux souffraient du braconnage dans leur région jusqu'à ce que le Save the Rhino Trust (Fonds pour la protection des rhinocéros) lance, avec l'aide des Nations unies, un programme d'incitation à l'écotourisme. Le projet a rapporté de l'argent aux communautés et les anciens braconniers y ont même été intégrés pour aider les touristes à retrouver les traces ▶

LA CITES

Établie en 1975 pour répondre aux préoccupations de la communauté internationale quant aux risques d'extinction de certaines espèces faisant l'objet d'échanges commerciaux, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) restreint ce commerce de manière plus ou moins sévère en fonction des dangers encourus par chaque espèce. Les espèces menacées d'extinction immédiate figurent à l'Annexe I (commerce international interdit). Celles menacées d'extinction à court terme sont répertoriées dans l'Annexe II (commerce international réglementé). Enfin, le commerce des espèces relevant de l'Annexe III est limité à l'échelle régionale. ■

- des rhinocéros. «Les populations locales ont compris que les rhinocéros leur rapportaient davantage vivants que morts», résume Simon Pope, qui a participé à cette initiative.

Lors de la dernière conférence de la CITES, le Japon s'est catégoriquement opposé à un renforcement du dispositif, arguant que la protection totale des espèces en danger nuirait aux économies nationales et aux populations tirant leur subsistance de la faune sauvage. Avec la Norvège, Tokyo a de plus ferraillé dur pour faire retirer de la liste des espèces menacées les petits rorquals et les baleines grises. On estime l'effectif mondial des premiers à environ un million, nombre que les deux Etats jugent assez élevé pour autoriser certains prélèvements. Mais de nombreux écologistes soulignent que plusieurs autres espèces de cétacés ne sont pas remises des siècles de tueries perpétrées à des fins commerciales qu'elles ont connues, et que le rétablissement d'un commerce limité de petits rorquals pourrait mener aux mêmes excès.

Mais qu'est-ce qui prouve que la mise en place d'un marché limité de produits de la faune stimulerait la demande des consommateurs et le braconnage? En 1997, la CITES a autorisé, à titre expérimental, une vente exceptionnelle d'ivoire africain au Japon. Deux ans plus tard, des Etats comme le Kenya et certaines organisations internationales de défense de la nature affirmaient, sur la base d'études indépendantes, que suite à cette transaction, le braconnage et le trafic illégal d'ivoire avaient augmenté. Les conclusions de ces études – dont la méthodo-

logie est parfois discutable et le champ trop restreint, faute de moyens – sont toutefois sujettes à caution.

Autre problème crucial: faire respecter les interdictions internationales et contrôler les ventes autorisées. «Le braconnage des tigres pour leurs os, un ingrédient de base de remèdes traditionnels chinois, ou pour leur peau, constitue toujours une menace importante», rapporte Peter Jackson, le président du groupe sur les félins à l'UICN. Malheureusement, en dépit des résolutions adoptées par la conférence de la CITES, la plupart des pays concernés ne prennent pas de mesures efficaces pour contrôler ou limiter le marché illégal.»

Les partisans d'une reprise du commerce des espèces sauvages soulignent que lorsque les contrôles sont renforcés, les trafiquants affinent leurs méthodes et se cachent encore plus. Certaines substances, comme l'os de tigre, peuvent par ailleurs être camouflées dans de la gélatine ou dans des cigarettes pour passer les frontières. Les défenseurs de la nature ont cependant réussi à faire diminuer la demande de certains produits de la faune. Actuellement, une campagne internationale souligne le triste sort réservé à l'antilope tibétaine. Cet animal est en train de disparaître à cause de son poil, utilisé pour fabriquer les très recherchés châles en shahtoosh, la laine la plus douce du monde.

En Chine, des programmes de sensibilisation encouragent les consommateurs à refuser les remèdes à base d'os de tigre. Des actions sont également menées auprès des médecins traditionnels, pour qu'ils utilisent des substituts, comme l'os de rat-

taupe, et qu'ils renoncent à la corne de rhinocéros. Il semblerait que l'utilisation de produits dérivés du tigre dans la médecine chinoise ait effectivement reculé. Selon de récents sondages, moins de 5% des consommateurs asiatiques interrogés à Hong-Kong, au Japon et aux Etats-Unis déclaraient avoir utilisé ce genre de remèdes.

Les mesures d'interdiction internationales devront sans doute être prolongées avant que l'on sache si leur efficacité peut être améliorée par des pressions renforcées sur les gouvernements et par la sensibilisation des consommateurs. Mais certains spécialistes prétendent que, commerce ou pas, les jours des espèces sauvages sont déjà comptés. «Le plus grand danger qui les guette, c'est la destruction de leur habitat», affirme Simon Rietbergen, de l'UICN.

Baisse des budgets nationaux consacrés à l'environnement

Les chiffres sont alarmants: 80% des forêts et 50% des marécages de la planète ont déjà été détruits ou sérieusement endommagés. «De nombreuses réserves naturelles ne bénéficient plus d'une protection suffisante, à cause du manque de ressources et de la baisse des budgets nationaux consacrés à l'environnement», ajoute-t-il.

Aussi efficace que puisse être l'interdiction du commerce des espèces en danger, elle ne pourra jamais ralentir la destruction des habitats naturels ni financer la conservation de la vie sauvage. Au bout du compte, parce qu'il permet de créer des réserves et rapporte de quoi les entretenir, le commerce pourrait bien finir par l'emporter. ■

En Namibie, pour éviter le braconnage, la corne du rhinocéros est découpée préventivement.



LES DÉFENSES RENFORCÉES DES ÉLÉPHANTS KÉNYANS

► Joan Simba

Le commerce de l'ivoire, même contrôlé, encouragerait les contrebandiers.

Le Kenya a obtenu qu'il soit de nouveau totalement interdit, au moins pendant trois ans.

Les défenseurs de l'environnement kényans frissonnent encore au souvenir des années 1980. Pas un jour, ou presque, sans que des gardes forestiers ne découvrent des carcasses d'éléphants abattus au moyen d'armes de plus en plus perfectionnées, les défenses grossièrement sectionnées. A court d'argent et de personnel, les gardes kényans ne pouvaient assurer une surveillance efficace des réserves.

Le soulagement des amis de l'environnement et du gouvernement kényan quand la conférence de la Convention sur le commerce des espèces menacées (voir encadré p. 14) a voté l'interdiction du commerce de l'ivoire, n'avait donc rien d'étonnant. Sans cette mesure, les éléphants kényans seraient aujourd'hui en voie de disparition: leur population, qui avoisinait les 140 000 têtes en 1972, n'en comptait plus que 19 000 en 1989.

Trois millions de dollars

L'interdiction de la CITES et les campagnes internationales qui ont suivi ont fait baisser la demande et donc le prix de l'ivoire. Tandis que la contrebande diminuait au Kenya et dans d'autres Etats, le Service kényan pour la vie sauvage (KWS) renforçait les unités anti-contrebande opérationnelles dans les 26 parcs nationaux et les 32 réserves du pays. Résultat, le nombre d'éléphants a graduellement augmenté: ils sont aujourd'hui près de 27 000.

Ces progrès ont marqué le pas après 1997, quand certains pays membres de la CITES ont obtenu le vote d'une annulation partielle de l'interdiction, afin de permettre au Zimbabwe, à la Namibie et au Botswana



Au Kenya, des défenses d'ivoire braconnées sont brûlées en présence de gardes forestiers.

d'effectuer une vente exceptionnelle de 60 tonnes d'ivoire tirées de leurs réserves. L'opération a rapporté trois millions de dollars que les pays concernés assurent avoir consacrés à la sauvegarde de l'environnement.

Chez les défenseurs de la nature, on estime toutefois que l'assouplissement de l'interdiction, même strictement contrôlé, a fait repartir la demande et conduit à une recrudescence de la contrebande. Selon les autorités kényanes, 67 éléphants ont été tués en 1999, contre 15 en 1998. Une augmentation qui, affirment-elles, est directement liée au commerce partiel autorisé en 1997. «*La contrebande continue parce que la demande existe toujours et que les frontières africaines sont poreuses, facilitant le transport de l'ivoire à travers le continent*», explique Francis Mukungu, un responsable du KWS.

A la lumière de ces informations, on comprend que, pendant la dernière conférence de la CITES, en avril 2000, les Kényans se soient violemment opposés à toute levée de l'interdiction sur le commerce de l'ivoire. De leur côté, le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe, rejoints par l'Afrique du Sud, ont de nouveau plaidé pour cette levée afin de pouvoir écouler leur stock d'ivoire. Le Kenya a contre-attaqué en soulignant que cette initiative véhiculerait un message implicite – l'achat d'articles en ivoire n'a rien de répréhensible –, susceptible d'encou-

rager les contrebandiers.

Les signataires de la CITES sont finalement arrivés à un compromis: le commerce de l'ivoire sera totalement interdit pendant les trois prochaines années, mais le négoce de certains produits, comme les peaux et les objets en cuir d'éléphant, sera partiellement autorisé, ainsi que la vente d'éléphants vivants.

Sans clôtures

Au Kenya, le sujet divise l'opinion publique. Les communautés rurales vivant à proximité des réserves se plaignent que les troupeaux d'éléphants envahissent leurs fermes et détruisent leurs récoltes, quand ils ne provoquent pas des accidents. En effet, les réserves kényanes ne sont pas clôturées, contrairement à celles d'Afrique du Sud. Ces populations déplorent en outre que les revenus générés par le tourisme dans les réserves ne soient jamais réinvestis dans leurs régions déshéritées. Ils considèrent que la préservation à tout prix des éléphants est une mauvaise priorité dans un pays où la majorité vit sous le seuil de pauvreté.

Pour les écologistes, le salut des éléphants ne sera assuré à long terme que si les communautés riveraines des réserves sont impliquées dans les activités touristiques et de sauvegarde de l'environnement, afin d'en tirer un bénéfice économique. ■

► Journaliste basée à Nairobi.

CUBA VEUT RELANCER LE COMMERCE DE L'ÉCAILLE

► Gerardo Tena

Pour Cuba, la reprise d'un commerce limité d'écaïlle de tortues n'irait pas à l'encontre de la protection de cette espèce.

À Cuba, malgré la convention de 1975 (CITES, voir encadré p. 14) qui interdit le commerce des tortues de mer et les programmes nationaux de restriction des captures, des milliers de tortues à écaïlles (*Eretmochelys imbricata*) sont encore sacrifiées chaque année illégalement. On tire de leur carapace l'écaïlle, cette substance translucide et dure, très appréciée des artisans et autres fabricants de peignes, bibelots et montures de lunettes.

En prohibant leur commerce, la CITES a contribué à priver de revenus les communautés de pêcheurs des Caraïbes qui, depuis des siècles, vivaient de la capture de ces tortues, dont ils consomment les œufs et la chair, riche en protéines. Cuba ne fait pas exception. Entre 1960 et 1990, quelque 150 000 tortues (5 000 par an) ont été capturées au large de ses côtes, qui abritent 34% des tortues à écaïlles vivant dans l'ensemble des Caraïbes.

Une amende de 250 dollars

Il y a 10 ans, l'île a mis en œuvre un programme de contrôle des captures, qui autorise deux coopératives de pêcheurs à tuer 500 tortues par an au maximum. Elles sont obligées de suspendre leurs activités en période de reproduction et les tortues capturées doivent avoir une carapace d'au moins 66 centimètres de long. Leur chair est partagée entre les communautés de pêcheurs et les hôpitaux cubains. Dans le reste de l'île, la capture des tortues à écaïlles est interdite et punie d'une amende pouvant atteindre 5 000 pesos (250 dollars), quand le salaire moyen tourne autour de 10 dollars par mois.

Au départ, Cuba avait ratifié la CITES en émettant une réserve sur le chapitre consacré aux tortues de mer. Le Japon, son principal client, avait fait de même. Les deux

pays ont donc continué pendant des années à se livrer au commerce des précieuses carapaces. Mais en 1993, le Japon a retiré sa réserve et Cuba s'est retrouvé privé de débouchés. Comme les captures n'ont pas cessé pour autant, l'île a accumulé près de sept tonnes de carapaces dans un entrepôt de Cojímar, un village de pêcheurs proche de la Havane.

En avril 2000, lors de la dernière conférence de la CITES à Nairobi (Kenya), Cuba a tenté d'obtenir l'autorisation de revendre au Japon tout son stock, dont la valeur atteint cinq millions de dollars. La Havane demandait aussi de pouvoir ensuite continuer à écouler sa production de 500 carapaces par an. Ses demandes furent rejetées.

Pour le Centre de surveillance de l'environnement cubain (CICA), la tortue à écaïlles n'est pas une espèce en voie d'extinction dans les eaux de l'île. Sa chasse contrôlée permet de plus de faire vivre les habitants de nombreux villages. «Cinq cents prises annuelles est un chiffre très raisonnable si l'on en croit les études qui estiment à 15 000 le nombre de tortues femelles qui peuplent les eaux cubaines et pondent sur nos côtes», assure Silvia Alvarez, la directrice du CICA. «Nous ne faisons que demander l'autorisation de pratiquer un commerce contrôlé.»

Silvia Alvarez admet cependant que le refus auquel Cuba s'est heurté répond à une inquiétude légitime. La reprise du commerce des carapaces de tortues à écaïlles avec le Japon pourrait provoquer une recrudescence du trafic illégal. Mais, d'un autre côté, ajoute-t-elle, «il existe aujourd'hui un marché noir des carapaces précisément parce qu'aucun commerce légal n'est possible».

Les experts cubains affirment également que plus de 2 000 tortues sont braconnées chaque année entre Porto Rico et les Îles Vierges, alors que ces pays abritent dans leurs eaux moins de 1% des stocks de la zone caraïbe. «Évidemment, précise Silvia Alvarez, l'idéal serait de mettre en œuvre un programme régional de contrôle de la pêche.» La création en 1997 du Groupe de recherche et de gestion de la région caraïbe devrait y concourir. Ses programmes scientifiques permettront de mieux connaître les populations de tortues.

En attendant, Cuba maintient son plan de capture de 500 tortues par an. «Nous avons deux ans, jusqu'à la prochaine conférence de la CITES, pour démontrer que ce que nous faisons est durable», explique la directrice du CICA. «Le plus difficile sera de surmonter l'idée largement admise qu'interdire l'exploitation des ressources naturelles n'est pas la seule façon de les protéger.» ■

La tortue à écaïlles: une source de protéines et de revenus dans les Caraïbes.



L'ÉDUCATION SEXUELLE EN BALLOTTAGE

► John Slater

Au Royaume-Uni, le projet du gouvernement Blair visant à améliorer les connaissances des jeunes en matière de sexualité et de santé reproductive suscitent de violentes controverses.

En Angleterre et au pays de Galles, les taux de grossesses chez les adolescentes sont les plus élevés d'Europe occidentale¹. Quelque 65 enfants sur 1 000 sont conçus par des jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans. Mais si tout le monde s'accorde à penser qu'il faut agir, les opinions divergent sur les moyens à employer. Tout le débat tourne autour d'une question clé: faut-il informer davantage les enfants ou au contraire protéger leur «innocence» pour les prémunir au mieux des problèmes liés à la sexualité?

Le camp traditionaliste regroupe les défenseurs des «valeurs familiales», menés par les Eglises, le Parti conservateur et le *Daily Mail*, un quotidien à gros tirage. En face, on retrouve tous ceux qui estiment que la seule façon de lutter contre les grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles est d'informer les jeunes avec précision et sans porter de jugement. La plupart des ONG en faveur de l'enfance, l'aile progressiste du Parti travailliste et le ministère de la Santé sont de cet avis. «Plus les jeunes sont informés, moins les adolescentes risquent de tomber enceintes», estime Anna Coote, directrice du King's Fund, un groupe de réflexion sur la santé. *La politique actuelle, en particulier dans les établissements du secondaire, n'a en tout cas pas l'air de fonctionner.*

Les ministres travaillistes sont pris entre deux feux, soucieux de ne heurter ni la presse de droite ni la coalition d'«union nationale» qui les a portés au pouvoir après une cure d'opposition de 18 ans. Mais le gouvernement ne peut pas se permettre de rester au-dessus de la mêlée. Il doit absolument prendre des mesures pour limiter les grossesses des adolescentes s'il veut atteindre ses objectifs en matière de lutte contre l'exclusion. Il s'est d'ailleurs engagé à réduire de moitié le taux de grossesses chez les adolescentes d'ici 2010.

L'Unité sur l'exclusion sociale (SEU), qui dépend directement du Premier ministre Tony Blair, a rendu sa copie sur le sujet et un plan d'action en juin 1999. Elle constate que «trop d'adolescentes ont des relations sexuelles parce qu'elles cèdent à la pression des garçons et non par choix personnel, et qu'elles n'utilisent pas de contraceptif. Elles se retrouvent donc enceintes ou avec une maladie sexuellement transmissible».

Selon Jill Francis du Bureau national pour l'enfance (NCB), «quatre raisons principales expliquent que de très jeunes Britanniques tombent enceintes. Nous ne donnons pas assez d'informations aux enfants; nous leur tenons des discours contradictoires sur la sexualité et les relations amoureuses; les adolescentes

Le gouvernement britannique ne peut pas se permettre de rester au-dessus de la mêlée. Il doit absolument prendre des mesures pour limiter les grossesses des adolescentes

concernées ont souvent des problèmes sociaux et celles qui sont nées de très jeunes mères ont tendance à reproduire». Une étude nationale indique qu'un quart des mères adolescentes sont dans ce cas.

Toujours selon le NCB, «les jeunes filles qui ont un enfant ont moins de chances de poursuivre leurs études que les autres». Tout cela contribue à maintenir les familles défavorisées au plus bas de l'échelle sociale, même si des services publics ont été mis en place:

1. Selon l'office britannique de la statistique, 37,5% de ces fœtus sont avortés. A titre de comparaison, les taux de grossesses chez les adolescentes sont de 84 pour 1 000 aux Etats-Unis et de 102 pour 1 000 en Russie, selon l'Institut Alan Guttmacher (www.agi-usa.org)

LE DÉBAT EN FRANCE

En novembre 1999, le gouvernement français a annoncé que les infirmières scolaires seraient autorisées à délivrer la pilule du lendemain aux adolescentes «en situation de détresse ou d'extrême urgence». En vente libre depuis juin 1999, cette pilule peut être utilisée jusqu'à 72 heures après le rapport sexuel, afin d'éviter une grossesse. On estime qu'environ 10 000 adolescentes tombent enceintes chaque année en France, dont la moitié avortent. Saluée par les syndicats d'infirmières scolaires, la mesure a été critiquée par les évêques de France et par les associations familiales catholiques. Elle suscite un âpre débat juridique qui n'a pas encore été tranché.

Si l'éducation sexuelle fait officiellement partie des programmes scolaires depuis 1973, elle a acquis une importance nouvelle en septembre 1999: les établissements scolaires doivent depuis cette date prévoir 30 à 40 heures de cours pour les élèves de quatrième et de troisième. Enfin, en janvier 2000, le gouvernement a lancé une grosse campagne d'information sur la contraception (spots télévisés, messages radio, distribution de cinq millions de brochures), la première du genre depuis 20 ans, à l'exception d'une campagne de prévention du sida, en 1992, qui mettait l'accent sur le préservatif. ■

conseils aux nouveaux parents, garderies d'enfants, projets tels que le New Deal for Lone Parents, qui offre aux mères seules de l'information, une formation professionnelle et une aide à la recherche d'emploi. Mais ces programmes coûtent cher et le gouvernement préférerait prévenir que guérir.

Toutefois, il s'est jusqu'ici heurté à forte partie. L'une des principales mesures préconisées par la SEU était d'introduire l'éducation sexuelle dès le primaire. Mais David ►



© Paula Solloway/Format, Londres

Des adolescentes venues chercher aide et conseils dans un centre spécialisé de Leeds.

► Blunkett, le ministre de l'Éducation, a rapidement renoncé. Il ne veut pas, dit-il, qu'on prive les enfants de moins de 10 ans de leur «innocence». En principe, les enfants devraient au moins apprendre à l'école primaire comment ils ont été conçus et mis au monde. Or, la SEU observe que des milliers de 10 et 11 ans n'y ont jamais rien entendu sur les menstruations, alors qu'une fille sur 10 commence à avoir ses règles avant d'entrer au collège.

Les concessions du gouvernement

Les établissements du secondaire ne font pas mieux. Selon Jill Francis, l'éducation sexuelle qu'ils dispensent reflète la prudence de la population: «Nous ne savons pas parler de sexualité aux jeunes». Les établissements secondaires sont obligés de dispenser des cours d'éducation sexuelle mais les parents

ont le droit d'en retirer leurs enfants. Le programme aborde la reproduction chez les humains et des thèmes comme la fécondation, le développement du fœtus, les transformations physiques et psychologiques de l'adolescence. Le reste – contraception, rapports protégés, adresses où obtenir conseils et soins – dépend du bon vouloir de l'enseignant.

Plusieurs études sur les grossesses non désirées soulignent que les adolescentes manquent d'information sur la contraception, qu'elles ne savent pas en parler à leur partenaire et qu'elles maîtrisent mal leur vie sexuelle. En février 2000, l'Université de Brighton a mené une enquête auprès de 700 lycéens de 14 et 15 ans. Ils ont exprimé leur colère à propos de l'éducation sexuelle qu'ils reçoivent en classe. Les filles estiment que les cours sont trop centrés sur la mécanique du sexe et la contraception, et

pas assez sur les problèmes affectifs. Les garçons se plaignent qu'on leur refuse des informations trop «explicites». La majorité des jeunes interrogés s'est déclarée «furieuse» contre la législation qui oblige les professeurs à prévenir les parents quand un élève leur pose des questions sur la contraception ou avoue avoir eu des rapports sexuels.

La question de l'éducation sexuelle est d'autant plus sensible qu'elle est associée à une autre controverse. Le gouvernement souhaiterait en effet abroger l'article 28 du Local Government Act de 1988, qui interdit aux collectivités locales de «promouvoir» l'homosexualité. L'affaire a fait grand bruit et la Chambre des Lords a rejeté le projet à plusieurs reprises. Pour obtenir son accord, le gouvernement a fait des concessions sur l'éducation sexuelle. En collaboration avec différentes Églises, il a esquissé un nouveau programme qui, s'il est voté, obligera les enseignants à mettre l'accent sur l'importance du mariage et de la stabilité.

Les sermons sont rarement efficaces

De nombreux professeurs estiment qu'on leur demande déjà de résoudre tous les maux de la société et rechignent à devoir s'occuper en plus de limiter les grossesses des adolescentes. «Ce phénomène est un problème social grave que l'Éducation nationale ne peut résoudre seule», estime une porte-parole de l'ATL, l'une des principales associations d'enseignants. L'ATL craint aussi que le nouveau programme gouvernemental n'empêche les professeurs d'éducation sexuelle de mener à bien leur mission: «S'il y a des contraintes légales, ils n'auront pas une marge de manœuvre suffisante pour faire cours correctement».

Pour Anna Coote, du King's Fund, il y a bien plus à faire que de l'éducation sexuelle. Par exemple, «les gens trouvent que les services médicaux et sociaux sont difficiles d'accès. Les professionnels qui les reçoivent ne parlent pas la même langue qu'eux, au sens propre et figuré». Tandis que le débat traîne en longueur, le ministère de la Santé a autorisé, à titre d'essai, certaines pharmacies à vendre sans ordonnance la pilule du lendemain aux jeunes filles de plus de 14 ans. Cette initiative, qui a provoqué de vives réactions dans la presse, sera-t-elle étendue à tout le pays? Rien ne permet de le dire mais le gouvernement maintient ses positions. Comme le souligne la SEU, «les sermons sont rarement efficaces. Que ça plaise ou non au gouvernement, les jeunes décident eux-mêmes de ce qu'ils font en matière de sexualité et de contraception. Les maintenir dans l'ignorance ou leur faire la morale ne les aide pas à faire les bons choix». ■

LE MODÈLE HOLLANDAIS

► Guus Valk

Les Pays-Bas enregistrent le taux européen le plus bas de grossesses chez les adolescentes. Un record qui éveille l'intérêt des autres pays.

« Comment réagiriez-vous si votre partenaire refusait d'utiliser un préservatif? Qu'est-ce que vos amis pensent des préservatifs? Écrivez ce que vous supposez qu'ils répondraient puis demandez-leur s'ils s'y retrouvent. » C'est par ce genre d'exercices que certains professeurs hollandais abordent la sexualité avec leurs élèves, âgés de 12 à 15 ans.

Ils s'inspirent d'un outil pédagogique, intitulé *Lang leve de liefde* (« Longue vie à l'amour »), créé grâce à des subventions de l'Etat vers la fin des années 1980, quand le sida est officiellement devenu un problème de santé publique. « Ce problème a forcé les professeurs à être plus explicites et à s'interroger avec les élèves sur les normes et les valeurs communément admises », rappelle J. Reinders, qui travaille à la Fondation Soa-bestrijding, qui lutte contre les maladies sexuellement transmissibles.

Presque tous les établissements secondaires dispensent une éducation sexuelle dans le cadre des cours de biologie

Les Pays-Bas enregistrent le taux européen le plus bas de grossesses chez les adolescentes: 8,4 pour 1000 filles de 15 à 19 ans. Les initiatives lancées dans ce pays retiennent l'attention de ses voisins. « Aucun pays n'a autant investi dans la recherche sur la planification familiale, pour la sensibilisation des médias et pour faciliter l'accès aux services médicaux et sociaux », résumant des membres de l'Institut hollandais pour la recherche en sciences sociales et en sexologie.

L'Etat n'a imposé aucun programme obligatoire mais presque tous les établissements secondaires dispensent une éducation sexuelle dans le cadre des cours de biologie. La moitié des écoles primaires abordent aussi la sexualité et la contraception. Selon H. Roling, professeur de sciences de l'éducation à l'Université d'Amsterdam, « le

gouvernement est toujours parti du principe que la pédagogie était préférable à l'exclusion ». L'éducation sexuelle a fait son entrée dans les classes dès les années 1970.

Depuis 1993, explique J. Reinders, les manuels ont de surcroît été revus pour aborder la sexualité « de façon plus globale ». « Le programme met l'accent sur les aspects biologiques de la procréation mais aussi sur ce qui se joue dans ces relations: valeurs, attitudes, communication, capacité à négocier. Le système éducatif s'est toujours efforcé de transmettre des connaissances mais aussi de donner aux jeunes les moyens de les exploiter dans la vie quotidienne. »

L'éducation sexuelle à l'école ne suffit cependant pas à expliquer la réussite hollandaise. Pour la Fondation Rutgers, une importante association de planification familiale, les facteurs sont multiples. Les médias ont grandement favorisé le dialogue: de 1993 à 1997, la télévision a diffusé à une heure de grande écoute une émission sur la sexualité animée par une star de la musique pop.

La confidentialité et l'absence de jugements de valeur garantis par le système de santé ont également joué un rôle essentiel. Dernier point, et non des moindres, « les parents ont une approche très pragmatique. Ils savent que leurs enfants vont avoir des rapports sexuels et ils font ce qu'il faut pour les y préparer et leur parler de cette responsabilité. Voilà le mot clé: "responsabilité" », explique Mischa Heeger, de la Fondation Rutgers.

Selon une récente étude, la contraception est utilisée par 85% des jeunes sexuellement actifs, l'âge moyen du premier rapport sexuel étant de 17,7 ans. Pourtant, on reconnaît à la Fondation Soa-bestrijding que de nombreux enseignants ont encore du mal à parler de sexualité avec leurs élèves, malgré la

formation qu'ils ont reçue au fil des ans. Quant aux organisations de planification familiale, elles s'inquiètent des taux de grossesses plus élevés que la moyenne chez les adolescentes turques et marocaines, et s'efforcent de mettre au point des programmes spéciaux.

Le succès des Pays-Bas suscite l'intérêt de nombreux pays. La Fondation Rutgers forme des médecins et des travailleurs sociaux venus de l'étranger et conseille des gouvernements d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale. A ceux qui objectent qu'on donne de mauvaises idées aux enfants en leur parlant de sexualité, J. Poelman de la Fondation Soa-bestrijding répond: « Les faits parlent d'eux-mêmes. Nous avons le taux le plus bas du monde de grossesses chez les adolescentes et les Hollandais n'ont pas des rapports sexuels plus tôt que les jeunes d'autres pays ». ■



www.rutgers.nl



Dès leur plus jeune âge, de nombreux enfants hollandais ont des cours sur la sexualité et la contraception.

► Journaliste basé aux Pays-Bas, avec la rédaction du *Courrier de l'UNESCO*.

«FAITES CONFIANCE AUX ADO»

Plus les jeunes en savent sur la sexualité, mieux ils se portent, insiste Pramilla Sananayake, directrice générale adjointe de la Fédération internationale pour la planification familiale¹.

Les problèmes liés à la grossesse constituent l'une des premières causes de mortalité chez les adolescentes. S'agit-il de grossesses non désirées?

Il faut distinguer les grossesses hors mariage des autres. Au Bangladesh, au Népal et dans certaines régions d'Afrique, 70 à 80% des jeunes filles sont mariées à 15 ou 16 ans. Dans ce cas, la grossesse peut être désirée. Mais elle peut être risquée, d'un point de vue sanitaire, scolaire ou économique. Hors mariage, l'immense majorité des grossesses n'est pas désirée. Elles résultent du fait que de nombreuses jeunes filles ont un «protecteur». Et depuis quelques temps, certains hommes croient, à tort, qu'en ayant des rapports sexuels avec une vierge, ils ne risquent pas d'attraper le sida.

En général, est-ce que la grossesse met fin à la scolarité de l'adolescente?

Oui, ou alors les jeunes filles recourent à l'avortement clandestin parce qu'elles ont peur d'être renvoyées. Vous me direz qu'on pourrait encourager les établissements à garder les élèves enceintes mais, en pratique, ça ne fonctionne pas vraiment. Ces jeunes filles ont des besoins particuliers. Dans des pays aussi divers que la Jamaïque et la Tanzanie, nous avons créé des écoles spéciales afin qu'elles puissent terminer leur scolarité. Une fois que l'enfant est né, elles suivent souvent une formation professionnelle dès l'instant qu'un système de garde existe.

La Conférence mondiale de 1994 sur la population et le développement a-t-elle eu un impact?

Le Fonds des Nations unies pour la population a beaucoup fait pour que la sexualité des adolescents soit reconnue à travers le monde de même que leurs besoins spécifiques en matière d'éducation, d'information et de services sociaux et médicaux. Mais les Etats sont lents à réagir. Ce

sont les ONG qui montrent en général l'exemple. Elles développent notamment des projets d'éducation sexuelle des adolescents par leurs pairs, qui donnent des résultats prometteurs.

L'éducation sexuelle a-t-elle progressé, en particulier dans les pays en développement?

Dans certains pays, y compris le mien – le Sri Lanka –, l'éducation sexuelle existe mais les enseignants ne sont pas formés. Il ne suffit pas de parler de sexe, il faut aussi aborder les problèmes relationnels et les capacités à faire des choix. Les filles doivent apprendre à être assez fortes pour dire «non». Ce genre de formation reste rare et commence trop tard. Les choses se jouent dès le primaire. Et il ne faut pas oublier qu'il y a 125 millions d'enfants dans le monde qui ne sont jamais allés à l'école. Pour eux, il faut se tourner vers l'enseignement à distance, les médias et d'autres formes de communication.

Peut-on évaluer l'impact des programmes d'éducation sexuelle?

Toutes les études le prouvent: l'éducation sexuelle retarde l'âge de la première grossesse sans pour autant inciter les jeunes à avoir des expériences sexuelles plus pré-

coces. Au contraire: plus ils en savent, plus ils sont prudents. Pourtant, les idées fausses ont la vie dure comme de penser que moins on leur en dit, mieux les adolescents se portent. C'est absurde.

Comment améliorer l'accès à la contraception, en particulier en Afrique?

Il y a un énorme besoin d'information. Il faudrait utiliser tous les canaux de diffusion possibles: hôpitaux, pharmacies, groupes et associations de jeunes, médias, etc. Les services médicaux devraient mieux accueillir les jeunes, mariés ou non, et les associer à leur travail. Le rôle de la presse est essentiel. Nous menons une opération très réussie avec le service international de la BBC: une série de 12 émissions, intitulée Sexwise qui traite de tous ces sujets. En Asie du Sud, l'émission est diffusée dans huit langues et nous avons reçu 75 000 questions d'auditeurs, y compris de personnes d'un certain âge qui regrettaient de ne pas avoir su tout ça plus tôt! La série sera bientôt diffusée dans le monde entier.

En 1999, les Etats-Unis ont décidé de ne plus financer les organisations d'aide aux femmes en détresse implantées à l'étranger. Qu'en pensez-vous?

Cette décision nuit aux femmes. Elle prive de ressources des ONG comme la nôtre, qui fournissent des services de santé reproductive. Le résultat, ce sont des grossesses non désirées et des avortements clandestins. C'est de la myopie intellectuelle. ■

Propos recueillis par Cynthia Guttman, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

REPÈRES

- Les 10-24 ans représentent 1,5 milliard de personnes dans le monde; 85% de ces jeunes vivent dans des pays en développement.
- Un bébé sur 10 naît d'une mère adolescente.
- En dessous de 18 ans, une jeune fille court deux à cinq fois plus de risques de mourir du fait de sa grossesse qu'une femme âgée de 18 à 25 ans.
- En Afrique subsaharienne, les adolescentes représentent plus de 50% des premières grossesses.
- Les adolescentes donnent plus souvent naissance à des bébés d'un poids insuffisant que les femmes adultes. ■

Source: Organisation mondiale de la santé



www.ippf.org

www.unfpa.org

Ce site du Fonds des Nations unies pour la population est en anglais mais propose une page en français avec de très nombreux liens:

www.uia.org/uiademo/org/f5606.htm

1 La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF), regroupe des associations de 150 pays. Par sa taille, c'est la principale ONG du monde à se consacrer aux problèmes de planning familial et de santé sexuelle et reproductive.

Dossier

Musiques:
génération fusion

Sommaire

1 | Prélude

23 La flamboyante odyssée du hip-hop
Jeff Chang

26 Musiques en chiffres

28 Dans la jungle de la fête globale
Hillegonda C. Rietveld

2 | Scènes locales

31 Rythme noir, masque blanc
Jeffrey O.G. Ogbar et Vijay Prashad

32 Un Maori à la conquête
de nouveaux territoires
Kerry Buchanan

34 Le cri des jeunes Algériens
contre la guerre
Bouziane Daoudi

36 Miriam Makeba face
à la génération kwaito
Maria McCloy

38 Le cartel colombien du rap
Timothy Pratt

40 Dance avec les rebelles
Caspar Melville

42 Menaces sur Byron Bay
Sebastian Chan

43 Électrons libres à Belgrade
Dragan Ambrozic

45 DJ: les nouvelles idoles des jeunes
Kai Fikentscher

47 ADF: ni exotique, ni éthique,
mais politique
Propos recueillis par Amy Otchet

49 Le banghra, fierté de la jeunesse indienne
Sudhanva Deshpande

3 | La réaction

51 Les crispations de Goa
Arun Saldanha

53 Le bouc émissaire idéal
Davey D

55 Culture jeune et cybersubversion
Micz Flor

1 Prélude

Depuis le néo-hippie belge à l'anneau dans le nez jusqu'au breakdancer de Tokyo, portant dreadlocks et jeans «baggy», les groupes de jeunes très disparates et dispersés aux quatre coins du globe ont tous un point commun: la musique. A la fois mode de vie, lien social et force spirituelle, elle leur indique des pistes utiles dans leur quête d'autonomie et leur donne les moyens de s'exprimer.

Ce dossier retrace l'itinéraire des deux genres les plus touchés par la mondialisation de la musique populaire: le hip-hop (pp. 23-25) et la dance électronique (pp. 28-30). Bien sûr, les grandes maisons de disques qui s'efforcent d'en inonder la planète poursuivent un objectif commercial (pp. 26-27).

Mais les jeunes ne se contentent pas d'avaler ces «produits»; ils s'en servent aussi pour façonner leurs propres sous-cultures. Le hip-hop se nourrit des talents de ces bricoleurs, offrant une plateforme de revendications aux indigènes de Nouvelle-Zélande (pp. 32-33) ou un creuset identitaire aux jeunes Noirs de Colombie (pp. 38-39). En Afrique du Sud, il amplifie les messages de la génération de l'après-apartheid (pp. 36-37) tandis qu'en Algérie, il devient une voie d'accès au débat politique.

Mais ce mariage entre pensée indépendante et multiculturalisme tourne court quand les attitudes de rébellion qui entourent la musique ne font que masquer la capitulation des groupes face au consumérisme et leur faillite face au racisme (pp. 31-32). Ainsi, au Royaume-Uni, l'engouement pour la musique et la mode asiatiques ne semble guère représenter qu'une niche commerciale (pp. 47-48). En Inde en revanche, les fils et les filles de l'élite anglicisée redécouvrent leurs racines grâce à des métissages musicaux réalisés par leurs compatriotes expatriés (pp. 49-50).

La «culture jeune» peut très bien dégénérer et devenir un nouveau moyen pour les capitalistes de revendre aux gens une image de la vie qui leur a été volée. Pourtant, il serait idiot de rejeter cette culture sous prétexte qu'elle n'a pas encore débouché sur un mouvement politique organisé.

George Lipsitz, professeur et écrivain américain

- ▶ Si l'on veut décoder les musiques et les «cultures jeunes» mondiales, il faut comprendre ce qui se passe au niveau local (pp. 40-41). Le bush australien pourrait devenir l'endroit idéal pour réaliser le rêve «futuriste» de la résistance «techno» (pp. 42-43) s'il ne se laisse pas submerger par les dollars du tourisme. A Belgrade, la musique électronique est le cri de ralliement de groupes isolés de jeunes rebelles, lovés dans les failles du régime (pp. 43-44).

Les accents de la révolution provoquent toujours des réactions. D'où la panique des parents et de la police face au désormais classique «sexe, drogue et rock' n' roll». Au lieu de sonner le tocsin, il paraît préférable de calmer le jeu. A l'heure où des milliers de néo-hippies occidentaux se ruent sur Goa pour vibrer ensemble au rythme de la «trance», les parents et les autorités locales n'y voient que la marque de l'impérialisme culturel, en oubliant au passage les bénéfices qu'ils en tirent (pp. 51-52).

Il faut savoir lire entre les lignes du sensationnalisme et des stéréotypes médiatiques pour porter un regard neuf sur la violence généralement associée au hip-hop (pp. 53-54). Quant aux jeunes pirates de l'Internet, taxés de criminels par l'industrie du disque, ils ouvrent la voie à de nouvelles formes de solidarité internationale (pp. 55-56). ■

Dossier conçu et coordonné par Amy Otchet,
journaliste au *Courier de l'Unesco*.

Illustration tirée du livret d'une compilation de la série FSUK (Future sound of the United Kingdom), sortie chez Ministry of Sound.
Direction artistique: Tom et Joel Lardner.



© Illustration par Joell Lardner@creativeunion.co.uk; Tom Lardner, Amp associées

La flamboyante odyssée du hip-hop

► Jeff Chang

La culture hip-hop est née dans les flammes de la révolte, au milieu des années 1970. Partie du Bronx, elle a conquis le monde entier pour devenir la voix d'une génération.

Durant l'été 1975, le sud du Bronx était en flammes. Par une torride journée de juin, 40 foyers avaient été allumés en trois heures. Les autorités new-yorkaises reconnurent qu'elles ne pouvaient pas combattre tous les incendies, encore moins enquêter sur leur origine. C'était le chaos.

Ces incendies n'avaient rien des flambées de rage purificatrice qui avait embrasé Watts [une banlieue de Los Angeles, NDLR] en 1965, Newark en 1967 ou Saint-Louis et une demi-douzaine d'autres villes après l'assassinat de Martin Luther King en 1968. Ces feux-là étaient ceux de l'abandon.

Comme le souligne S. H. Fernando, journaliste spécialiste du hip-hop, le Bronx fut, après la Seconde Guerre mondiale, le quartier de l'espoir pour les familles africaines-américaines, portoricaines, irlandaises, italiennes et juives. Mais lorsque, dans les années 1960, les emplois industriels l'ont quitté pour se concentrer dans les banlieues nord, les Blancs ont suivi et la valeur de l'immobilier s'est effondrée. La population restée sur place était en grande majorité déshéritée et de couleur. Les propriétaires des taudis ont payé des jeunes voyous pour mettre le feu aux bâtiments dévalués, afin de chasser les locataires pauvres et de toucher les millions de dollars des assurances. Le hip-hop est ainsi né, pourrait-on dire, dans les flammes.

Quand le jeu remplace le travail

Comme l'explique dans *The Message* le groupe de rap Grandmaster Flash and The Furious Five, les ghettos new-yorkais qui ont assuré la vitalité du hip-hop étaient des espaces négligés par l'Etat, où le rêve libéral n'avait plus droit de cité: «*Mon éducation est nulle, l'inflation est à deux chiffres, scande le chanteur, pas question de prendre le train pour aller travailler, la gare est en grève*». Mais ces quartiers sont aussi devenus les foyers d'un renouveau spirituel et créatif.

Dans les années 1920 ou 1930, lorsque grandissaient les futures légendes du jazz comme Charles Mingus, un jeune pouvait compter sur un large réseau de copains, de protecteurs, d'orchestres et de salles pour apprendre à jouer d'un instrument et trouver sa vocation. Mais, à la fin des années 1970, le chômage était devenu la norme et ce genre d'éducation musicale était hors de portée de la plupart des familles. La nouvelle génération trouva dans le jeu une forme alternative de travail, comme le souligne l'écrivain améri-

cain Robin D. G. Kelley. Adaptant la tradition jamaïcaine des bals en plein air, de jeunes Noirs et Portoricains branchèrent illégalement leurs chaînes stéréos sur les réverbères municipaux. La fête commençait.

Prenant des disques vinyle pour partitions, deux platines, une table de mixage et un amplificateur pour instruments, le Black Art fit son come-back en 1974-1975. A cette époque, un disque-jockey immigré de Jamaïque, Kool Herc, se fait peu à peu une réputation dans le Bronx grâce aux «breaks» dont il remplit l'atmosphère enfumée: il s'agit d'extraits d'un morceau, parfois de deux secondes seulement, qu'il «met en suspens», laissant le groupe s'immerger dans le «groove» (rythme). Jouant des doubles «breaks» (réalisés avec le même disque qui passe sur deux platines), puis faisant monter la pression en les rendant plus intenses, des DJ comme Herc ou Afrika Bambaataa créent une nouvelle esthétique, qui comble le public tout en le maintenant en haleine.

Des mots comme des armes

Ces boucles rythmiques deviennent des métaphores de la liberté. Dans le temps sculpté par le «break», les danseurs s'étirent. Un nouveau genre musical – tiré du funk, du disco, du rock, du jazz, de l'afrobeat ou du reggae – permet des formes inédites de danse acrobatique, qu'on appellera breakdance ou b-boy. Les spectateurs sortent de leur passivité pour engager un vrai dialogue avec le DJ.

Les DJ new-yorkais ont bientôt recours à des MC (maîtres de cérémonie) pour chauffer le public. Avec le temps, le MC devient lui-même une attraction. Scandant des poèmes connus ou en improvisant d'autres, il se fait le représentant des spectateurs sur la scène. Le public réagit à son flot de paroles, rit de ses boutades, encourage ses fanfaronnades, partage ses coups de blues pendant qu'il habille les rythmes avec ses mots, qu'il «rappe» (scander, en anglais).

Les poètes du Black Art, les messies des Black Panthers et autres exaltés révolutionnaires durcissent le ton, utilisant les mots comme des armes. Cette nouvelle génération de rappers laisse s'échapper des flots de paroles, cherchant à se ménager des moments qui puissent échapper au chaos de la rue. La culture populaire américaine a toujours fait une large place aux modes d'expression créatifs des classes laborieuses.

Depuis une trentaine d'années, de nombreux intermédiaires font fortune en repérant les ghettos ►

► Responsable éditorial/directeur des rubriques Politique, Actualités et Idées du site www.360hiphop.com, consacré à la musique, aux modes de vie, à la culture hip-hop et à la politique.

► noirs et métis dans le vent. A la fin des années 1970, des propriétaires de labels noirs et juifs de Harlem remarquent la popularité du hip-hop et s'empres- sent d'enregistrer les artistes les plus connus. Ces hommes d'affaires sont personnellement et géogra- phiquement proches de cette musique. Lorsqu'un album du Sugar Hill Gang, *Rapper's Delight*, crée la surprise en devenant un tube international, les grands labels pointent leur nez. En 1980, Kurtis Blow publie le premier maxi de rap chez un grand label. La culture hip-hop est entrée en scène. Elle va devenir la plus populaire et la plus influente auprès de la jeunesse mondiale de la fin du xx^e siècle.

Jusqu'à la fin des années 1980, New York en est le centre incontesté. Le mouvement très en vogue des graffiteurs fournit les contenus visuels. De jeunes artistes renégats bravent les barbelés électrifiés et les

rock restent perplexes face à la nouvelle technique du sampling, mais les producteurs de rap en font une machine à rythmes de plus en plus denses et sérieux. Alors que le mouvement anti-apartheid atteint son apogée aux Etats-Unis, des groupes comme Boogie Down Productions ou Public Enemy enrichissent le discours social du rap de débats sur l'action politique.

Mais dès 1989, la rue reprend le dessus sur le nation- alisme révolutionnaire et le spiritualisme hardrock. Un groupe de jeunes d'une vingtaine d'années, bap- tisé Niggas With Attitude, publie ce qui va devenir le titre culte d'une génération: *Gangsta Gangsta*. En moins de six semaines, il décroche un «disque d'or», avec plus de 500 000 exemplaires vendus. Le hip-hop est propulsé au cœur de la culture mondiale.

Avec l'album *Straight Out of Compton*, le centre

Nous voulons
des poèmes
qui tuent
Des poèmes assassins
Des poèmes
qui tirent
sur des fusils
Des poèmes
qui acculent les flics
dans une impasse
Et leur arrachent leurs
armes.

Amiri Baraka,
poète américain (1934-)

© Christophe Ling/Camma, Paris



© Bernstein/Spooner/Camma, Paris



© Bernstein/Spooner/Camma, Paris



Le Bronx a produit le hip-hop, une nouvelle culture mondiale qui appelle à la rébellion tout en cédant aux sirènes du consumérisme.

gardes armés du métro new-yorkais pour y peindre à la bombe leurs hiéroglyphes aux couleurs éclatantes. Chaque fois qu'une rame s'arrête dans une station, le hip-hop s'impose aux gens comme il faut, à la manière d'un geste obscène.

A l'époque, l'administration Reagan s'attaque à «l'Etat providence». Elle supprime les aides en faveur des pauvres, permet aux organismes de logement de devenir des foyers de corruption, élimine des pans entiers des programmes gouvernementaux. Les hip- hoppers contre-attaquent en envoyant des signaux comme *The Message*; les Furious Five mettent en garde: «*Ne me pousse pas à bout, je suis au bord du précipice. J'es- saie de ne pas perdre la tête. C'est comme une jungle par- fois, et je me demande comment je fais pour ne pas plonger*».

Sur le front technologique, les hip-hoppers pro- gressent à grands pas. La plupart des musiciens de

du hip-hop se déplace de New York vers Los Angeles. Au milieu des années Reagan, Compton est l'un de ces quartiers défavorisés du centre-ville, de plus en plus nombreux, où la désindustrialisation, la décen- tralisation, le trafic de cocaïne, les gangs rivaux, le commerce des armes et les brutalités policières se combinent pour déstabiliser les communautés pauvres. Le chaos s'installe, et pour longtemps. Le gangsta rap en est la bande sonore. Les paroles de Compton, album et lieu mythique, peuvent s'appli- quer à n'importe quel quartier pauvre. De Portland à Paris, chacun a une histoire à raconter, un «flic» à combattre, une révolte à déclencher.

Ces histoires «gangsta», peuplées de «Nègres» bour- rés, camés, bagarreurs, irresponsables, criminels ou meurtriers – on les compare à des reportages journa- listiques en les appelant «rap réalité» –, semblent

répondre aux attentes des banlieues. Plus la population scolaire est métissée, plus les jeunes se désintéressent de la culture blanche. La création de l'émission de télévision «Yo MTV Raps» en 1988, rend le style urbain africain-américain, chicano et latino immédiatement accessible au monde entier. Avec ses revendications nées de la rue, sa rébellion adolescente, ses stéréotypes urbains et son credo individualiste («je veux ma part du gâteau»), le gangsta rap va comme un gant à une jeunesse qui a grandi avec le racisme et le reaganisme. A mille lieues des negro-spirituels de la lutte pour les droits civiques, ses rimes sont crues, violentes, indisciplinées, grossières, «négrifiées», souvent homophobes et misogynes.

Le gangsta rap devient une nouvelle ligne de front dans la guerre des cultures. Tandis qu'il conquiert des communautés blanches plus aisées, il déclenche la



© Bernstein/Spooner/Gamma, Paris

furor de conservateurs et de néolibéraux, qui organisent de nouvelles formes de répression. Le gangsta rap fait même son apparition dans les débats présidentiels.

Certains observateurs s'étonnent souvent que cette musique ait pu être diffusée par des labels discographiques réactionnaires. Mais son irrésistible ascension a échappé à toute forme de contrôle. Dans les années 1990, les grands labels n'avaient aucune idée de la manière dont le marché du hip-hop allait évoluer. A la différence du rock, depuis longtemps «stabilisé», cette culture était comme un enfant sauvage. Chacun de ses gestes, chacun de ses mouvements créait la surprise.

Aux lendemains des émeutes de Los Angeles, après le passage à tabac de l'automobiliste Rodney King par la police (1991), le gansta rap et le hip-hop s'acheminent rapidement vers la gloire commerciale. Pendant un

temps, *The Chronic*, de Dr. Dre, détourne le gangsta rap de l'univers du ghetto pour célébrer un hédonisme de la drogue. Les sonorités de chrome poli de l'album lui valent d'entrer dans le répertoire des radios grand public. Tels que les présentent MTV et la presse hip-hop en pleine expansion, des artistes comme Tupac Shakur – ce fils aujourd'hui décédé d'un révolutionnaire des Black Panthers –, contribuent à faire de la rébellion moins l'instrument d'une vraie guerre culturelle qu'un simple signe distinctif de la jeunesse.

La concentration dans l'industrie musicale transforme aussi la scène du hip-hop. Entre le début et le milieu des années 1990, plusieurs labels indépendants, qui avaient lancé ce genre musical, sont rachetés par des majors. Résultat, les groupes de base de la rue n'accèdent plus au firmament des hit-parades. Les agents des artistes vendent des stars de plus en plus policées et préparent la relève. Le nouveau hip-hop, numérisé et conçu pour la radio, devient de la pop grand public.

Soutenus par les mastodontes de la distribution discographique, les stars du hip-hop s'habituent à vendre 500 000 exemplaires (disque d'or) ou plus dès leur premier album. Une demi-douzaine de magazines sont lancés pour profiter de cette nouvelle manne publicitaire. Les grandes entreprises hollywoodiennes ne sont pas en reste, qui font des rappers LL Cool J et Ice Cube des stars multimédias. Des artistes de seconde zone se voient proposer des contrats publicitaires pour des produits comme Sprite ou les vêtements Gap. Le producteur Russell Simmons déclare que la génération hip-hop est «la meilleure bâtisseuse de marques que le monde ait jamais connue». Ses fans sont devenus des consommateurs.

«Le capital tue les nuances d'une culture»

Comme l'écrit l'auteur américain Don DeLillo, «le capital tue les nuances d'une culture». Le hip-hop a sûrement transformé la culture populaire du monde entier. Au Kenya, les jeunes portent des casquettes de base-ball Adidas, des chaussures Nike et organisent des concerts de rap qui ressemblent comme des frères aux fêtes de Bambaataa du Bronx d'autrefois. Faut-il y voir la réplique d'une vraie rébellion ou le triomphe du capitalisme mondial?

Pourtant, cette culture contient la clé qui permet de comprendre toute une génération. Née dans les flammes, elle est toujours prête à en allumer de nouvelles. Le rap rend hommage à ceux qui «représentent» son public. Si l'on peut y voir une manière de céder aux plus bas instincts, ses défenseurs peuvent rétorquer qu'il sait parler aux jeunes, tels qu'ils sont et où ils sont.

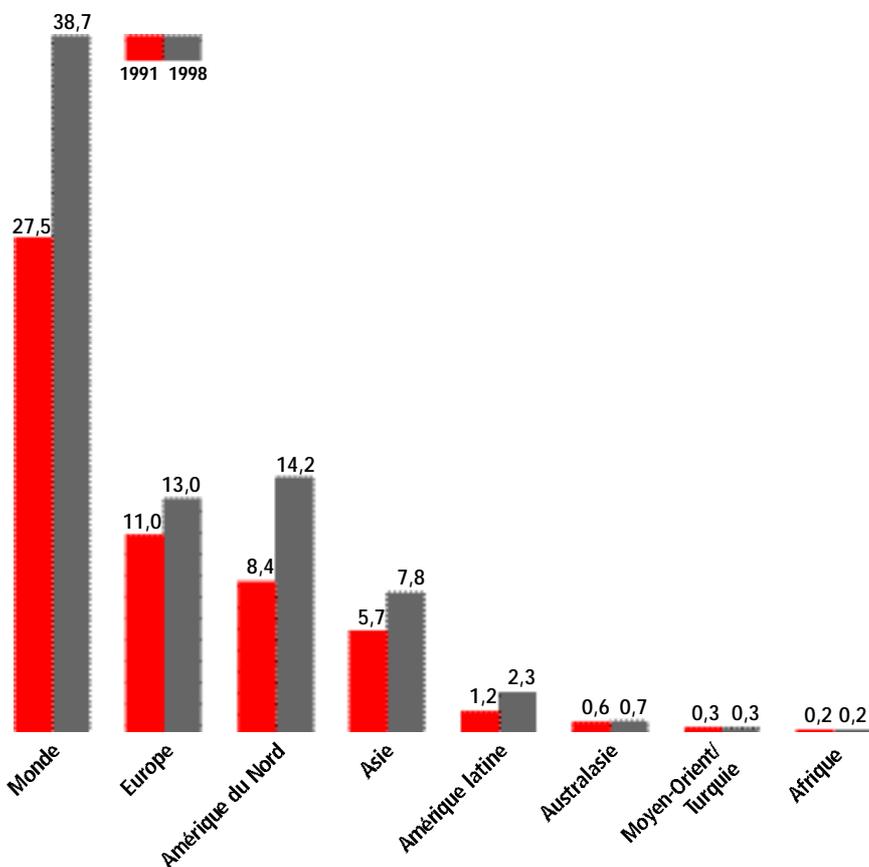
Pourtant, ceux qui considèrent cette culture comme libératrice sont de plus en plus nombreux. Dans les villes du monde entier, les jeunes utilisent le hip-hop pour organiser la lutte contre le racisme, la brutalité policière et le complexe carcéral industriel. Pour eux, culture et politique sont inséparables. Voilà la clé de l'histoire: le hip-hop, né des incendies destructeurs des années 1960-1970, a fait maître de nouvelles flammes d'espoir au sein de la nouvelle génération. Le feu purificateur viendra plus tard. ■

Toute musique, même la plus nouvelle, plutôt que découverte ne semble réapparaître alors qu'elle était déjà, enfouie dans la mémoire où elle reposait, [...] encore inaudible mais creusée dans un sillon de chair.

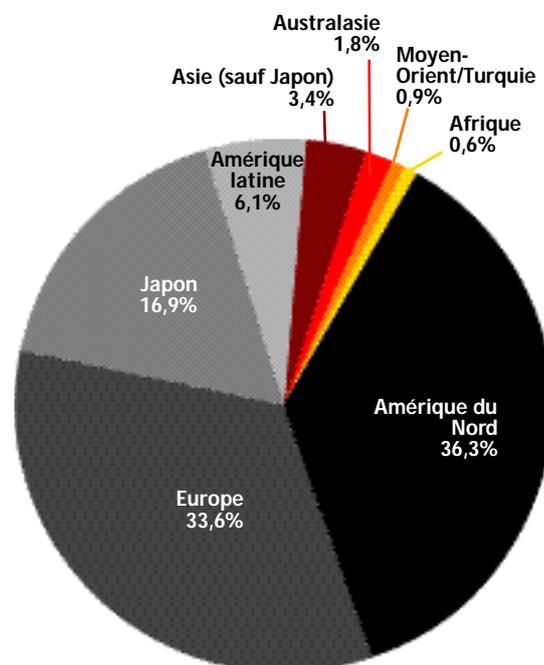
Jean Genet, écrivain français (1910-1986)

Musiques en chiffres

Vente totale de musique (en milliards de dollars)

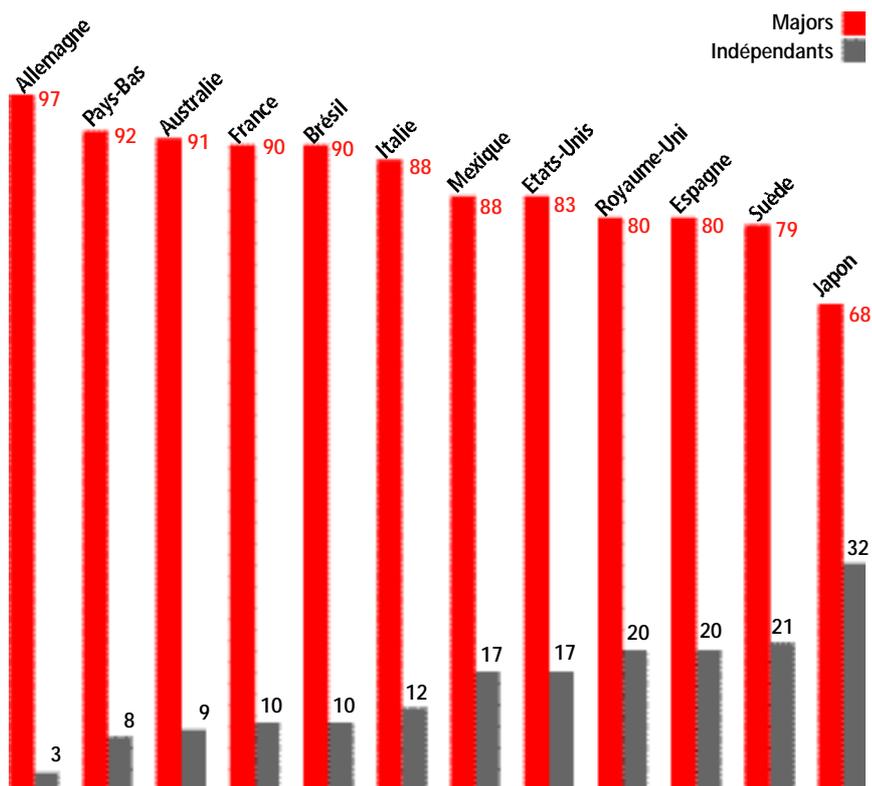


Vente totale de musique (en 1998)

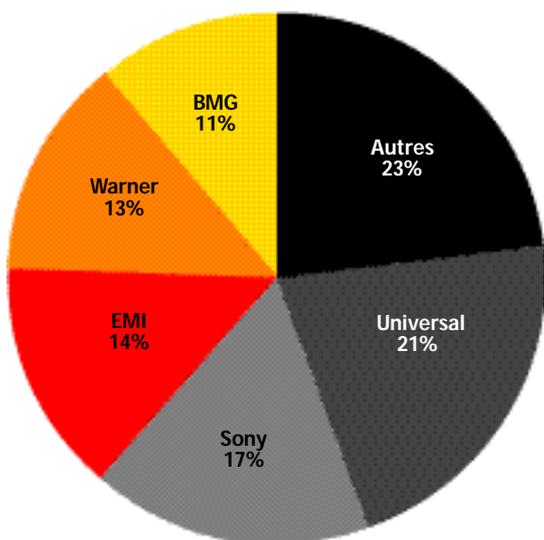


Source: Fédération internationale de l'industrie phonographique.

Parts de marché des majors et des labels indépendants dans 12 pays, 1998 (%)



Les cinq majors et leur part de marché mondiale, 1998 (%)



Source: Music Business International World Report 2000

Les grandes dates

1865 James Maxwell, physicien anglais, découvre les ondes électromagnétiques.

1876 Alexander Graham Bell, physicien d'origine écossaise, invente le microphone aux Etats-Unis.

1877 L'Américain Thomas Edison conçoit un appareil d'enregistrement et le phonographe.

1888 L'Allemand Emile Berliner invente le disque vinyle aux Etats-Unis.

1928 Le Français Maurice Martenot invente le clavier électronique, basé sur un appareil plus ancien conçu par le Russe Léon Termen.

1931 La «poêle à frire», première guitare électrique à rencontrer le succès commercial, est mise au point aux Etats-Unis par George Beauchamp et Adolph Rickenbacker.

1934 La société allemande BASF développe la bande d'enregistrement magnétique.

1935 La société allemande AEG fabrique le premier magnétophone.

1945 L'enregistrement du son, amélioré de façon spectaculaire grâce aux progrès réalisés pendant la guerre, se développe dans le domaine civil.

1956 Les premiers 33 tours stéréophoniques (albums) arrivent sur le marché.

1965 Les cassettes pré-enregistrées sont mises en vente. Philips, qui les a créées deux ans auparavant, encourage les autres compagnies à utiliser sa licence.

1969 L'Américain Robert Moog développe le «Mini-Moog», un petit synthétiseur au prix abordable, au son caractéristique, utilisable pour les concerts et les enregistrements en studio.

1975 Le matériel de studio est enrichi d'une mémoire informatique qui permet des enregistrements plus sophistiqués.

1979 Une année-clé: Philips introduit le format numérique avec le disque compact (CD). Sony (Japon) lance le walkman. Le New England Digital Synclavier est le premier modèle commercial de «workstation», un synthétiseur informatisé capable de créer des séquences, d'échantillonner, de jouer et d'orchestrer de la musique.

1980 Roland commercialise la première boîte à rythmes, qui peut être utilisée ou programmée pour produire des rythmes originaux non pré-enregistrés.

1986 En adoptant le système de normes informatiques «Musical Instrument Digital Interface» (MIDI), l'industrie ouvre la porte à une musique plus créative et plus indépendante. Digital lance le premier logiciel grand public permettant d'enregistrer et éditer des sons sur un ordinateur (Macintosh).

1987 La première bande audio numérique (DAT) est commercialisée au Japon. Elle améliore la reproduction et la conservation du son.

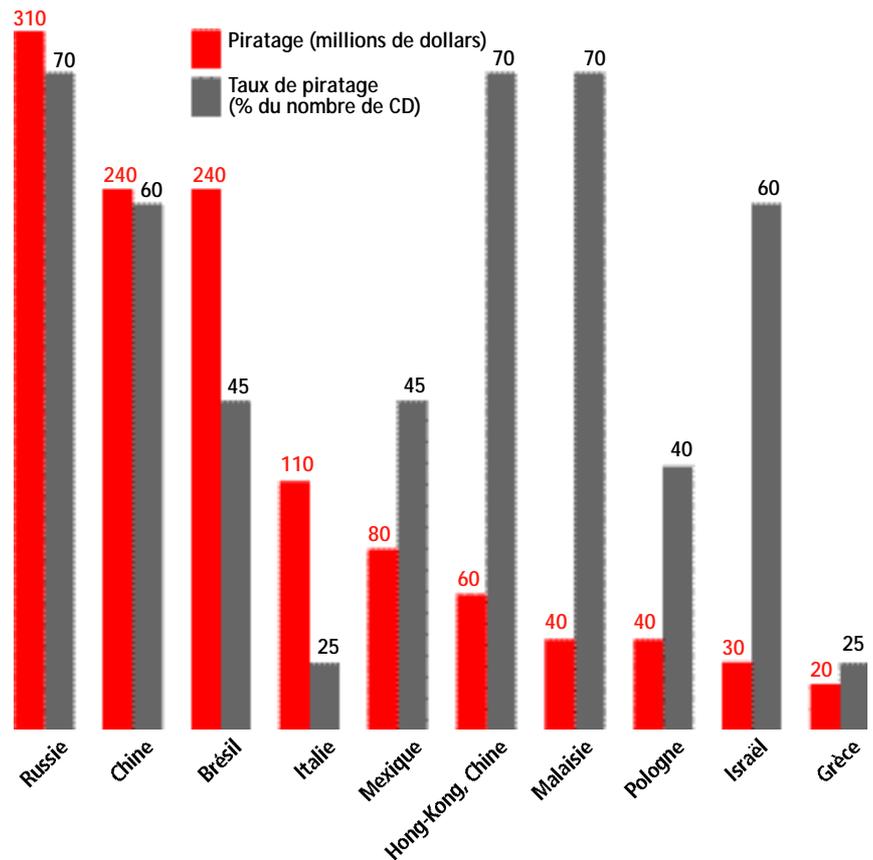
1988 Pour la première fois, les ventes de CD aux Etats-Unis dépassent celles des disques vinyle, qui commencent à disparaître des magasins.

1996 Le premier DVD (Digital Versatile Disc), un «super-CD» capable d'emmagasiner des données informatiques vidéo et audio, apparaît sur le marché.

1998 La piraterie musicale sur Internet, utilisant le format MP3, est assez importante pour ébranler l'industrie du disque.

Source: Fédération internationale de l'industrie phonographique.

Pays où les taux de piratage des CD sont les plus élevés (1998)



Source: Fédération internationale de l'industrie phonographique.



© Henry Chalfant/AP/Boomerang, Paris

Le piratage des cassettes musicales dans différents pays africains (1998)

Pays	Nombre de cassettes vendues en millions	Valeur (en millions de dollars)	Taux de piratage (%)
Ghana	7,4	25	10-25
Kenya	0,4	2	plus de 50
Afrique du Sud	7,3	196	10-25
Zimbabwe	1,5	9	25-50

Source: Fédération internationale de l'industrie phonographique.

Dans la jungle de la fête globale

► Hillegonda C. Rietveld

La musique électronique a produit la techno et l'acid house. Les DJ et danseurs adeptes de ces deux genres majeurs tentent de contourner les multinationales... et la loi.

Unis. Toutes origines, orientations sexuelles et générations confondues, les danseurs s'agitent avec bonheur sur la piste bourrée à craquer en savourant les prouesses acoustiques du DJ. Combinée aux effets visuels, la musique assourdissante et lourdement rythmée accentue leur sentiment de communion. Les danseurs sont comme possédés par le son – ces pulsations et ces cadences mécaniques, messagères d'un esprit évangélique d'amour, de paix et d'unité. Bienvenue au Body and Soul, au cœur de New York, où la piste de danse concrétise le rêve chimérique d'une île utopique où, à en croire une diva du milieu, «*tout le monde est libre de se sentir bien*».

Les DJ du Body and Soul, dont le célèbre Joe Claussel, incarnent aujourd'hui encore un esprit de résistance acharnée qui se manifeste de plusieurs manières: en se tenant à l'écart des géants du divertissement, en mélangeant les publics et les styles musicaux, en voyant dans la «club culture» davantage qu'un bon trip ou un filon. Au cours des 10 dernières années en effet, la «dance» – ou «club culture» – issue de la musique électronique est devenue un marché international de plusieurs milliards de dollars, malgré les efforts fournis par Claussel et ses pairs pour réaliser leur rêve de diversité culturelle, d'indépendance artistique et de communion spirituelle universelle. Pour de nombreux adeptes, la dance représente une évasion hors de la vie quotidienne, un retour à une utopie pré-industrielle et chamanique.

On a tendance à utiliser le terme «techno» pour décrire toute musique rythmée par de sourdes pulsations électroniques. Mais la techno n'est qu'une des multiples ramifications de la dance électronique, un genre en constante expansion. Cannibale, il engendre de nouvelles variantes à mesure que les DJ, ces sorciers de l'ère technologique, reconfigurent des sons de toutes sortes, depuis le sifflement d'un train jusqu'au chant d'un lama tibétain, tout en conservant un rythme à quatre temps. La house et la techno sont deux grandes catégories de ce genre.

La culture née de cette musique, surtout de la house, est d'une certaine façon un phénomène

identique à celui de la période disco des années 1970. On s'en souvient comme d'une époque de mauvais goût et d'excès, symbolisée par le costume blanc de John Travolta dans *La Fièvre du samedi soir*. Avant que les classes moyennes blanches des banlieues américaines n'adoptent le disco tout public popularisé par le titre *Stayin' Alive* des Bee Gees, cette musique passait pour un nouveau rejeton du funk et de la soul: commerciale par vocation, certes, mais aussi drôle et décalée. Puis sa popularité s'est érodée sous l'effet des campagnes de dénigrement orchestrées par des rockeurs écœurés et du matraquage excessif de *La Fièvre du samedi soir*. Les trois grands genres populaires et anti-commerciaux qu'étaient le reggae à la Jamaïque, le punk au Royaume-Uni et le hip-hop à New York ont émergé à ce moment-là. Le principe du disco – créer, à partir de maxi 45 tours, une interminable onde musicale sur laquelle danser toute la nuit – survit pourtant dans le flot ininterrompu de la dance.

La house est souvent considérée comme un symbole de diversité. Ses racines plongent dans le monde du disco noir et latino où elle a trouvé son premier public (voir pp. 45-47). Citons des producteurs-DJ africains-américains comme Frankie Knuckles, Marshall Jefferson et DJ Pierre. Ils ont commencé, dans les années 1980, à affiner leurs compositions dans les clubs underground gays et hétérosexuels de New York et de Chicago, comme le légendaire Ware-

house d'où la house tire son nom. Ou encore le DJ Larry Levan qui, au Paradise Garage de New York, n'a pas seulement défini un sous-genre musical (le «garage», plus lent et plus gospel que la house), mais a aussi donné le ton aux raves¹ d'aujourd'hui: pas d'alcool mais de la drogue à gogo, une musique

Pour de nombreux adeptes, la dance représente une évasion hors de la vie quotidienne, un retour à une utopie pré-industrielle et chamanique

► Maître-assistante au département d'étude des médias de l'Université de South Bank, Londres. Auteur de *This is Our House: House Music, Cultural Spaces and Technologies* (Ashgate, 1998).

1. Dans les années 1970, pour les Africains-Caribéens et les Africains-Américains, le mot «rave» désignait soit une soirée, soit le fait de «s'éclater». Vers 1987-1988, les jeunes Britanniques employaient ce terme pour désigner d'énormes fêtes payantes, souvent illicites, qui attiraient plusieurs milliers de participants. Les DJ s'y succédaient pour que la musique ne s'arrête pas de la nuit.

mixte, tonitrueuse, faite pour un public motivé et qui déferle parfois sans interruption pendant une quinzaine d'heures.

A la même époque, dans la jungle de béton post-industrielle de Detroit (Michigan, États-Unis), apparaissait la techno, une forme plus calme et plus futuriste de la house. Elle consiste en une juxtaposition de rythmes d'où émergent des bruits de machines reconfigurés sur des voix. A l'origine, cette musique est sortie d'un dialogue transatlantique entre des jeunes producteurs africains-américains aux positions radicales – comme Kevin Saunderson et Derrick May – et l'euro-pop électronique, notamment de Kraftwerk, un groupe expérimental allemand des années 1970.

cite un sentiment d'empathie allait parfaitement bien avec le nouveau son, futuriste et bancal de l'acid house – une variété de la house américaine – qui passait dans les clubs locaux. De retour chez eux, ces DJ ont tenté de reproduire le miracle d'Ibiza en lançant leurs propres clubs et en organisant des «acid house parties», soirées illicites qui préfiguraient les futures raves. Dans des entrepôts désaffectés ou à l'abri des ponts de chemins de fer, ils ont recréé, dans la pluvieuse Angleterre, l'atmosphère des clubs de vacances pour un vibrant public de jeunes de 20 à 30 ans.

Ces soirées ont continué pendant près d'un an avant que les parents et les autorités ne réagissent. Les médias, s'en donnant à cœur joie, se sont



La plus grosse fête européenne: la Love Parade de Berlin.

On ne peut pas mettre
l'extase
en mots;
c'est un peu
comme la musique.

Mark Twain, romancier
américain (1835-1910)

Vers le milieu des années 1980 sont apparues plusieurs grandes maisons de disques indépendantes. Les diverses tendances de la house, du garage et de la techno nord-américains ont commencé à s'exporter en Europe. D'autres variétés et d'autres «Mecque» de la musique électronique ont émergé sur le Vieux Continent. En résumé, la house, plus gospel, a beaucoup plu en Italie; l'Europe du Nord – Hollande, Belgique et Allemagne – a offert un terrain fertile à la techno plus froide que la tradition électronique de ces pays avait en partie suscitée; quant au Royaume-Uni, il a pris la tête du mouvement en adoptant et adaptant les nouveaux sons américains. Chaque style a trouvé son public: la house a été plébiscitée par les fans de la soul et la techno par les adeptes du rock et même du punk. En 1987, des DJ et des amateurs de plaisirs britanniques savouraient leurs vacances «sun n'fun» à Ibiza – cette île espagnole qui constituait une étape légendaire sur le parcours hippie et dont on connaît la tolérance envers la drogue – quand ils ont découvert un puissant cocktail: la MDMA (alias ecstasy, ou «E»). Ils ont trouvé que cette drogue qui sus-

emparés du sujet en mettant l'accent sur les dangers des raves. Ce qui n'a pas manqué d'accroître leur puissance de séduction auprès des adolescents. Dans la froidure de l'hiver britannique, les soirées acid house sont entrées dans la clandestinité. Puis à l'été 1989, elles ont refait surface à l'extérieur des grandes villes, dans des centres de loisir, des entrepôts et même des champs. L'une d'elles, baptisée Sunrise, aurait attiré jusqu'à 10 000 participants.

Dans les cinq ans qui ont suivi la naissance des raves, le gouvernement britannique a voté une série de lois afin d'y mettre un frein. Résultats contrastés. En poussant les raves dans la clandestinité, les autorités ont encouragé leur politisation et la philosophie DiY (Do it Yourself/Fais-le toi-même). Les ravers DiY n'organisaient plus des soirées, mais des manifestations musicales protestataires sur des thèmes écologiques ou sociaux. Des groupes comme le légendaire Spiral Tribe ont commencé à répandre la bonne parole de la résistance punk en Europe en participant au lancement des «teknivals» (techno-festivals) en France et en Allemagne. Des groupes similaires ont contribué au développement du

► principal circuit «teknivals» européen qui inclut aujourd'hui l'une des plus grandes fêtes du monde, la Love Parade de Berlin. En 1999, quelque 1,5 millions d'Européens y ont afflué.

Dans le même temps, la législation a contribué à ramener les foules dans les night clubs autorisés. La fin des années 1990 a vu l'essor de "super clubs" à la stratégie marketing bien rodée. Le Ministry of Sound, à Londres, et le Cream, à Liverpool, sont des établissements ultra-rentables qui n'hésitent pas à inviter les derniers DJ vedettes pour les faire officier dans une atmosphère hautement surveillée.

Malgré cette explosion commerciale, le rêve d'une «culture dance» aux vertus démocratiques n'est pas mort. Jusqu'ici, le «modèle rock» prédominait dans l'industrie du divertissement. Il s'appuyait sur l'existence de groupes liés aux maisons de disques par des contrats à long terme, et qui pouvaient donc se permettre d'enregistrer leurs albums dans des studios loués au prix fort. Le label assurait ensuite la promotion des disques en organisant des concerts dans les salles les plus en vue.

Enregistrer et manipuler n'importe quel son

La dance a détruit ce modèle. Au lieu de conclure un contrat et de promouvoir un groupe de musiciens, l'industrie du disque et les clubs ont désormais la tâche plus facile et moins coûteuse: ils engagent et dirigent un DJ qui «fabrique» de la musique à base de technologies numériques de moins en moins chères. Avec les boîtes à rythmes et les synthétiseurs, ils imitent les instruments de musique traditionnels. En faisant du sampling (assemblage de sons numériques), il peuvent enregistrer et manipuler n'importe quel son, remettant en question l'arsenal législatif sur les droits d'auteur. Désormais, des individus créatifs mais dénués de formation musicale, qui ne disposent que de compétences techniques élémentaires, produisent de la dance sur leurs ordinateurs personnels grâce à des programmes comme Cubabase.

En revanche, si la production numérique est la règle dans la house, le disque vinyle, par opposition aux formats numériques comme le CD, prédomine toujours dans les clubs. Les DJ apprécient le saphir qui permet toutes sortes de manipulations. Les

platinés auraient aussi, dit-on, un «rendu» plus chaleureux que les lecteurs de CD. Petit problème cependant: de nombreux «ilots» voués à la dance, par exemple au Portugal ou à Belgrade (voir pp. 43-44), n'abritent pas de fabricants de disques et doivent importer leurs disques vinyle de New York et de Londres.

Les artistes qui voudraient rester indépendants et créer leurs propres labels sont légion. Mais si leurs enregistrements deviennent des hits, ils ont besoin d'investissements substantiels pour répondre à la demande. Ils sont alors obligés de traiter avec la grande distribution – «majors» et labels indépendants – ou de vendre leurs morceaux à une maison de disques. C'est ainsi que la musique produite en toute indépendance est récupérée par le marché mondial du disque.

Distinctions traditionnelles de sexe et de classe

Par ailleurs, la technologie numérique n'est pas accessible à tous. Elle est concentrée aux Etats-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon (voir p. 50). Pour la grande majorité de la population mondiale, elle demeure trop onéreuse. De plus, en Occident, la techno reproduit le modèle dominant: la majorité des producteurs et des DJ sont des hommes. Les femmes DJ qui trouvent un public sont vendues comme des sexe-symboles dans les magazines musicaux, pas comme des productrices techniquement compétentes. Quand j'évoque mon expérience dans un groupe de dance (où je suis programmatrice et claviériste), on me demande toujours si je suis chanteuse.

La musique électronique, suivant les méandres de la production et de la distribution internationales, se répand de Sao Paulo jusqu'à Tel Aviv, conquérant au passage de nombreuses aires culturelles et politiques. Pourtant, sa progression géographique n'a guère contribué à rééquilibrer la répartition du pouvoir. Les métropoles occidentales continuent de dominer, tout comme les cinq plus grandes maisons de disques qui contrôlent la distribution et se conforment obstinément aux distinctions traditionnelles de sexe et de classe. A ce propos, on ne peut que s'interroger: la «fête globale» est-elle réellement ouverte à tous? Chacun est-il vraiment «libre de s'y sentir bien»? ■



- Beverly May (de Toronto, Canada)
<http://www.futurejazz.org/>
- Mad Mike
<http://www.multimania.com/fighters/madmike.htm>
- Raya: Atmospheric Engineering
<http://raya.org.uk/>
- House Machine (de Milan, Italie)
<http://www.housemachine.com/>

La découverte de l'ADN, par exemple, permet de savoir comment créer diverses espèces d'êtres à partir des plus petites particules et de leurs composants. [...]
En musique, nous faisons la même chose.

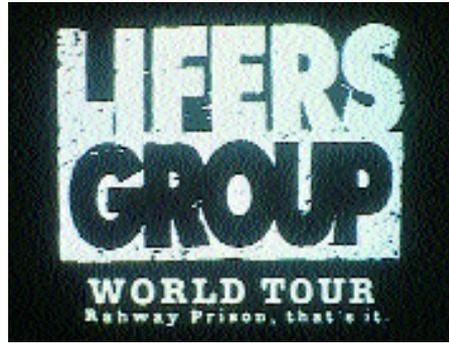
Karlheinz Stockhausen, compositeur-interprète de musique électronique (1928-)

Serait-ce le studio de l'un des DJ les mieux payés du monde, Fatboy Slim?



© Simon Thornton/Reel Design/artist: Fatboy Slim/Skint

2 Scènes locales



© Swersey/Liaison/Camma, Paris

Dans une prison du New Jersey, le Lifers Group, constitué de détenus, trouve une audience captive.

Rythme noir, masque blanc

► Jeffrey O.G. Ogbar et Vijay Prashad

L'esprit du hip-hop, musique née de la rébellion des Noirs américains contre le racisme, peut aussi tomber dans l'apologie de la consommation.

De Bogota à Pékin, les apôtres du hip-hop répandent «la bonne parole», soulevant une vague de rage et de rébellion chez les jeunes, qu'ils soient des classes pauvres ou privilégiées, dans les pays riches comme dans les nations déshéritées. La planète entière semble s'être entichée de l'Amérique noire. Pourtant, dans leur mère patrie, les Noirs sont victimes d'une véritable guerre. L'une de ses lignes de front est le complexe carcéral industriel.

Une forteresse qui s'étend: le taux d'incarcération est de six à dix fois plus élevé aux Etats-Unis que dans la plupart des nations industrialisées. Les Noirs représentent 49% des deux millions de prisonniers, alors qu'ils ne constituent que 13% de la population. Près d'un tiers des hommes noirs âgés de 20 à 29 ans est pris dans les mailles du contrôle pénal. Ces hommes perdent leur droit de vote et leur place en tant que citoyen, à la fois aux yeux de l'Etat et dans la société blanche.

Hors des pénitenciers, le chômage constitue une autre forme d'emprisonnement. Le taux (7%) peut sembler bas. Mais à y regarder de plus près, on constate qu'il ne tient pas compte des travailleurs «jetables»: ceux qui sont employés à temps partiel. Environ 8% des Noirs américains sont officiellement sans emploi. Mais ce taux atteint 32% chez les jeunes.

Le hip-hop est la «*CNN de l'Amérique noire*», rappe Chuck D, de Public Enemy. Cette métaphore reflète de manière aiguë, mais incomplète, le caractère ambivalent de la fascination qu'éprouve la planète pour le rap en tant qu'expression artistique d'une rébellion. D'une part, sur la chaîne CNN qui couvre en permanence l'actualité mon-

diale, les rappers sont comme des reporters faisant le point en direct sur les derniers événements des banlieues ou des quartiers chauds, de Lagos à Francfort. D'un autre côté, ces mêmes chaînes de télévision internationales ne font qu'effleurer cette réalité et flattent les «goûts» politiques du grand public en lui offrant une actualité-spectacle facile à digérer.

Deux générations bien démarquées

A l'instar du jazz et du rock n'roll par le passé, le hip-hop a fait des jeunes Américains des classes ouvrières en général, et des Noirs américains en particulier, un creuset culturel pour le marché international. Son pouvoir emblématique prend de nombreuses formes, selon les contraintes ou les objectifs politiques particuliers de ses adeptes. Certains utilisent le hip-hop pour s'attaquer à la pauvreté, à l'oppression et à la corruption du gouvernement. D'autres s'en prennent à l'orthodoxie culturelle en glorifiant la violence en bande, le matérialisme effréné et une misogynie explicite.

Ces éléments contradictoires peuvent très bien cohabiter. Au cœur des pays industriels avancés, le hip-hop sert d'hymne de libération aux victimes du racisme et de la pauvreté. Dans les banlieues défavorisées de Paris, les sonorités chantantes du Français originaire d'Afrique de l'Ouest MC Solaar rayonnent aux côtés du rap raï inspiré par l'Afrique du Nord, tandis que NTM (Nique ta mère) combat le fascisme de Jean-Marie Le Pen et du Front National. De l'autre côté de la Manche, les rappers britannico-asiatiques de Fun^Da^Mental incarnent le droit à l'autodéfense contre les attaques racistes, ►

► Jeffrey O. G. Ogbar est enseignant en histoire à l'Université du Connecticut, et chercheur, spécialiste du mouvement «Black Power», à l'Université de Harvard.

► Vijay Prashad est professeur au Trinity College (Connecticut) et membre du conseil d'administration du Centre pour l'organisation du Tiers Monde. Il a publié *Karma of Brown Folk* (Minnesota, 2000) et *Untouchable Freedom* (Oxford, 2000).

► tandis que les hip-hopers allemands incitent au respect pour leurs origines turques.

Dans le même temps, le hip-hop n'est qu'un des nombreux accessoires commerciaux employés par les jeunes dans leur rébellion contre l'ordre établi, celui de leurs parents. Musique, tenue vestimentaire et comportement sont utilisés pour démarquer visiblement les deux générations.

En Thaïlande, les adolescents sillonnent les rues à bord de voitures rutilantes, animés par l'énergie et la rage brutes du rap américain, sans que la situation politique soit en rien comparable. Comme le scandait le rapper américain L.L. CoolJ: «*Le hip-hop ne rentre dans aucune catégorie. Il passe partout*».

Cuba a de quoi réjouir les amateurs de contradictions. Depuis 1996, le gouvernement contribue au financement d'un Congrès national annuel de hip-hop, affichant les stars locales et internationales. Selon la revue de hip-hop *The Source*, Fidel Castro «*considère le rap comme la voix révolutionnaire du Cuba de demain*».

Pourtant, le hip-hop défie aussi la vision socialiste lorsque les fans, aux concerts, arborent fièrement des casquettes et T-shirt décorés d'un dollar américain, et hurlent que «*tout ça, c'est une histoire de Benjamin*» (faisant allusion au portrait de Benjamin Franklin imprimé sur les billets de 100 dollars).

Dans le contexte de l'hypermatérialisme né au lendemain de la guerre froide et qui met partout en danger l'avenir des jeunes, on comprend les ambi-

guités des messages véhiculés par le hip-hop. L'un de ses aspects déterminants est de réclamer sa part du gâteau. Mais cette revendication peut s'interpréter aussi bien au niveau individuel que collectif. Veut-on les avantages matériels pour soi ou pour la communauté? Ces désirs sont si enchevêtrés qu'il est difficile, sinon impossible, de savoir lequel des deux prime.

Prenons le cas de l'Afrique du Sud, dont les townships ont donné si récemment naissance à quelques-uns des combattants pour la justice sociale les plus disciplinés et les plus inspirés. Aujourd'hui, dans les quartiers métis autour du Cap, les gangs s'inspirent du gangsta rap et prennent pour nom «The Americans» ou «Throwing up the W» (signe de reconnaissance des gangsta rappers de la côte ouest des Etats-Unis). L'exemple de l'Afrique du Sud montre que l'art rebelle hip-hop ne conduit pas seulement à dire non au racisme ou au capitalisme mais qu'il tombe souvent dans le piège du système contre lequel il essaie de se rebeller.

Le hip-hop ne peut être à lui seul l'instrument d'une transformation politique: c'est une culture pop et non un manifeste. Cependant, en observant la situation et les aspirations politiques de ses musiciens, on peut retracer son ascension en tant que puissance emblématique et son effondrement quand les pouvoirs d'assimilation de l'économie capitaliste vident cette musique de toute sa richesse pour en faire un hymne à la gloire de l'enrichissement personnel. ■

Avaler la vérité
des bien-pensants
Trébucher sur
les règles du jeu
que des imbéciles
tentent d'imposer
Mais aller de l'avant en
encaissant
les coups bas
Et leur donner
une leçon
Apprendre la vérité aux
jeunes
Pour qu'ils
ne reculent
plus jamais
Face au courant.

Tiré de *Against the Flow*,
des rappers Upper Hutt Posse
de Nouvelle-Zélande

Un Maori à la conquête de nouveaux territoires

► Kerry Buchanan

Dean Hapeta a inventé le hip-hop politique néo-zélandais. Alimentant la controverse, il chante le rôle de la culture maorie dans le combat de la «nation noire».

L'insulte d'un motard, qui le traitait de «négro», transforma le regard d'un petit garçon de huit ans et ébranla sa vision de la société maorie et *pakeha* (blanche) d'Aotearoa, comme on appelait jadis la Nouvelle-Zélande. Dès lors, il prit conscience de sa différence et rejeta aussi bien ses frères paisibles et soumis que les gangs maoris de son quartier ouvrier d'Upper Hutt, une banlieue de la capitale Wellington. Et s'il se tournait vers la société blanche, il ressentait l'oppression. Dean Hapeta choisit donc de regarder en lui-même. Avec le temps, il comprit qu'une «nouvelle race» pouvait émerger, fière de son passé maori et en rupture totale avec l'héritage colonial.

Aujourd'hui, à 34 ans, le rappeur se décrit

comme «*un mauvais nègre*», faisant allusion à son radicalisme politique. Il en tire sa force ou, pour certains, sa faiblesse: sa capacité à intégrer dans le grand mouvement africain-américain du hip-hop la culture, la langue et les exigences des Maoris, depuis les droits de pêche jusqu'aux revendications territoriales et économiques.

Avec son groupe, Upper Hutt Posse (UHP), Hapeta a influencé toute une génération néo-zélandaise de musiciens et de fans de hip-hop. Avant l'irruption de ces «guerriers» sur la scène, la musique maorie était marginalisée, considérée comme un accessoire exotique réservé aux shows touristique-folkloriques. En faisant du rap dans leur langue, en y incorporant les sons, les valeurs et l'histoire de leur

► Commentateur politique freelance et spécialiste du hip-hop pour le magazine *Real Groove*.

peuple, Hapeta et ses compagnons ont détruit les stéréotypes attachés à l'identité maorie.

La conscience politique du rappeur n'est pas née de «l'éveil culturel» des années 1970, qui vit la classe moyenne maorie redécouvrir ses racines. Lui a appris ce qu'il sait dans la rue, son *whakapapa* (lieu d'origine). Lorsqu'il s'est lancé en 1985 avec son groupe, ses premières chansons de résistance s'inscrivaient dans la lignée du reggae jamaïcain du légendaire Bob Marley. Elles sonnaient juste dans son quartier défavorisé, où les affrontements avec la police étaient devenus rituels.

L'influence de Malcom X

En valorisant l'histoire des anciens esclaves et des peuples colonisés, le reggae a permis à Hapeta de découvrir «la super-nationalité noire» et les luttes collectives des opprimés. Puis une nouvelle vague de prophètes a touché les côtes d'Aotearoa: des rappeurs américains comme Afrika Bambaataa et Grandmaster Flash. Hapeta se mit alors à rapper dans les rues avec ses compagnons et commença à durcir son message, sur la base tant de son expérience personnelle que de lectures venues d'Amérique. Grâce à un poste obtenu au ministère de la Justice, il parcourut le pays pour entendre les revendications territoriales des Maoris et, dans le même temps, découvrit l'autobiographie de Malcom X¹.

«Ce livre m'a sonné. Il m'a beaucoup inspiré... Cette fierté d'être soi et cette capacité de la transformer en action», confie-t-il. La vie du nationaliste noir – ce héros de la fierté d'être noir dans les années 1950



© Matakahi, Nouvelle-Zélande

Le guerrier qui dort en Te Kupu est toujours vivant.

et 1960 – a fortement influencé Hapeta. Il a alors endossé le rôle d'un leader abordant le hip-hop comme un mouvement politique contre le racisme et pour les intérêts maoris. Paradoxalement, il fut bientôt contacté par le fils d'Elijah Muhammad, l'homme qui avait exclu Malcom X de la Nation of Islam, l'un des groupes noirs militants les plus influents et les plus controversés. En visite à Aotearoa, Rasul Muhammad invita Hapeta et son groupe à se produire à Detroit et à rencontrer le chef du mouvement, le révérend Louis Farrakhan, dont

les déclarations antisémites et les opinions extrémistes sur la différence entre les races provoquent de chauds débats.

Ce voyage était symbolique du dialogue instauré par Hapeta entre les cultures maorie et africaine-américaine. Au début, la balance penchait du côté américain. Puis Hapeta a rétabli l'équilibre. Il explique qu'il a eu l'impression «d'avoir atteint le sommet en rencontrant Farrakhan». Sans parler de l'émotion de jouer à Detroit et à New York et d'être interviewé à l'Apollo Theater de Harlem. L'accueil chaleureux que la terre natale du hip-hop lui a réservé lui a conféré une nouvelle légitimité à ses propres yeux.

A Aotearoa, le porte-drapeau du nationalisme maori alimente la controverse et bouscule les consciences. Les positions radicales d'Hapeta sur les droits territoriaux des Maoris déconcertent les militants plus conciliants et certains groupes polynésiens originaires des îles de Samoa, Nuie et Tonga, dans le Pacifique. Lors d'un concert dans ces îles, en 1990, des fans polynésiens lui ont intimé l'ordre de rentrer chez lui lorsqu'il a proclamé qu'Aotearoa était la terre des Maoris. La même année, Hapeta a gagné son procès pour diffamation contre le quotidien *Auckland Star*, selon lequel UHP avait interdit l'entrée d'un concert à deux jeunes *pakeha*.

«Les mots qui pénètrent»

Aujourd'hui, Hapeta se produit en solo. Il a abandonné son pseudonyme, D Word, pour sa traduction maorie Te Kupu («Le Mot»). Deux versions de son dernier album, *Ko te matakahi kupu* («Les mots qui pénètrent»), sont sorties en janvier, l'une en maori et l'autre en anglais. Auparavant, sa création s'articulait presque exclusivement autour des maux de la société. Aujourd'hui, il semble avoir trouvé la paix en s'enracinant dans sa culture. La communauté maorie le respecte, en tant qu'homme politique, pour son engagement envers la culture et la langue (*te rao*) maories. Mais le guerrier qui dort en lui est toujours vivant. Et il revendique un nouveau territoire: l'audience et l'attention de la majorité. «Mettez-la en avant [te rao], poussez-la dans le courant dominant. Utilisez les concepts de responsabilité sociale et humanitaire pour changer les mentalités», exhorte le musicien.

Pendant ce temps, il élargit son horizon en sillonnant la planète. Il découvre ainsi d'autres rappeurs qui se sont forgé une conscience politique, au Royaume-Uni par exemple. «Je tire des leçons de tous les combats, en sortant de ma peau puis en revenant partager ce que j'ai appris, comme un ambassadeur du peuple maori», proclame-t-il. Il suit ainsi les conseils du grand leader maori Sir Apirana Ngata. Il écrivait en 1897 le besoin de résoudre ses conflits intérieurs sans renoncer à «se perdre dans des moments de grande exaltation et d'imagination sauvage». ■



● <http://homepages.paradise.net.nz/matakahi/>

1. Malcom X a été assassiné le 21 février 1965 à New York. Trois membres de la Nation of Islam ont été reconnus coupables de ce crime.

Le cri des jeunes Algériens contre la guerre

► Bouziane Daoudi

La guerre civile, la corruption, le marché noir, l'injustice, le chômage: tels sont les thèmes du rap algérien qui cherche à détrôner le raï, plus frivole.

«*Is sont au Loubet / Ils ont des châteaux / Ils os dire: " nous vivons dans un ghetto" / Il fume la ganja comme un canon, le gars accro / Il a le look gangsta mais a la trouille d'être derrière les barreaux*», débitent les quatre membres du groupe Perfect G's. Cette satire, à la limite de l'auto-parodie involontaire, vise leurs nombreux «collègues» rappers qui fréquentent le même coin d'Oran. Et ils ne dépareraient pas dans une banlieue française ou un quartier populaire de New York, avec leurs tenues (hors de prix) vantant les multinationales du sportswear, leurs noms de groupe (Ol' Dirty Shame, Killa Dox, Lord Squad, Black Eyes, The Commission...), leurs pseudos d'artiste (Oddman, N.Fect, MC Ghosto, Flyman, Machine Gun, Vex, Jigy, Baby...).

A Oran, les rappers se retrouvent dans un quartier du centre-ville qui accueille depuis des décennies les mouvements branchés de la seconde ville d'Algérie. Ils sont assis sur les bancs de l'avenue Larbi-Tébessi (ex-Loubet), parfois sur la marche d'une boutique au rideau baissé de la rue Mohamed-Khémisti (anciennement Alsace-Lorraine), sans pouvoir se réunir dans les cafés et salons de thé du coin. Les rappers oranais traînent là leur après-midi finissant, au gré de leur emploi du temps, occupés souvent par leurs études, quelquefois par de petits emplois, parfois par rien.

La métropole de l'Ouest algérien, dont Khaled est originaire, est le berceau du raï. Mais les rappers oranais et les DJ n'apprécient ni l'un, ni l'autre. «*Il ne reste plus que des perroquets dans le raï*», selon H Rime du groupe MCLP. La jalousie s'installe, à la limite de la haine. Pour eux, ces innombrables chanteurs de raï seraient le véritable obstacle à leur conquête de la planète avec des harangues enflammées débitées à la vitesse de la lumière sur des musiques plus ou moins originales par rapport au rap international: «*Dans cette bataille / L'Algérie sera présente / Avec des MC oranais qui chantent / Ils y aura une revanche, on règlera les comptes / Les nerfs chauds comme de l'eau bouillante*».

Le raï électrique a déjà 20 ans d'existence et ses pionniers, tous issus des couches sociales les plus modestes, flirtent en cette fin de siècle avec la quarantaine. Les acteurs du hip-hop, eux, sont apparus sur le devant de la scène il y a une dizaine d'années et appartiennent souvent aux classes moyennes.

Aujourd'hui, leur mouvement est national et fait de l'Algérie – alors qu'une petite scène hip-hop pointe le bout de son nez au Maroc voisin – le plus important pays rap du monde arabe et probablement du monde musulman. Pourtant, leur production musicale est encore faible – les ventes tournent en moyenne autour de 10 000 exemplaires pour un album – par rapport au nombre fantastique de groupes.

En 1990, une quarantaine de groupes hip-hop existaient à Oran; ils sont plus de 60 aujourd'hui. D'une soixantaine l'année dernière, ils atteignent maintenant une centaine à Alger, la capitale qui a donné naissance à un phénomène auquel n'échappe plus aucune ville algérienne. Là, les groupes récitent leurs strophes dans un drôle de langage, en adeptes forcenés du «switching»: ils passent d'une langue à une autre, à une troisième, puis à une quatrième.

Dans la même phrase, le français, l'anglais et les deux arabes – le littéral et le dialectal – se télescopent. Ils inventent leur esperanto élastique et ironique: «*Hijeb moulant / Hijeb transparent / Hijeb comme un maillot de bain / Hijeb fluo / Hijeb*

«Manipulation, agression, déception / Tel est mon créneau pour la journée / Mon seul crime est d'espérer et de rêver»

bariolé / Hijeb froissé / Hijeb cabriolet acheté aux Champs-Élysées / Hijeb potable / Hijeb de Malaisie / Hijeb décapotable / Hijeb climatisé».

Aucune image télévisée ne leur échappe: guerres, couche d'ozone, famine, mannequins, cinéma, préservatif, sitcom, pub, hooligans... Tout est évoqué, comparé, détourné dans leurs rimes qu'ils enregistrent à grand-peine dans un vrai studio.

Deux groupes historiques d'Alger, MBS (le Micro brise le silence) et Intik (impec, impeccable, en argot algérois), ont déjà publié en France leurs premiers CD, «Algerap», chez des majors. En juin 2000 est sorti un recueil de quelques formations oranaises, *Wáhrap* (contraction de *Wáhran*, Oran en arabe, et de rap), dont le propos est résumé par le refrain de MCLP: «*Militants du microphone nous racontons ce que les yeux voient / Quoi qu'il se passe / Il y en a qui volent / Et d'autres qui peinent*». Sur le plan musical, les premiers albums de rap algérien sortis en France, avant la compilation *Wáhrap*, restaient peu originaux et très moyens.

L'accueil plutôt chaleureux réservé en France à ces premières incursions du rap algérien en Occident est surtout dû à sa valeur de témoignage sur les massacres et le marasme social.

► Spécialiste de la worldmusic et du rap. Journaliste à Libération (France).



© Benito/Camma, Paris

Lors d'un festival de musique à Alger, la capitale, qui abrite une centaine de groupes de rap.

Mais le rap algérien a encore du mal à se faire une place dans l'Hexagone où le public est plus attiré par les rappeurs français d'origine algérienne comme Freeman et Imhotep du groupe marseillais IAM, Rimka du collectif 113, ou d'autres provenances, tel Joey Starr du duo NTM qui a d'ailleurs collaboré aux albums des MBS et Intik.

Si l'année dernière, en Algérie, le rap local se résumait à moins d'une dizaine d'enregistrements sur des cassettes de piètre qualité, aujourd'hui, l'édition de produits hip-hop se développe à grande vitesse, traduisant une formidable aspiration d'une grande partie de la jeunesse à s'exprimer. Cela évoque l'essor rapide de la presse écrite lors de la démocratisation politique qui a suivi les émeutes d'octobre 1988. Mais depuis, les désillusions sont passées par là: «*Manipulation, agression, déception / Tel est mon créneau pour la journée / Mon seul crime est d'espérer et de rêver*», scande le groupe Intik d'Alger, la ville des Hamma Boys, Cause Toujours, K-Libre, Les Messagères, City 16, De-Men ou Tout Passe.

A l'est du pays, à Annaba, Lotfi et Waheb de Double Kanon, considérés comme les meilleurs rappeurs du moment, dénoncent ouvertement les maux qui ravagent l'Algérie: «*Ils viennent, ils viennent armés / Diables ou humains / Ils descendent du cimetière juif¹ / Aujourd'hui, c'est la razzia / Il n'y a pas de match de foot / Ils viennent de la place d'armes / Portant le drapeau comme dans la guerre du Liban / En haut les gens fuient / La terre est devenue noire*». La guerre que se livrent forces de l'ordre et islamistes («les terros», terroristes, en langage rap) est au

cœur de ce hip-hop comme la dénonciation de la corruption, des parvenus, du «*trabendo*» (marché noir), de la haine, de l'injustice, du mal de vivre. Bref, c'est le «*Moral à zéro*», du nom d'une chanson du groupe historique d'Oran, Vixit: «*Des Escobar, des Al Capone, nous en avons chez nous / Nous avons la mafia / Que reste-t-il / Les ingénieurs, les docteurs, les diplômés font des projets pour mendier des cigarettes / Chômeurs, ils tiennent les murs / Economie du marché / On est condamné comme des animaux dans un zoo*». Cependant, une nouvelle tendance apparaît: les groupes intègrent davantage les rythmes musicaux de l'Algérie.

De la jeunesse dorée aux milieux pauvres

Parti de la jeunesse dorée qui forgeait ses rimes et affinait son tempo dans des villas cossues, le rap s'est récemment démocratisé et a enflammé les jeunes des milieux pauvres. Le rap algérien rassemble désormais toutes les couches sociales. Les rappeurs du MIA (Made in Algeria) d'Aïn-el-Turck répètent dans un container de leur cité HLM, ceux de Cottages (avec deux t) de Boufarik vendent des légumes et des cigarettes dans la rue, et tout le monde sait que Réda, d'Intik, a dû vendre ses chaussures aux puces d'Alger pour payer la dernière heure d'enregistrement de la première cassette de son groupe. Mais tous s'entendent pour prôner le système D, en bons enfants de l'éducation nationale sans perspective, de l'antenne parabolique sans réalité et de la paupérisation sans issue.

Au début de mai 2000, une trentaine de groupes se sont rencontrés à Mostaganem pour un concours de rap âprement disputé. Le premier prix a été remporté par une formation algéroise. Elle s'appelle SOS. ■

L'impossible m'attire,
car tout ce qui est
possible a été fait et le
monde
n'a pas changé.

Sun Ra, musicien américain
de free-jazz (1914-1993)

1. Un quartier d'Annaba.

Miriam Makeba face à la génération kwaito

► Maria McCloy

La célèbre Sud-Africaine Miriam Makeba échange à bâtons rompus avec la jeune chanteuse Thandiswa, sur le phénomène kwaito et le sida...



© Carl Collison, Afrique du Sud

Thandiswa (au premier plan) et Miriam Makeba.

Légende vivante dont les chansons ont inspiré des millions d'opposants à l'apartheid, exilée pendant 30 ans, Miriam Makeba s'est produite à travers le monde et devant de nombreuses personnalités. A Johannesburg, au matin d'une journée ensoleillée, «Mama Africa» ouvre sa porte à une journaliste et à une jeune gloire montante: Thandiswa est la chanteuse de Bongo Maffin, un groupe de kwaito, mélange local de hip-hop, de house et de reggae. Bongo Maffin est devenu célèbre en 1997, en adaptant un grand classique de Miriam Makeba, *Pata-Pata*.

«Mais elle pourrait être ma petite-fille! De quoi allons-nous parler?», s'exclame Miriam, digne grand-mère de 68 ans.

Qu'avez-vous ressenti en découvrant votre Pata-Pata version Bongo Maffin?

Miriam: J'étais ravie. Quand je suis rentrée [d'exil], certains ont dit: «*Au secours, les vieux reviennent!*». Et voilà que de très jeunes gens chantent mes chansons. Et puis, j'étais heureuse de voir que des jeunes tenaient à la musique africaine, quand on sait ce qu'on leur passe à la radio. Honnêtement, quand on écoute ces stations, on ne sait plus si on est en Afrique ou en Californie. Et pas seulement à cause de la musique. Comment décririez-vous le kwaito, Thandiswa?

Thandiswa: Je le vois plus comme un mouvement que comme une musique. Il reflète l'énergie de notre époque, la liberté des jeunes de l'après-apartheid, leur exaltation devant la nouveauté. Cette musique est très dansante, son énergie et son message sont pleins de vibrations ultra-positives.

Miriam: C'est l'équivalent sud-africain du rap. Le

Le son des ghettos

Ingrédients de base: un peu de disco sud-africain, de hip-hop, de rhythm & blues, de reggae, plus une méga-dose de house américaine et britannique. Mélangez, épicez le tout avec des tonnes d'esprit local et vous obtenez le kwaito. La plupart du temps, les paroles sont «rappées» – et non pas chantées – sur une basse lente, puissamment rythmée et électroniquement programmée.

«Dans les années 1980, nous avons commencé à remixer de la house internationale pour lui donner une couleur locale. Nous avons ajouté un peu de piano, ralenti le tempo et introduit des percussions ainsi que des mélodies africaines», explique le DJ Oscar «Warona» Mdlongwa, pionnier du kwaito. «Pour les paroles, nous nous sommes inspirés d'artistes comme Brenda Fassie et Chicco Twala, stars du vieux disco, précise un autre père fondateur, Arthur Matokate. Brenda et Chico étaient nos représentants, ils parlaient de ce qui se passait dans les ghettos; ils s'exprimaient dans un mélange d'anglais, de zoulou, de sesotho et d'iscamtho (argot).»

Le kwaito est imprégné de l'atmosphère du ghetto et, souvent, sent le voyou à 10 kilomètres. Mais n'allez pas prendre ses stars pour de pâles imitations des gangsta rappers américains. Elles connaissent trop bien la rue pour glorifier la violence dans une Afrique du Sud assaillie par le crime. Inutile en outre d'enflammer les relations raciales après la chute de l'apartheid. Pour les jeunes d'aujourd'hui, la vraie bataille est d'ordre économique.

Les producteurs de kwaito ont été les premiers en Afrique du Sud à lancer leurs labels. Les grandes compagnies tentent actuellement de s'emparer du marché en présentant leurs catalogues, mais la plupart des «grands» du genre restent obstinément fidèles à leurs producteurs du début. Le kwaito génère beaucoup d'argent: ses principaux groupes, comme Bongo Maffin, TKZee et Boom Shaka, vendent leurs albums à 50 000 exemplaires ou plus. La jeune Afrique du Sud a trouvé son «son». ■

► Basée à Johannesburg, responsable du site Black Rage sur la culture urbaine sud-africaine: <http://www.rage.co.za>



kwaito a sa façon à lui de transmettre un message positif. Dans notre société, nous nous sommes toujours exprimés par la chanson. C'est pourquoi l'ancien gouvernement avait si peur des musiciens.

Thandiswa, les jeunes ont-ils une attitude négative envers les musiciens de la vieille école?

Thandiswa: Il ne s'agit pas d'attitudes négatives. Mais nous n'avons pas grandi dans le même contexte de lutte anti-apartheid. La seule fois où je me rappelle avoir été dans une situation «révolutionnaire», c'était en 1985-86 [l'état d'urgence avait été décrété pendant les manifestations monstres estudiantines]. Beaucoup de jeunes sont très au courant des luttes mais n'y ont pas participé directement. Avec la nouvelle liberté obtenue en 1994 [les premières élections libres], nous nous sommes jetés sur tout ce qu'on nous donnait, y compris ce qui venait d'Amérique... De nombreux jeunes de la «génération kwaito» sont allés vivre en ville, déconnectés de leurs grands-mères, parents et cousins.

Miriam: C'est comme si les jeunes d'aujourd'hui ne réalisaient pas que Mandela était en prison il n'y a pas si longtemps. Juste avant les deuxièmes élections nationales de 1999, j'ai entendu des ados dire qu'ils n'iraient pas voter parce que Mandela n'avait pas fait ci ou ça comme il l'avait promis. Je leur ai parlé très sérieusement: «*Qu'est-ce que vous racontez? Vous vivez en ville, vous fréquentez des écoles multiraciales. Il n'y a pas si longtemps, vos parents et vos grands-parents apprenaient sous un arbre. Ce sont des choses que vous ne pouvez pas oublier.*»

Miriam: J'aimerais te poser une question, Thandiswa. Je fais partie d'un comité qui cherche à améliorer la prévention contre le sida. Comment faire pour toucher cette génération?

Thandiswa: Je ne sais pas, Mama. Les gens connaissent le sida, ils connaissent des gens qui en meurent, mais le message ne passe pas. On fait l'amour tellement jeune. Le plus fort taux d'infection concerne les femmes de 15 à 25 ans. A 15 ans, les filles sont incapables de prendre une décision rationnelle sur le préservatif ou de décider d'avoir un seul partenaire... C'est pour ça que les cam-

pagnes anti-sida utilisent le kwaito, pour toucher les ados [Thandiswa et d'autres sont les porte-parole d'une campagne baptisée Love Life].

Miriam: Quand je suis en tournée à l'étranger, on me bombarde de questions du genre «*Que faire contre tous ces viols en Afrique du Sud?*». Cela blesse, met mal à l'aise et, en tant que femme, vous donne des envies de meurtre...

Thandiswa, la musique de Miriam est célèbre dans le monde entier. Souhaitez-vous faire aussi bien avec Bongo Maffin?

Thandiswa: Ah ça oui! Nous rêvons de devenir un groupe international.

Miriam: J'espère qu'ils y arriveront, parce qu'un jour, il n'y aura plus de Mama Makeba. En avril, pendant un festival en Grande-Bretagne, je chantais dans une salle pendant que dehors se produisait un groupe de kwaito, TKZee. C'était beau de voir plusieurs générations réunies... Ça prouve que nous évoluons. ■

La fureur de dire

► Jeroen de Kloet

Cui Jian «le voyou», la première idole du rock chinois à porter les cheveux longs, crée une fois de plus l'événement en devenant le premier artiste à adapter le hip-hop à la Chine. Depuis longtemps déjà, sa voix rauque exprime la colère, le trouble et la souffrance. Ce fut particulièrement vrai en 1989, pendant la révolte des étudiants lorsque son single *Nothing to my Name* («Rien à mon nom») devint un véritable hymne.

Le gouvernement a beau chercher à le réduire au silence en interdisant régulièrement ses concerts, Cui Jian continue, avec la précision saccadée d'un rapper. Le musicien a lancé sa première salve de hip-hop avec le single *Get Over That Day* («Dépasser ce jour»), paru sur une compilation intitulée *Born on the First of July* («Né le 1^{er} juillet»). Des groupes de Hong-Kong, de Taiwan et de Chine s'y expriment sur la rétrocession de Hong-Kong à la Chine, en 1997. Alors que d'autres groupes faisaient l'éloge de «l'identité chinoise», Cui Jian mettait en cause la sagesse du gouvernement et de son peuple. «Si l'amour jaillit entre ma sœur [Hong-Kong] et moi [la jeunesse chinoise], comment réagiras-tu [mère]?», demande-t-il. Ce qui signifie, en clair: qu'advient-il si les jeunes du continent apprécient la culture capitaliste de Hong-Kong et rejettent le statu quo politique?

Musiciens, maisons de disques, journalistes et universitaires considèrent souvent le rap comme le son de la contre-culture rebelle des années 1990. Bien sûr, cette image masque en réalité le sexisme et le matérialisme dont la musique se fait si souvent l'écho. Mais ce n'est pas le cas avec Cui Jian. Dans son dernier album, mélange éclectique de rap et de rock qui s'est vendu à plus de 400 000 exemplaires (sans compter les versions pirates), il s'interroge sur le nationalisme et les aspirations matérialistes de la Chine de l'après-1989.

En considérant Cui Jian comme un dissident politique, on risque de se conformer un peu trop au stéréotype qui prévaut en Occident: tous les Chinois sont politisés et ceux qui bousculent l'idéologie dominante font forcément l'apologie de la société libérale occidentale. Mais il se pourrait que Cui Jian se rebelle davantage contre son peuple qu'au nom du peuple. A l'heure où, dans son pays, la nouvelle génération commence à goûter les fruits des réformes économiques, il chante:

«Nous sommes si obsédés par l'argent que nous allons tout oublier [...]

Ha! Si vous me demandez à quoi ressemblera la prochaine génération

Je vous répondrai franchement: "Je m'en fous!"...»¹

1. Tiré de *Idiots*, de l'album *The Power of the Powerless*, 1998

► Etudiant en doctorat à l'Institut de recherches en sciences sociales d'Amsterdam.

Le cartel colombien du rap

► Timothy Pratt

A Cali, le hip-hop exprime surtout la quête d'identité de ceux qui n'ont pas d'autres moyens de se faire entendre. Voyage au cœur de leur univers.

À peine ai-je suggéré un emplacement où prendre des photos des 15 rappers et «breakdancers» que nous sommes venus interviewer à Aguablanca, en Colombie, que les ennuis commencent.

Un peu avant, le taxi qui m'a conduit à l'endroit où nous avons rendez-vous est passé devant un salon de coiffure de quartier qui affiche un portrait de Tupac Shakur, le rapper américain assassiné en 1996, et d'étranges coupes de cheveux, peintes sur la vitrine. J'ai alors décidé de proposer sa devanture comme toile de fond pour les photos au groupe de jeunes.

Mais lorsque je leur en parle, un gars surnommé Maligno me lance à la figure: «*Pour ce truc à propos des coiffeurs, je ne marche pas. Y en a qui disent qu'ils marchent avec le hip-hop parce qu'ils font les coupes au rasoir [populaires parmi les rappers], mais c'est pas forcément vrai.*» Avec Lalo, le photographe, nous nous empressons de trouver un autre lieu.

Montrer qui ils sont

Tandis que nous déambulons dans une ruelle, je commence à expliquer que les lecteurs, qui sont à l'autre bout du monde, aimeraient voir où ils vivent. «*Ouais, tu veux voir comme on est pauvre, c'est ça?*» demande Punto, un jeune homme portant des dreadlocks à la mode Rasta. «*Eh ben regarde!*». Il indique le bout d'un chemin poussiéreux. «*Je parie que t'aimerais bien nous prendre en photo devant ce taudis. Pas vrai?*» Et on continue ainsi pendant une heure. A la fin, Lalo est en nage. Mais pas à cause de la chaleur. «*Pas facile de travailler avec ces gosses*», commente-t-il. C'est le moins que l'on puisse dire.

Je commence à comprendre ce qu'exprime le hip-hop en Colombie – la quête d'identité de ceux qui n'ont pas d'autres moyens de se faire entendre. Ces jeunes veulent que les photos de Lalo montrent exactement qui ils sont, jusque dans les moindres détails. Comme nous l'expliquera plus tard le rappeur et producteur de 23 ans, Carlos Andrés Pacheco, ils parlent «*la langue de tous les ghettos du monde*», mais à leur manière sud-américaine, colombienne: un morceau peut être composé sur le rythme de salsa typique de Cali, ou un texte parler des ravages du narcotrafic.

Située au sud de Cali, la deuxième ville du pays, Aguablanca est l'une de ces banlieues où les gens se réfugient pour échapper à la violence et à la pauvreté des campagnes. Près de 400 000 personnes de couleur originaires de la côte pacifique s'y sont installées ces dernières décennies, souvent pour y

retrouver les mêmes fléaux. Depuis 1994, le Réseau culturel d'Aguablanca essaie de les aider en soutenant 25 groupes de rap et de breakdance sur les dizaines que compte la région. Il leur offre par exemple des lieux et des occasions de se réunir.

Robinson Cruz, l'un des leaders du réseau, organise ce jour-là une rencontre pour fêter le premier anniversaire d'une émission de radio hebdomadaire qui fait une place au rap. A Cali, quatre stations font de même, ce qui en fait la ville aux ondes les plus hip-hop du pays, avant Bogota.

Pendant cette rencontre, les 15 rappers en reviennent toujours aux problèmes déjà soulevés lors des séances de photo: leur identité. Pendant la cérémonie, ils disent qu'ils voudraient remercier et pourquoi – désignant ainsi les personnes qui font vraiment partie de leur milieu. Ils demandent aussi si certains groupes payent pour passer à la radio.

Quelques jours plus tard, Carlos Andrés souligne un autre aspect de la culture hip-hop locale. Jusqu'à une date récente, Carlos Andrés faisait partie du groupe Gotas de Rap (Gouttes de rap) de Bogota, l'un des rares à avoir sorti deux CD et fait trois tournées en Europe.

Divergences d'opinions

Il raconte l'histoire du cartel colombien du rap, une «*organisation commerciale*» qu'il a fondée il y a trois ans avec des membres de cinq autres groupes, pour aider les nouveaux talents à avoir des instruments, des heures de studio, etc. Il mentionne les «*problèmes*» rencontrés, et notamment les «*divergences d'opinions*». «*De nombreux groupes pensent que du moment qu'ils ont fait une cassette de démo et donné quelques concerts, ils vont immédiatement faire fortune et rouler en Cadillac. Ils ne comprennent pas ce qu'est le rap.*»

Pour lui, le hip-hop sert à «*provoquer une prise de conscience*» dans le public, y compris en ce qui concerne les relations complexes entre Washington et Bogota et la guerre contre la drogue. «*Nous vendons de la cocaïne comme les Etats-Unis vendent des armes – qui tuent tout autant*, explique-t-il. *Il s'agit dans les deux cas d'un problème économique. Ici, les gens des campagnes ont du mal à survivre autrement.*» Dans ses chansons, il essaie de faire passer un message d'espoir aux jeunes des villes, «*toujours guettés par les gangs, la drogue, la prison...*» Il finit aussi par admettre qu'il n'est pas évident de soulever ce genre de question dans un pays aussi violent. «*Il faut faire attention à la façon dont on fait passer le message et le rendre presque subliminal*», dit-il.

► Journaliste indépendant basé à Cali (Colombie).
Pour plus d'information:
v.comunicaciones@cjar.org



© Luis Fernando Pinho/Ciat Fotografia, Colombie

Les rappers d'Aguablanca parlent la langue «de tous les ghettos» mais lui impriment leurs propres rythmes et leurs propres images.

Pour la plupart des rappers, il y a deux choses à faire: contester et proposer. Maria Eugenia Barquero a 18 ans et son groupe Impacto Latino, composé de cinq filles, fait partie du nombre croissant de formations qui composent le paysage national du hip-hop. «*Nous disons aux jeunes de s'intéresser à la culture plutôt qu'à la violence et à la drogue. Pour qu'ils soient fiers d'être colombiens. Voilà ce qu'on propose*», explique-t-elle. Et d'ajouter que d'autres groupes protestent quant à eux contre l'Etat, les riches et les Etats-Unis. Pour elle, comme pour bien d'autres, l'image de voyous que se donnent les rappers américains n'est qu'un argument commercial de peu d'intérêt.

Intrigué de savoir comment elle conçoit son identité de personne de couleur, et comment elle l'articule avec ses «propositions», je lui demande quels sont les Colombiens noirs qu'elle admire vraiment. «*Mon père, pour tout ce qu'il a fait pour nous élever*», répond-elle. J'insiste pour avoir d'autres noms. «*Faut-il absolument qu'ils soient noirs?*», réplique-t-elle avant de dire que les «gens en général» qu'elle apprécie le plus sont des rappeuses américaines comme TLC et Salt n' Peppa.

Cette jeune femme de 18 ans se voit comme une sorte de future ambassadrice. D'ici cinq ans, elle espère sillonner le pays plongé dans la guerre civile pour y transmettre son message de non-violence. Mais ce qu'elle ne sait pas encore, c'est comment elle surmontera le principal obstacle: trouver l'argent nécessaire. Le hip-hop ne rapporte pas grand-chose.

A ce sujet, Luis Felipe Jaramillo, de la société Discos Fuentes, évoque deux des expériences qu'il a vécues en 1998, quand il produisait des groupes de rap. Comme sa maison de disques n'appréciait pas les paroles de certains chanteurs qui «*critiquaient les Etats-Unis et les conquistadors espagnols*», elle les diffusait sous un autre label: Factory Records.

«*Nous faisons ça surtout pour aider les groupes*», dit-il. Les albums n'étaient tirés qu'à 1 000 exemplaires et «*se vendaient très mal*». C'est pourquoi Discos Fuentes a décidé de ne plus se lancer dans de grandes aventures hip-hop.

Elle fait cependant une exception avec le groupe Latinos en la casa (Des latins dans la maison), qui parle par exemple de Juan Pablo Montoya, le jeune pilote colombien qui a récemment gagné la course automobile américaine des 500 d'Indianapolis. Leur disque sera mis en vente à environ 1 500 exemplaires. Ce qui n'est pas si mal, vu que même Gotas de Rap, l'un des groupes les plus populaires de Colombie, n'a jamais produit plus de 5 000 CD.

Le rap est arrivé avec la mondialisation

Orlando Cajamarca, un metteur en scène qui a initié plus de 150 000 jeunes d'Aguablanca au théâtre au cours des 14 dernières années, s'interroge sur l'avenir du rap en Colombie. Pour lui, le problème est davantage culturel qu'économique. Le rap, estime-t-il, est arrivé avec la mondialisation. Il a débarqué en Colombie au cours des 10 dernières années à travers les chaînes câblées, dans un pays où «*même les plus pauvres ont la télévision*». Orlando Cajamarca se demande si le rap n'est pas une mode importée et éphémère et en veut pour preuve le manque de vrais chefs de file dont souffrent les milieux hip-hop.

Patricia Ariza, la productrice du groupe Gotas de Rap, ne partage pas cet avis. Elle considère le hip-hop comme une «*alternative culturelle intéressante pour les groupes marginalisés de la société*» et croit en son avenir commercial. «*Le monde des affaires met beaucoup de temps à reconnaître l'underground, mais il finit toujours par y venir*», rappelle-t-elle. ■

On me traite de traître
quand je traite de la
défaite du silence
Le silence est d'or, mais
j'ai choisi la cadence
Une vague, un cyclone,
que dit la météo?
Qui sème le vent
récolte le tempo.

MC Solaar,
rapper français (1969-)

Dance avec les rebelles...

► Caspar Melville

En adaptant les grands courants musicaux à des contextes locaux, les jeunes creusent-ils la tombe de leur propre culture ou s'inventent-ils de nouvelles identités métissées?

Dans les banlieues noires de Johannesburg, en Afrique du Sud, une nouvelle culture musicale se développe chez les jeunes. Dans les petits clubs et les bouges de ces misérables cités dortoirs, ils boudent les groupes d'afro-jazz qualifiés «d'authentiques» par le gouvernement, au profit de la musique enregistrée. L'expérience des opérateurs de «sound system» jamaïcains des années 1950 et des DJ de hip-hop du South Bronx du milieu des années 1970 le prouve: il suffit de deux platines, d'une table de mixage et d'un micro (made in Japan), ainsi que d'une pile de disques vinyle (pressés en Europe ou aux Etats-Unis) et d'un bon DJ pour que la fête batte son plein jusqu'à l'aube.

Les manifestations locales de la «dance culture» mondialisée récusent, et la notion simpliste d'authenticité (qui voudrait que les Africains écoutent de la musique africaine), et les analyses visant à enfermer la «culture jeune» dans un schéma bien précis. Les jeunes des townships ont ébranlé, voire disqualifié les analyses simplificatrices à l'extrême qui entourent souvent la musique africaine de la diaspora. Dans bien des cas, on la présente comme une musique d'origine africaine qui aurait été «blanchie» ou transformée en produit de grande consommation par de cupides sociétés basées dans les métropoles occidentales.

Avatar de la mondialisation ou processus créatif

Cette thèse ne colle pas avec la réalité des townships. Les jeunes y adoptent une musique qui vient des grandes villes d'Europe du Nord, même si elle plonge ses racines dans la diaspora africaine (la house est née dans les clubs gays, noirs et latinos des villes américaines). Cette musique représente à leurs yeux un lien très valorisant avec l'Occident – tout comme leurs jeans et leurs casquettes de baseball couverts de logos, qui fonctionnent comme des symboles de prestige. Dès lors, en rejetant l'afro-jazz au profit de l'euro-house, ces jeunes tentent-ils de se réapproprier cette musique (en la faisant leur) ou rejettent-ils au contraire leur propre culture? Leurs productions musicales sont beaucoup trop complexes pour rentrer dans l'un ou l'autre cadre de cette analyse binaire.

► Professeur invité en médias et communications au Goldsmiths College de Londres, critique musical indépendant et, à ses moments perdus, DJ dans un club et pour une station de radio.



En Afrique du Sud et ailleurs, les DJ remixent de la house importée avec leurs rythmes à eux.

Elles soulèvent en réalité des questions critiques. Faudrait-il voir dans la mondialisation le signe d'une unification du monde ou d'un impérialisme culturel? Cette «culture jeune» encore embryonnaire ne serait-elle qu'un avatar supplémentaire d'une mondialisation à sens unique – les pays industrialisés exportant des disques vinyle vers le Tiers Monde, au même titre que du Coca-Cola ou des jeans de marque, dans le cycle sans fin de la séduction et de l'exploitation du Sud par le Nord? Ou encore, cette culture serait-elle manifeste d'un processus créatif par lequel les jeunes, en véritables «bricoleurs culturels», mélangeraient et assembleraient des symboles de prestige pour créer leur propre sous-culture?

Les DJ des townships passent les disques de house à environ 90 bpm (batttements par minute), c'est-à-dire à un rythme beaucoup plus lent que les 130 bpm prisés par le public européen. Ce faisant, ils transforment ce mouvement frénétique en un funk-dub sirupeux et décalé qui correspond davantage à l'Afrique du Sud, plutôt tournée vers l'alcool que vers les drogues appréciées par les amateurs de «speed» en Europe.

Ces jeunes Sud-Africains sont-ils en train de se forger une nouvelle identité hybride ou dansent-ils sur les dépouilles de leurs propres traditions culturelles? Comme le fait remarquer Jeff Chang à propos du hip-hop (voir p. 23), on ne peut jamais savoir avec certitude si une culture musicale jeune «*exprime la révolte d'une jeunesse métissée ou sa capitulation face au*



© Mark Hakanson/Panos Pictures, Londres

capitalisme mondial. Cette question ne peut tout simplement pas être résolue une fois pour toutes. Stuart Hall, le sociologue des Caraïbes, nous rappelle que la caractéristique de la culture populaire est qu'elle a l'esprit de contradiction. Rien ni personne ne peut garantir que les «symboles» codés dans les produits culturels (spots publicitaires télévisés et disques) soient correctement décryptés par le grand public. Il n'existe aucune certitude dans le domaine de la culture populaire, surtout lorsque cette dernière concerne des groupes sociaux marginalisés.

La constitution d'un milieu culturel relativement homogène autour d'un même style musical peut signifier des choses totalement différentes, selon les circonstances. On ne pénètre pas la «communauté dance» d'une boîte branchée, très contrôlée et mondialement célèbre de la même manière que les raves illégales d'Irlande du Nord ou de Sarajevo. Là en effet, le «communautarisme dance» prend un autre sens car il permet parfois de dépasser, ne serait-ce que le temps d'une danse, de violents antagonismes religieux ou ethniques.

Le genre rebelle d'aujourd'hui peut devenir le courant musical majoritaire de demain et le favori des nostalgiques d'après-demain – j'en veux pour preuve le surprenant retour du rock n'roll. Une contre-culture peut devenir un courant culturel dominant.

Ai-je dit «peut devenir»? En fait, elle le deviendra sûrement. Car l'une des seules certitudes que l'on ait à propos de la musique populaire, c'est qu'elle évolue. Certains musicologues férus de

technologie comparent la dance produite numériquement à un virus doté d'une vie propre qui n'arrête pas de se diviser et de se reformer, de se répandre et de se replier sur lui-même. Des sous-genres à la durée de vie limitée voient sans cesse le jour: neuro-funk, acid jazz, tech-step, happy hardcore, trip-hop, nosebleed... La liste est longue.

Tandis qu'elle gagne du terrain – à travers les circuits classiques comme les réseaux d'importation de disques, les ondes radio et Internet –, la musique électronique fusionne avec d'autres genres et styles locaux tels que le flamenco, le dancehall reggae ou la musique pop du Moyen-Orient. Ces métissages lui donnent un nouveau souffle et provoquent l'émergence de genres inédits, qui finissent toujours par revenir dans les grands centres de production. Le mépris des jeunes pour l'establishment et la crainte de voir les nouveaux produits récupérés par l'industrie mondiale des loisirs se conjuguent pour nourrir cette évolution perpétuelle.

Ce brassage mondial constitue-t-il la preuve que les formes esthétiques ont davantage tendance à se métisser, ou est-il la marque des appétits cannibales du capital des pays industrialisés? Faut-il voir dans le succès de genres comme la dance asiatique – lancée au Royaume-Uni par l'Asian Dub Foundation (voir p. 47-48) –, le signe que l'Occident fait enfin face à ses responsabilités post-coloniales ou le retour d'une certaine forme d'exotisme?

Le musicologue doit faire la part des choses: il doit rendre justice à cet énorme travail créatif (souvent mal récompensé) tout en prenant certaines précautions. Les «hommages» rendus à la créativité et à l'hédonisme des jeunes ne doivent pas faire le lit des dealers et des profiteurs en tous genres – qu'ils revendent de l'ecstasy, des marques de vêtements ou des boissons gazeuses. Le grand capital n'a pas besoin de nouveaux promoteurs.

La dialectique résistance/exploitation commerciale toujours à l'œuvre

La dance continue à se développer et à muer, à focaliser les inquiétudes concernant la jeunesse – son attirance pour la drogue et les plaisirs –, à se fondre avec des mouvements politiques locaux, à offrir des occasions de s'amuser, de travailler, d'exercer sa créativité et de se faire exploiter par des entreprises commerciales.

Comme tout mode d'expression culturelle, elle est toujours liée à un contexte socio-politique particulier. Elle peut incarner des aspirations mondiales mais est toujours ancrée dans le local: la fête se tient à un endroit précis, en présence d'un certain type de personnes, à un moment socio-historique donné.

Les universitaires, les journalistes et tous ceux qui s'intéressent à la jeunesse doivent suivre ces corps qui dansent et identifier ces «mouvements» de la société. Dans ce domaine comme dans tout ce qui touche à la production culturelle, la dialectique résistance/exploitation commerciale est toujours à l'œuvre. Refusant de se laisser piéger par une alternative simpliste, elle est en perpétuel devenir. ■

La musique est votre expérience personnelle, vos pensées, votre sagesse. Si vous ne la vivez pas, elle ne sortira pas de votre trompette.

Charlie Parker,
jazzman (1920-1955)

Menaces sur Byron Bay

► Sebastian Chan

Dans le bush australien, écologistes et groupes techno s'allient pour faire passer leurs idées alternatives. Mais ce courant risque d'être noyé par l'afflux de touristes.

Au bout de deux heures et demie de voiture dans l'inextricable bush australien, un éclair multicolore jaillit de derrière une colline tandis que le grondement sourd des basses filtre à travers la forêt. En plein cœur de l'été, les concerts de techno underground se multiplient aux environs de Byron Bay.

A mille lieues de l'univers bien rangé des boîtes qui ont confisqué la musique électronique, ces

dent, l'énergie et le futurisme du mouvement rave s'alliaient au militantisme des groupes de base. The Vibe Tribe a aussi commencé à prendre en main la collecte de fonds en faveur d'associations communautaires, tout en se rapprochant des écologistes locaux pour sensibiliser l'opinion aux droits fonciers des aborigènes, à la privatisation de l'espace public, au nucléaire, etc. A Byron Bay, des collectifs comme Electric Tipi ont conclu le même genre d'alliances.



«Doof»: le son étouffé d'une basse a donné son nom aux raves australiennes du bush.

© Erica Murray, Australie

concerts permettent au public d'échapper à la vie urbaine et lui réinjectent une dose de conscience sociale. Mais l'afflux de touristes étrangers pourrait rapidement tout bouleverser.

D'une certaine manière, le tourisme est à l'origine du mouvement techno local. Encouragés par la multiplication des soirées gays à Sydney, les touristes britanniques ont commencé à y introduire leur musique et leurs idées à partir de 1989, après l'explosion des raves au Royaume-Uni. Ils ont organisé des concerts underground en utilisant les mêmes trucs que chez eux pour échapper à la police: la publicité se faisait sous le manteau et le lieu de rendez-vous était communiqué aux amateurs par téléphone le soir même. Ils ont aussi ouvert des magasins de disques d'importation et sont devenus des DJ à succès. Mais les gens du cru ont vite repris les choses en main. Dès 1991-1992, ils ont organisé au moins quatre concerts tous les week-ends, attirant souvent plusieurs milliers de personnes.

Pendant la même période, The Vibe Tribe, un groupe d'anciens punks, squatters et militants communautaires, a organisé ses premières fêtes gratuites dans les espaces publics de Sydney. Fait sans précé-

Mais à partir de 1995, lois répressives et descentes de police chassent les raves de la rue, les obligeant à se rabattre à l'intérieur de clubs bien contrôlés. The Vibe Tribe se dissout et certains de ses principaux membres, comme Kol Diamond, partent pour Byron Bay. «*Au cours des 20 dernières années, Byron est quasiment devenu le centre nerveux des "modes de vie alternatifs" de ce pays, explique-t-il. Les sous-cultures marginales et les écolos se mélangent aux gourous du New Age. Ils traînent dans les cafés bohèmes en discutant des aspects politiques du profit ou du soja génétiquement modifié et passent leurs journées à surfer sur le Net. [...] Le conseil municipal est issu du parti vert et le journal local très critique à l'égard des grandes entreprises. On a l'impression que dans toute la ville et ses environs, les gens veulent interdire leur territoire au Big Mac.*»

Kol Diamond a contribué au paysage culturel local en créant des studios d'enregistrement et un label, Organarchy. Les petites raves des années 1990 sont devenues des rendez-vous réguliers; les plus grosses sont annoncées *urbi et orbi* par Internet et attirent des centaines d'habitants de Sydney et Melbourne. «*Ces fêtes sont très populaires, très bruyantes et donc très controversées*», souligne Kol Diamond.

► Journaliste, universitaire et organisateur de concerts de musique électronique. Pour plus d'information: <http://www.snarl.org>

Chris Gibson, professeur d'université et grand amateur de raves, a passé six mois à Byron Bay pour situer ce site sur l'échiquier des échanges musicaux internationaux. «*Les gens de Byron se demandent s'ils doivent viser le marché du tourisme international ou se contenter de la clientèle locale*, explique-t-il. *Mais il n'est pas certain que les aspirations locales soient compatibles avec la mentalité "trance" moins engagée sur le plan politique que l'on associe généralement au tourisme de masse.*»

Destination à la mode

Prenons le cas des DJ locaux, qui cherchent de l'argent pour sauver la forêt. Les routards étrangers se sentent-ils réellement concernés par l'environnement, ou sont-ils simplement séduits par le côté «alternatif» de cette action? Les initiatives locales ne risquent-elles pas d'être noyées par des manifestations purement musicales de grande ampleur organisées avec des DJ de la scène trance internationale? Kol Diamond ne se fait pas tant de souci. «*C'était peut-être le risque il y a quatre ans, quand une équipe internationale de DJ et de promoteurs de la trance ont jeté leur dévolu sur la région*, estime-t-il. *Ils cherchaient un nouveau marché et Byron est devenu une destination à la mode. Mais la vie ici a toujours été très chère, comparée à la Thaïlande ou à l'Inde, si bien que seuls sont restés ceux qui étaient vraiment intéressés par un autre mode de vie, plus respectueux de l'environnement.*»

Le débat sur le tourisme a récemment débordé la communauté musicale, qui s'est opposée aux autorités locales au sujet du réveillon du Millénaire techno. Selon Kol Diamond, «*ces trois fêtes*

techno menaçaient d'attirer plus de monde que les célébrations municipales officielles». Or, la ville n'en tire aucun revenu. De plus, ces manifestations où chacun apporte ses «munitions» ont tendance à priver de clients les discothèques et les bars de la région. Rappelons qu'en 1995, la répression contre les raves de Sydney avait été en grande partie décidée sous la pression des fabricants d'alcool.

Aussi les ravers n'ont-ils guère été surpris, toujours selon Kol Diamond, du «*harcèlement policier qui a sévi toute la nuit, de la première minute jusqu'à l'aube, aboutissant à la confiscation d'équipement et à des poursuites judiciaires*». Pour lui, cette répression

Viser le marché du tourisme international ou se contenter de la clientèle locale?

incarnait la décision du conseil municipal «*de faire passer les dollars des touristes avant les aspirations artistiques de la communauté locale*».

Aujourd'hui, Byron attend de voir comment va évoluer le climat politique. Pendant ce temps, Organarchy travaille à augmenter la production locale et à renforcer l'indépendance artistique et politique de la communauté. «*Les choses se jouent au niveau local*, estime Kol Diamond. *Tout ce qui est mondialisé – musique, industrie, tourisme, etc. – commence à puer dès qu'on en fait des produits de grande consommation...*».

La musique est un témoin et un allié. Le rythme est comme une confession qui marque le temps, le change et le transcende. Ainsi, l'histoire devient un vêtement que nous pouvons porter et partager, et non pas un voile derrière lequel se cacher; et le temps devient notre ami.

James Baldwin, écrivain américain (1924-1987)

Électrons libres à Belgrade

► Dragan Ambrozic

Flottant dans le rêve anarchiste d'une culture libre, les jeunes Serbes créent un univers parallèle né de la musique.

«**T** *une in and drop out*: «*Ecoute et évade-toi*». C'est un vieux slogan retentit dans le monde entier, partout où des jeunes – des teen-agers aux éternels adolescents de 30 ans –, écoutent de la musique pour se déconnecter de leurs univers et de ses problèmes. A Belgrade, en revanche, les fans de la techno «s'évadent» avec une ardeur qui dépasse le simple défi à l'autorité.

Dans le contexte serbe de corruption et de nationalisme rampants, ils ont créé un monde parallèle. Ses habitants circulent comme des électrons libres dans le circuit des clubs, des soirées underground et des réseaux musicaux pirates, et leur apolitisme exprime une position politique sans concession.

En-dehors des Balkans, cette forme d'évasion est le plus souvent une façon d'oublier les pressions

sociales et familiales. A Belgrade, les jeunes ne refusent pas seulement les attentes de leurs parents, mais aussi l'avenir de privations que l'on promet à la plupart d'entre eux. Seule l'élite a une chance de survie économique dans ce pays où 5% de la population possède 80% de la richesse nationale. Dans les 10 dernières années, quelque 250 000 adolescents et jeunes adultes ont émigré, la plupart vers l'Europe de l'Ouest, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas.

Il faut être surréaliste pour concevoir des projets d'avenir dans une fédération qui n'existe plus. On s'enivre du rêve d'une opposition unie envahissant les rues de Belgrade, et une minute plus tard, le mouvement implose dans les vapeurs brûlantes des gaz lacrymogènes. «*On ne nous aura plus!*», clament ►

► Journaliste pour la station de radio indépendante B2-92 et organisateur de concerts.

► les tribus techno qui ont appris à se méfier de presque tous les hommes politiques de plus de 30 ans. Il n'y a chez eux aucune indulgence pour les vaines querelles des leaders de l'opposition ni aucun respect pour l'establishment. Ni l'un ni l'autre n'ont le moindre remède à proposer pour guérir les blessures infligées à la société par la pauvreté croissante et la criminalisation de l'Etat.

La classique rébellion des jeunes, que l'on peut résumer par le slogan «No Future», n'explique pas tout. En créant un univers parallèle à travers la musique, les tribus technos s'inscrivent dans la Zone Autonome Temporaire, la TAZ¹ du philosophe Hakim Bey, gourou anarchiste basé à New York. C'est très simple: imaginez des «utopies pirates», des «mini-sociétés vivant consciemment en dehors de la loi et déterminées à continuer, quitte à mener une vie courte mais joyeuse». Aux yeux de Bey, un affrontement direct avec l'Etat serait un «martyre vain».

Au lieu de perdre votre temps dans le monde dogmatique et prédateur de la révolution, où chaque idéologie dévore celle qui la précède, pensez plutôt aux joies de l'insurrection: «la TAZ est comme une insurrection qui ne serait pas directement engagée contre l'Etat, une opération de guérilla qui libérerait une zone (de terre, de temps, d'imagination), puis se dissoudrait pour se reformer à un autre endroit/un autre moment, avant que l'Etat ne parvienne à l'écraser».

Imaginez des «utopies pirates», des «mini-sociétés vivant consciemment en dehors de la loi et déterminées à continuer, quitte à mener une vie courte mais joyeuse»

Belgrade offre à la TAZ un terrain idéal. L'Etat omniprésent y est plein de lézardes où les tribus peuvent se glisser. La scène techno, par exemple, s'est littéralement développée dans l'underground: la cave de la Faculté des arts. C'était en 1992, l'année où le démembrement de la Yougoslavie fut le plus sanglant.

Remplaçant la vieille avant-garde révolutionnaire du rock'n roll par la magie techno des disques jockeys, le club Adademija fit un véritable coup d'Etat musical. Des groupes constitués d'adolescents et de jeunes d'une vingtaine d'années se formèrent autour d'un but commun: échapper à un monde déchiré par la guerre en s'immergeant dans le futurisme techno. Lentement, ils ont construit un univers parallèle dont les mots d'ordre semblent sortis d'une page de Bey. Convertir le négatif en positif. Rejeter la politique non pas par apathie, mais en créant des réseaux alternatifs. Rejeter la notion capitaliste du travail, non pas par paresse, mais en développant le marché noir. Les tribus



Au lieu de suivre les hommes politiques locaux, les tribus techno avancent à leur propre rythme. Ici à Belgrade en 1996.

© Zamur Art/Gamma, Paris

technos ont ainsi reconquis leur place dans les clubs et les entrepôts abandonnés. Sans argent liquide pour payer leur matériel, ils ont «emprunté», troqué et recyclé de vieilles enceintes et platines. Privés d'accès aux fabricants de disques ou de CD, ils ont importé clandestinement des enregistrements pirates de Bulgarie. On pourrait croire qu'ils ont suivi à la lettre les préceptes de Bey, alors que la plupart n'ont jamais entendu parler de lui.

Ces jeunes sont tournés vers l'action et laissent la philosophie aux penseurs comme Bey. Ils ne se soucient ni du passé ni de l'avenir, mais s'attaquent au statu quo ambiant. En 1996-1997, par exemple, l'opposition a orchestré pendant trois mois des manifestations contre le gouvernement, qui essayait d'annuler sa victoire aux élections locales. Pendant ce temps, au lieu de suivre les leaders, les tribus techno organisaient leurs propres protestations carnavalesques.

Plus tard, pendant les bombardements de l'OTAN, des centaines de fêtards se sont retrouvés dans les soirées techno organisées par deux meneurs de 20 ans, Marko Nastic et Dejan Milicevic, alias les Teenage Techno Punks. L'insurrection flottait sur les ailes de l'utopie qui, écrit Bey, «permet d'imaginer une vie quotidienne plus intense ou, comme diraient les sur-réalistes, une vie pénétrée par le merveilleux».

«Frappez les structures de contrôle», prêche le gourou anarchiste. Baignant dans le monde futuriste de la musique, les tribus techno s'attaquent à la nostalgie d'une gloire passée cultivée par l'Etat. Elles mettent aussi en pièce l'idée que l'argent est la voie royale vers un avenir meilleur, alors que la planche à billets nourrit l'inflation galopante. En s'évadant, les tribus ne renverseront pas le gouvernement. Elles ne transformeront pas non plus la société directement. Mais ce n'est pas leur objectif. ■



Nous ne nous posons
jamais
Trop de questions
Il y a trop de vérité
dans l'introspection
Nous maintenons
la discipline
Et évitons
le laisser-aller
Nous mimons
tous les stéréotypes
Et essayons
d'en faire des leurres
Alors nous devenons de
brillants exemples
Du système
que nous voulions
abattre.

Famous and Dandy (Like Amos 'n' Andy), du groupe américain The Disposable Heroes of HipHoprisy

1. *The Temporary Autonomous Zone*, Autonomedia, Anti-copyright, 1985, 1991.

DJ: les nouvelles idoles des jeunes

► Kai Fikentscher

L'histoire des disques-jockeys, simples animateurs de soirées devenus producteurs et compositeurs, commence dans l'ancienne Mecque du disco, New York. Et finit dans le monde entier.

Pendant des décennies, les DJ ont passé des disques. Puis, au cours des 30 dernières années, qui ont vu l'essor de la musique «dance» électronique, ils sont devenus de véritables icônes culturelles. Quand cette conversion s'est-elle opérée? Comment se sont-ils transformés en gardiens des industries musicales locales puis, pour certains, en ambassadeurs mondiaux des styles les plus «tendance»?

D'où tiennent-ils leur succès? De leur art consommé d'ensorceler les danseurs? De leur façon de «travailler» un disque pour qu'il paraisse à la fois familier et d'une captivante nouveauté? De leur aptitude à transporter les foules au septième ciel, et pas seulement une fois par soirée mais plusieurs? Ou serait-ce qu'ils gagnent beaucoup d'argent et qu'ils deviennent célèbres et médiatiques? La réponse est sans doute un mélange de toutes ces raisons. La «culture DJ» plonge ses racines dans les grands foyers urbains de la créativité musicale. Des villes comme New York. On ne peut pas retracer l'histoire des DJ sans partir de là, sans évoquer l'ère pré-disco de la fin des années 1960, sans parler de ce carrefour de la culture africaine-américaine et de la prise de conscience homosexuelle, les deux phénomènes qui ont constitué le socle de la «culture dance» contemporaine.

Qu'on l'associe au disco, au «clubbing» ou à la house, cette culture a vu le jour dans la Grosse Pomme: New York est devenue la capitale mondiale du disco au milieu des années 1970 grâce à sa folle vie nocturne underground, animée par des homosexuels latino et africains-américains. Les légendaires discothèques new-yorkaises, comme le Sanctuary, The Loft, le Better Days et le Paradise Garage, sont nées de la fusion entre trois types d'établissements où l'on dansait dans les années 1960 – avec ou sans DJ – sur de la musique enregistrée. La discothèque à la française, dans ces lieux très chics de Manhattan comme Le Club et plus tard Arthur et Cheetah, a fait figure de précurseur. Le décor et la clientèle rappelaient les «boîtes» d'après-guerre. Le lieu, très choisi, était réservé à la jet-set.

Cette conception élitiste a évolué au tournant des années 1960-1970. Les discothèques se sont

adaptées aux changements sociaux qui traversaient la société américaine. De jeunes citadins marginalisés ou qui se vivaient comme tels – notamment les minorités ethniques, les femmes et les homosexuels – ont commencé à faire entendre leur voix. Ce mouvement regroupait hippies anti-establishment et «pré-woodstockiens», poètes tourmentés, musiciens, acteurs, artistes en tous genres et toute une foule de Caucasiens, Africains-Américains et Latinos issus de la classe ouvrière. Ces gens se mélangeaient à l'occasion, mais fréquentaient plutôt des lieux différents qu'ils choisissaient en fonction de leur orientation sexuelle.

Les hétérosexuels se réunissaient dans des endroits comme l'Electric Circus et le Zodiac, où l'on passait un mélange de rock, de rythm&blues (R&B) et de formes primitives de la world. Les jeunes gays en revanche fraternisaient dans les bars et les clubs de quartiers. Qu'ils fussent autorisés ou non, ces lieux étaient généralement situés dans des zones ethniquement homogènes comme Harlem, les «barrios» hispaniques ou l'Upper West Side.

Pendant que la musique s'écoulait du juke

box ou de la cabine du DJ, des hommes plus mûrs, parfois des travestis, initiaient les plus jeunes à «la Vie» – une vie très active sur les plans sexuel et social mais souvent clandestine. Certains de ces bars faisaient régulièrement l'objet de descentes de police, jusqu'à ce que les légendaires émeutes de Stonewall y mettent fin. Pour la première fois le 28 juin 1969, à Greenwich Village, les homosexuels se sont opposés collectivement et avec succès à la police. Après cette date, de nombreux gays et lesbiennes ont commencé à comprendre que leur «clubbing» pouvait leur offrir bien plus qu'un simple passe-temps. Il leur permettait aussi de se construire une identité commune.

La première discothèque gay a sans doute ouvert ses portes en dehors de New York, à Cherry Grove ou sur Fire Island. Mais c'est à Manhattan qu'est né le premier club urbain qui mariait à la fois la notoriété, la popularité et la séduction de l'interdit: le Sanctuary – Manhattan West 43rd Street – est devenu en 1970 le prototype des futures discothèques underground homosexuelles. C'est aussi là ►

Les discothèques se sont adaptées aux changements sociaux qui traversaient la société américaine

► Ethnomusicologue, producteur et auteur de *You Better Work, Underground Dance Music* in New York City (Wesleyan University Press, 2000).

► qu'est apparue la première star DJ: danseurs et groupes affluaient pour voir et entendre DJ Francis (Grasso), qui maîtrisait un nouvel instrument (composé de deux platines et d'une table de mixage) et un nouveau public. De sa cabine fusait un feu d'artifice de lumières et de sons qui enivrait une salle totalement bondée.

Du disco à la house

En 1973, plusieurs magazines américains comme *Billboard* et *Rolling Stones* ainsi que les stations de radio new-yorkaises se sont mis à populariser le disco. Un nombre croissant de fans a commencé à s'arracher ces albums, obligeant les maisons de disques à s'y intéresser. Tout comme les animateurs radio des années 1950, les DJ des boîtes ont acquis assez d'influence pour faire ou défaire les nouveaux succès. Leur prestige grandissant leur a permis de peser sur la production discographique. Par exemple, le DJ new-yorkais David Todd fit connaître une danse latine, le «hustle», au producteur de R&B Van McCoy. Il en ressortit un disque du même nom, l'un des plus grands succès de McCoy, tandis que Todd se vit chargé de développer le département disco du label RCA Records.

Entre 1975 et 1985, la frontière entre les producteurs, les ingénieurs du son, les auteurs-compositeurs et les disques-jockeys s'est brouillée. Les DJ se sont aventurés dans les studios, avec leurs techniques très particulières comme la création de sons nouveaux, le «mixing» (enchaînement de plusieurs morceaux) et le «remix» (chansons anciennes retravaillées dans de nouvelles versions). Ils manipulaient les technologies comme leurs inventeurs ne l'auraient jamais imaginé. Un simple synthéti-

seur/sampler comme le Roland TB-303, qui imitait la guitare basse et avait été conçu pour le rock, est devenu le matériel de base de l'acid house. Les DJ «jouaient» véritablement de cette petite boîte, comme ils le faisaient avec les disques vinyle, contrôlant tonalité, résonance et fréquence du son. En mariant la boîte à rythme et le sampler, ils ont élargi leur répertoire «club» et produit pour la grande distribution des tubes inédits et des remix de vieilles chansons. C'est ainsi que la house est née du disco.

La rentabilité de la musique dance a suivi. Depuis l'invention des cassettes et des CD, les DJ ont été le principal moteur économique qui a permis de maintenir en vie le disque vinyle. Ils ont envahi les grands pôles de l'industrie de la dance: les labels indépendants, le «record pool» (distributeurs de disques promotionnels qui demandent aux DJ de les tester auprès du public), les clubs underground et les disquaires. Le prestige croissant des disques-jockeys, ex-manipulateurs de vinyle reconvertis en remixers-producteurs, en a fait de vraies idoles culturelles.

La dance est aujourd'hui un phénomène global, exporté dans le monde entier par un groupe de DJ qui a tissé sa toile musicale, son propre Web mondial. «L'Internet de la dance» est constitué d'axes reliant les multiples cultures dance locales de la planète.

Une tradition orale

Pour les DJ new-yorkais, le premier de ces axes traverse les États-Unis, passant par des villes phares de la culture dance. Danny Tenaglia a ainsi quitté New York pour Miami où il a fait ses armes, avant de revenir à Manhattan pour devenir l'un des remixers américains les plus en vue. Un autre DJ de



Techno Made in Japan

► Kenji Gamon

Ces 10 dernières années, les musiciens se sont vu remplacés par du matériel informatique, tandis que disques durs et enregistreurs numériques portables se substituaient aux bandes magnétiques. Ce matériel numérique, de moins en moins cher, est à la portée d'une nouvelle catégorie de musiciens qui, jusqu'ici, avaient peu de chance de se faire un nom dans l'industrie musicale grand public. Avec des sociétés comme Akai, Roland et Yamaha, qui produisent à la chaîne des gadgets dernier cri pour les DJ, Tokyo est l'épicentre de la révolution numérique.

Depuis peu, le label «Made in Japan» gravé au dos des instruments électroniques est devenu un produit culturel d'exportation à part entière. Le Japon connaît une sorte de renaissance pop, conduite par des DJ comme Ken Ishii, Tsuyoshi, Fumiya Tanaka et DJ Krush, qui s'illustrent sur les

marchés musicaux américain et européen.

Ken Ishii, 30 ans, est la plus connue de ces stars montantes. Il y a une dizaine d'années, il a envoyé une bande de démonstration au label techno belge R&S, qui lui a immédiatement fait signer un contrat. Le jeune maestro de la techno a été ainsi propulsé sur le devant de la scène mondiale, ce qui lui a assuré la célébrité dans son propre pays.

A Komaba, tranquille mais tentaculaire quartier de Tokyo, Kisie Irie, 28 ans, et Takashi Saityo, 24 ans, s'efforcent d'égaliser les nouveaux dieux de la techno. Dans le studio d'Irie, le duo, rebaptisé A/F+BAD KARMA, concocte avec ferveur un cocktail de rythmes et de sons techno. Ces deux DJ ont dépensé leurs économies de plusieurs années (près de 2 000 dollars) pour faire graver chez un fabricant tchèque 300 disques vinyle de leur quatre dernières créations.

Passer le cap de la production n'est toutefois pas le plus difficile pour les DJ en chambre: le véritable combat les attend à l'étape de la distribution. Ils sont de plus en plus nombreux à se livrer une concurrence féroce pour placer leurs œuvres chez les disquaires locaux. «Bien sûr, le Japon a quelques

stars rentables comme Ishii, mais ça ne veut pas dire que l'industrie musicale, les clubs ou les magasins de disques aient envie d'encourager de nouveaux talents», déclare Irie. Les gens comme nous doivent commencer en bas de l'échelle.»

Malgré leur nombre exponentiel, les DJ nippons n'ont pas apporté grand-chose de neuf. «Tout le monde a le même son», regrette Zatiochi Nakano, 35 ans, ingénieur du son spécialiste des instruments numériques. «Mais c'est le cas partout, parce que les jeunes cultivent une esthétique «cool» afin de séduire un public aussi vaste que possible.» Selon lui, les nouveaux instruments numériques sont révolutionnaires car ils permettent aux néophytes d'inventer leurs propres sons. Le talent, cependant, ne doit pas être confondu avec le plaisir de la création. «Il n'y a rien de nouveau sous le soleil: pour faire de la bonne musique, il faut de bons musiciens», conclut Nakano. ■

► Chroniqueur musical basé à Tokyo.



© Jean Christian Bourcart/apho, Paris

la Grosse Pomme, Frankie Knuckles, est allé à Chicago pour animer le Warehouse, un club noir gay, avant de revenir également à sa ville d'origine. Ce genre de professionnels ont fait des allers-retours permanents entre New York et d'autres métropoles, collectionné des disques produits ailleurs et rapporté avec eux une large gamme de nouveaux sons.

Le deuxième axe de la dance est transatlantique. Il va de Chicago à Londres, via New York. En 1986-1987, après le premier choc créé à Chicago par la house, les maisons de disques et les grands médias rechignaient à promouvoir cette musique associée aux Africains-Américains homosexuels. Les artistes house se sont alors tournés vers le reste du monde: Londres, mais aussi Manchester, Berlin, Amsterdam, Milan, Zurich et Tel Aviv. La suite appartient à l'histoire de la culture rave, typique des jeunes européens, qui continue de battre son plein. Le troisième axe conduit au Japon. Depuis la fin des années 1980, des DJ new-yorkais ont été invités à y jouer devant un public aussi éloigné des sensibilités homosexuelles et africaines-américaines que les Européens. Pourtant, des poches locales de la culture dance s'y sont formées et continuent de s'étendre à Tokyo et dans d'autres grandes villes de l'archipel.

En ce début de millénaire, les chemins des DJ mènent à bien d'autres métropoles encore: Sao Paulo, Mexico, Dar es-Salaam... Une nouvelle génération y perpétue la tradition tout en l'enrichissant. Une tradition sans code ni manuel, qui n'a même jamais été étudiée sérieusement. Une tradition orale, pourrait-on dire, transmise par des DJ qui se nourrissent de l'expérience de leurs prédécesseurs. ■

ADF: ni exotique, ni éthique, mais politique

Pandit G, d'Asian Dub Foundation, l'un des groupes les plus engagés du Royaume-Uni, souligne les contradictions de l'engouement des Européens pour tout ce qui est «ethnique».

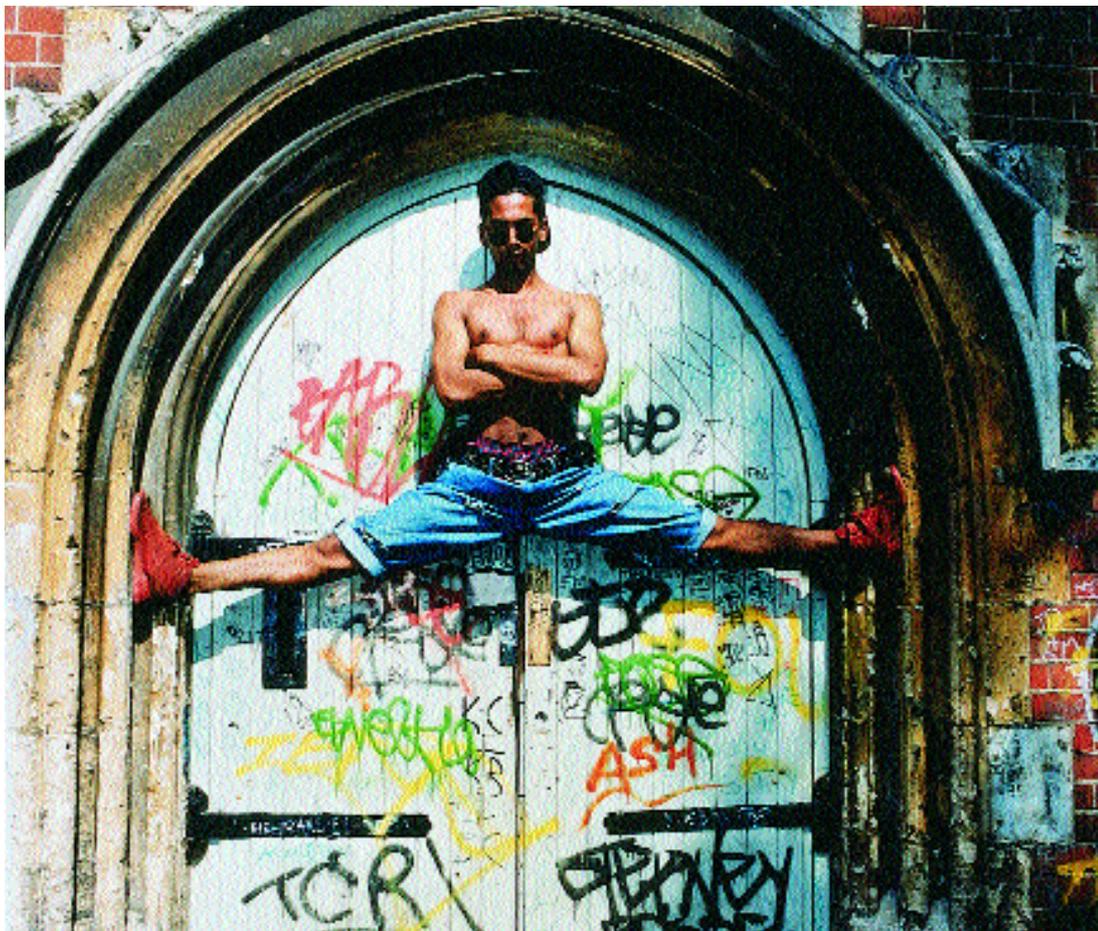
L'industrie mondiale de la musique se fait beaucoup d'argent en mélangeant différents styles, souvent traditionnels, à des genres comme le hip-hop ou la techno. Est-ce une énième variante du mode classique d'exploitation capitaliste: on extrait un matériau brut, on emballe et on revend aux «autochtones»?

Il y a toujours eu des gens pour créer leur propre style en mélangeant des musiques venues d'ailleurs. Le bhangra, par exemple, est une forme de musique populaire authentiquement pendjabi mais créée au Royaume-Uni. Les premiers émigrés du sous-continent asiatique y sont en général venus travailler dans les filatures de coton et le textile après la guerre et dans les années 1950. Ils étaient nombreux à venir du Pendjab. Toute une génération, jusqu'à la fin des

années 1960, a donc écouté de la musique populaire de cette région mélangée à la musique dominante de l'époque, le rock: on ajoutait des guitares électriques et une batterie aux instruments traditionnels. Mais, a contrario, il y a toujours des gens qui misent sur le goût du public pour l'exotisme. Pourquoi le groupe de rock néo-hippie Kula Shaker a-t-il besoin d'aller en Inde pour trouver de l'inspiration? Pourquoi ne pas aller dans un quartier asiatique aux portes de Londres, comme celui de Southall?

Que pensez-vous de l'engouement actuel pour la musique et la mode «indiennes»?

Aujourd'hui, on est «branché» asiatique comme on est «branché» antillais ou noir-américain. Mais personne ►



Cet univers de lutte, où il faut se battre sans répit, m'a été imposé par l'oppression. Sans cela, j'aurais été sculpteur, jardinier ou charpentier. Vous savez, j'aurais fait beaucoup mieux.

Committed to Life,
Asian Dub Foundation

Dans le quartier populaire de Londres, London's East End.

© Jaktar Sempay/Rapho, Paris

► n'est «branché» blanc ou occidental. L'identité noire se confond largement avec la révolte contre l'establishment. Le goût du public pour tout ce qui est exotique fait que ça se vend assez bien mais ce sera oublié dans quelques années. Au Royaume-Uni, on voit des gens dans la rue qui ont l'impression de militer contre le racisme parce qu'ils portent une marque sur le front (bindi). Mais ils n'adressent jamais la parole aux Asiatiques qui tiennent l'épicerie du coin.

Que pensez-vous du «nouvel underground asiatique», étiquette souvent associée à Asian Dub Foundation (ADF)?

Ça fait vendre. Mais à cause du passé colonial, nous raisonnons comme des Britanniques. Au Royaume-Uni, la société blanche a tendance à considérer la communauté asiatique comme homogène. Pourtant, les quelques musiciens qui constituent cet «underground asiatique» sont musulmans, hindous, chrétiens, sikhs ou bouddhistes et viennent – à l'origine – d'une zone géographique grande comme trois fois le Royaume-Uni.

Vous chantez: «Pour nous, pas d'ethnique, pas d'exotique, ni d'éclectique. Notre seul "e" est électrique». Avez-vous jamais le sentiment pesant de représenter un groupe ethnique?

Nous ne représentons que nous-mêmes. C'est précisément ce que dit un passage de notre album Rafi's Revenge: «La culture est toujours en mouvement. Rien n'est figé». On peut rétorquer la même chose aux Blancs qui s'imaginent qu'il fut une époque idéale où existait une société britannique

pure... ce qui n'a jamais été le cas. Pas plus qu'il n'y a jamais eu de société indienne pure.

L'étiquette qu'on nous accole le plus souvent est celle de «groupe politique». On entend des journalistes dire: «Abstraction faite du côté politique, cet album n'est pas mal». Pour nous, tout est politique. Cinq Asiatiques sur scène, qui jouent de la guitare et font du sampling, c'est politique.

Vous dites qu'ADF n'a jamais été directement censuré en raison de ses positions radicalement anti-racistes¹; mais comment les médias et l'industrie musicale pourraient-ils étouffer votre message?

Au début, les médias vous présentent comme une nouveauté. En fait, la seule nouveauté tient à ce que vos positions radicales touchent un large public. Du coup, vous dérangez l'establishment, ce qui n'aide pas les médias à vendre leur espace à la publicité. Alors que font-ils? Ils vous rendent célèbres, vous isolent et essaient ensuite de vous écraser. Les maisons de disques ne font pas de censure directe. Mais vous ne trouvez plus vos disques dans les magasins et personne ne vous aide à organiser vos tournées. ■

Propos recueillis par Amy Otchet,
journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

1.ADF a été le fer de lance de la campagne internationale visant à obtenir la libération de Satpal Ram, injustement emprisonné, selon de nombreux témoignages, pour s'être défendu contre une agression raciste menée par six hommes à Birmingham, en 1986. Pour en savoir plus: <http://www.asiandubfoundation.com>.

Le bhangra, fierté de la jeunesse indienne

► Sudhanva Deshpande

La musique traditionnelle des paysans du Pendjab, le bhangra, fait un retour en force auprès de la jeunesse indienne dorée. Et détrône les poids lourds de la musique américaine.

Sur la hi-fi, Bruce Springsteen hurle *Born in the USA*. Quelqu'un a poussé les basses, la salle est un cœur qui bat à tout rompre. Les couples dansent, ça balance. «*C'est la fêteeee*!», crie d'une voix perçante une jeune femme légèrement ivre. Elle n'apostrophe personne en particulier, et personne ne lui prête attention. Je suis avec des étudiants qui ont quelque chose à fêter. Peut-être la fin du trimestre. Ou un anniversaire. Quelle importance? «*C'est la fêteeee*!»

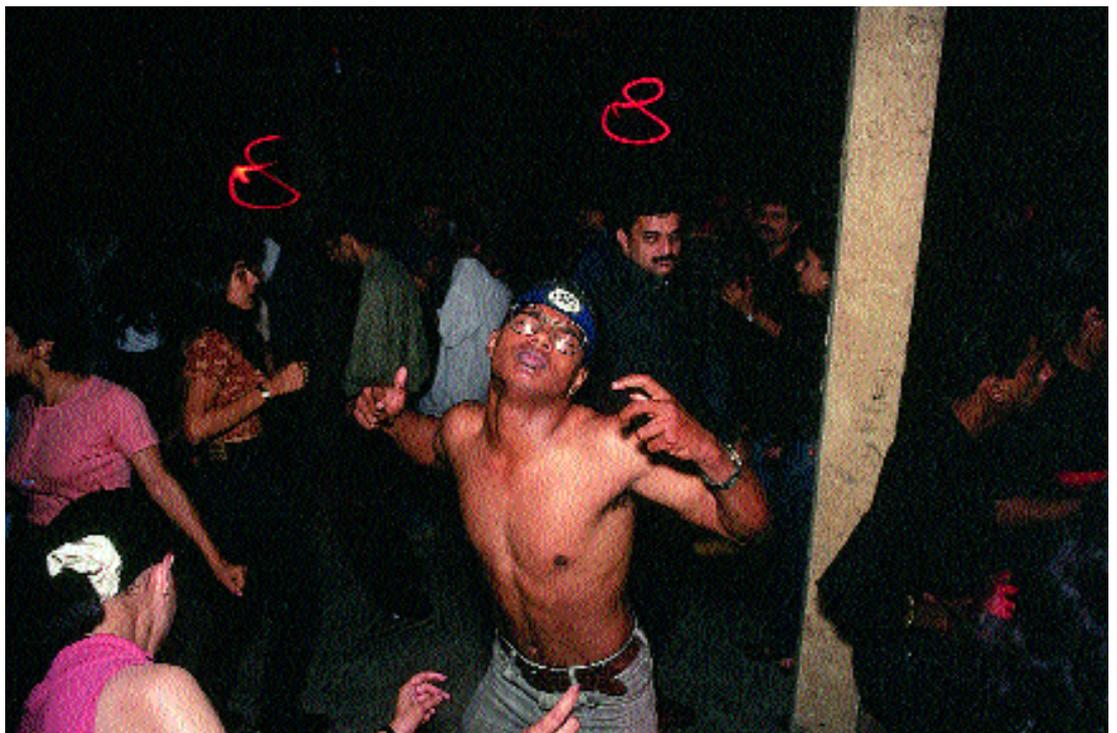
Nous sommes à Delhi, dans un des quartiers sud, plutôt riche. Il est près de minuit, l'ambiance monte. Jusqu'à présent, on n'a entendu que des chansons en anglais – Madonna, Michael Jackson et même les Pink Floyd, et beaucoup d'inconnus qui ne m'enchantent guère. Puis quelqu'un décide qu'il est temps de passer aux choses sérieuses. La musique s'interrompt. Des rugissements unanimes jaillissent dès les premiers accords de la nouvelle cassette: c'est Daler Mehndi, le sikh dansant, roi incontesté du bhangra. L'adrénaline coule enfin! Tout le monde danse. Nous voilà partis pour une longue série de chanteurs d'Indipop. Surtout de bhangra.

C'est nouveau. Pendant les années 1980 et jusqu'au début des années 1990, c'était la honte d'avouer qu'on écoutait du hindi – sans parler du pendjabi! Quel public avait Gurdas Mann, la première vedette du bhangra des années 1980 qui connaît actuellement un petit retour en grâce? Les jeunes Pendjabi du Khalsa College, plutôt populaire, les boutiquiers et les routiers trompant l'ennui. Mais au St Stephens College, plus élitiste, on préférerait Michael Jackson et compagnie.

C'en est fini aujourd'hui. La génération des 13-23 ans, que les grandes maisons de disques tentent de séduire en dépensant des millions, est devenue patriotique. «*Je suis fier de cette musique*, confie un fan du bhangra. *Avec elle, je me sens tellement indien!*» Ce jeune blasé de 23 ans, style «j'ai-tout-vu-j'ai-tout-fait», en avait 13 quand l'Etat indien a entrepris de libéraliser l'économie.

Dans les 10 ans qui ont suivi, cinq gouvernements représentant l'ensemble de l'éventail politique se sont succédé au pouvoir, et, à l'exception d'une gauche relativement faible, ont tous fait montre d'une stupéfiante unanimité sur la mondialisation. ►

C'est la fête dans un entrepôt de Bombay.



► Acteur et metteur en scène. Membre du Jana Natya Manch de New Delhi, surtout connu pour son théâtre de rue militant.

© Paul Smith/Panos Pictures, Paris

► Les milieux d'affaires, avec un large soutien de l'intelligentsia libérale, ont poussé l'Inde vers la libéralisation à marche forcée. Le paysage de l'Inde urbaine s'en est trouvé incroyablement transformé. De vastes régions rurales montrent aussi des signes de changement, en particulier dans cet Etat très agricole qu'est le Pendjab.

Ravagé par la partition de 1947, il a connu les déplacements de population les plus colossaux de l'histoire: des millions d'hindous et de sikhs sont passés du côté indien, des millions de musulmans du côté pakistanais. Pendant plus d'une génération, les Pendjabi ont travaillé avec ardeur; beaucoup ont gravi l'échelle sociale grâce à la révolution verte. L'émigration a été massive au moment de la partition, essentiellement vers le Royaume-Uni, mais de gros effectifs de jeunes Pendjabi continuent à s'expatrier là-bas, ainsi qu'aux Etats-Unis, au Canada et autres terres lointaines. Ils envoient en Inde une partie de l'argent qu'ils gagnent. Les villes regorgent de voitures puissantes, de «home cinémas», de McDonald. Les antennes paraboliques sont partout. Même les villages ont aujourd'hui des distributeurs de billets et tout le monde porte des chaussures Nike, des lunettes de soleil Ray-Ban et des chemises Benetton – certes, il y a plus de contrefaçons que d'authentiques, mais quelle importance? Tout cela s'accompagne d'un écart accru entre riches et pauvres à l'intérieur du pays. Mais, là encore, quelle importance? «C'est la fête!»

Voilà le paradoxe du bhangra: il perce en tant que musique indienne dans la même période où ses auditeurs s'intègrent avec fougue au marché mondial et à ses modèles de consommation. Interrogez les 13-23 ans de la classe aisée. On vous répondra: «C'est notre musique!».

Les succès musicaux des groupes d'origine indienne – Apache Indian, Bally Sagoo, etc. – au Royaume-Uni, surnommé «Blancheterre», leur inspirent une vraie fierté. «Nous ne sommes plus là seulement à consommer la culture des autres. Maintenant, c'est nous qui produisons la musique que le monde veut écouter.» Mais voyons, ce boom du bhangra... N'est-il pas né en Occident? N'a-t-il pas été importé en Inde, lui aussi? «Oui, mais c'est indien, tu comprends. Là-bas, ce sont les nôtres qui la font, cette musique.»

Mais pourquoi le bhangra? «A cause du rythme. C'est très dansant.» Toute la musique populaire traditionnelle l'est aussi, non? «J'imagine.» Silence. «Vous vous souvenez du dandiya?», lance un danseur plus âgé (il parle d'une musique du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, qui faisait fureur dans les années 1980). «Ça, c'était dansant!» Pourquoi a-t-il été détrôné par le bhangra, alors? «C'est simple. Avant, chez les expat' (les expatriés), les Gujju (originaires du Gujarat) dominaient. Maintenant, ce sont les Pujju (originaires du Pendjab), donc leur musique domine aussi.» Simple, effectivement. Trop simple, peut-être? Et le gidra, pourquoi ne l'entend-on jamais? C'est du Pendjab, et c'est aussi dansant que le bhangra. «C'est simple: le

gidra, c'est un chant de femmes. Comment les hommes pourraient-ils le chanter ou le danser?» Mais le bhangra, ce n'est pas trop masculin? Ce sont des hommes qui le chantent. «Justement! Le bhangra, c'est un chant d'hommes, donc tout le monde peut le danser.» Ultra-simple, vraiment.

Un ami pendjabi passionné de musique locale avance une autre explication: «C'est pour se donner une identité, voilà tout. Les gens associent culture du Pendjab et bhangra parce que les films en hindi s'en sont servis plus que de tout autre genre musical pendjabi. Résultat: dans les esprits, musique pendjabi égale bhangra. Dans ce qu'on entend aujourd'hui, beaucoup d'airs ne ressemblent pas du tout à du bhangra, mais on leur donne à tous ce nom, à cause du dhol [instrument à percussion porté sur l'épaule et frappé des deux côtés avec des baguettes]. On pense que tout ce qui se joue sur le dhol et qui a des balle balle [cris de joie] et des kudiye [“fille” en pendjabi] est du bhangra.» Mais alors, qu'est-ce que c'est? «Du kitsch, la plupart du temps. Emprunté ici et là et bien mixé. Tout ce qui marche fait l'affaire. Après quoi, il y aura un million de variantes, jusqu'à ce qu'une autre chose fasse tilt.» En attendant, les maisons de disques ont gagné des millions.

Vous entendez ça? Beaucoup de ce qu'on prend pour du bhangra n'est pas du bhangra! «Quelle importance?», s'écrie une jeune fille de 18 ans. «C'est indien, on comprend les paroles. Pas seulement le refrain, comme dans les chansons en anglais.» Vraiment? Et Daler Mehndi, combien comprennent ce qu'il chante, à part le refrain? «C'est parce que les gens n'écoutent

pas. Certaines de ses chansons sont belles, elles sont vraiment “philosophiques”.» Philosophiques? «Mais oui! Il y en a une où il dit qu'aimer, c'est comme filer au rouet.» Et elle me cite les vers en pendjabi. Ils sont beaux, je l'avoue, mais la langue est loin d'être simple. «Parce qu'ils sont traditionnels; c'est ma grand-mère qui me les a expliqués», me confie ma jeune amie. Là, ça devient intéressant. Et qu'est-ce qu'elle en pense, ta grand-mère? «Oh, elle s'en amuse. Elle n'aurait jamais cru qu'on passait ça en discothèque.» Ça la choque? «Pas vraiment. Elle dit qu'à notre époque, le dollar est roi, qu'on vendrait sa mère pour un petit prix.» Mais sur ce point précis, elle est d'accord? «Je ne sais pas. Je crois qu'elle n'est pas trop contre, parce que comme ça, j'apprends un peu de pendjabi. Je n'y suis jamais allée, au Pendjab, tu sais...»

Ainsi, la boucle est bouclée. Créé par le rude paysan du Pendjab pour fêter moissons, mariages et autres heureux événements, le bhangra a été exporté par son petit-fils expatrié en Occident. Là-bas, on l'a mélangé au rap et au reggae des quartiers noirs défavorisés et à la musique de film en hindi. Ainsi réinventé, il a été réexporté en Inde par les grandes maisons de disques, qui en tirent d'énormes profits. Et ici, en Inde, il aide les gosses de riches – les enfants d'une élite sociale de plus en plus anglicisée – à redécouvrir leur héritage rural. Le bhangra perd ainsi tout lien avec la vie matérielle des paysans qui l'ont créé. Mais quelle importance? «C'est la fête!»

Cela n'a rien d'extraordinaire. Il suffit d'enfoncer les bonnes touches au bon moment et l'instrument joue tout seul.

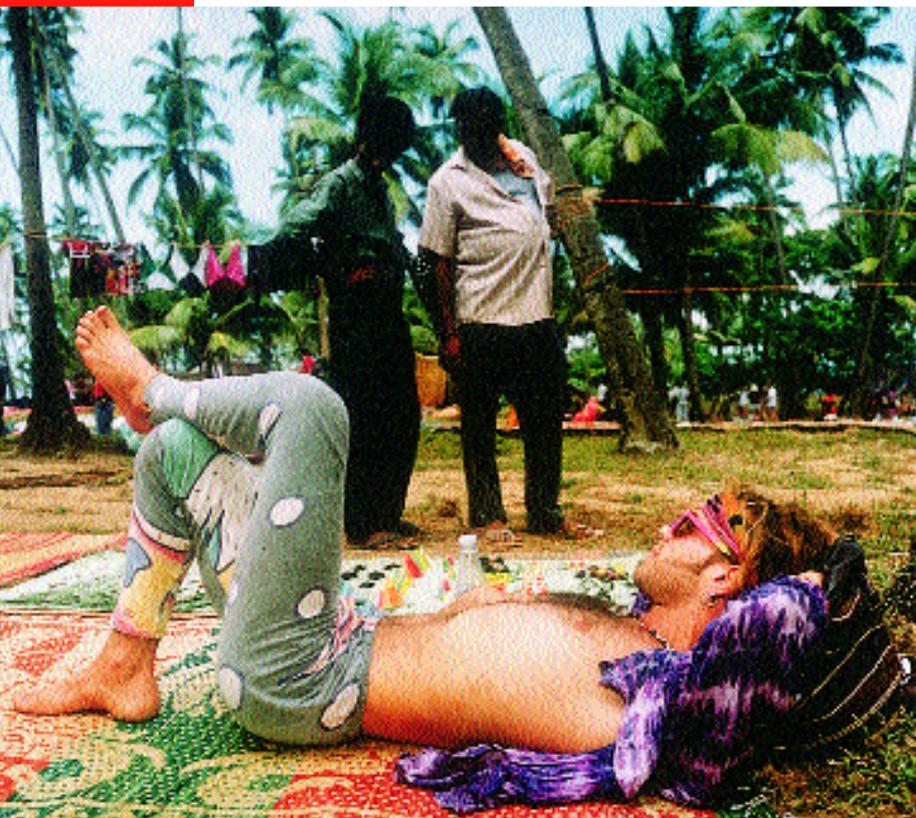
Jean-Sébastien Bach
(1685-1750)

3 La réaction

Les crispations de Goa

► Arun Saldanha

Pour l'auteur, la «panique morale» que les célèbres raves de Goa déclenchent dans la population sont bien davantage la marque d'un rejet de l'étranger que d'inquiétudes légitimes.



Deux mondes se croisent au marché aux puces d'Anjuna.

© Martin Parr/Magnum, Paris

la culture des hippies ou des touristes blancs est plus ou moins mal acceptée dans les villages côtiers traditionnels. Le «patriotisme» local est mis à rude épreuve par le tourisme, perçu comme une menace culturelle.

C'est particulièrement vrai dans le village d'Anjuna. Au début des années 1990, le tourisme hippie y a cédé la place à l'une des «raves» les plus célèbres du monde. Avec sa musique «Goa trance», elle attire non seulement des hordes d'amateurs étrangers et de touristes venus du Royaume-Uni, d'Israël, d'Allemagne, de France, du Japon et d'ailleurs, mais aussi des masses de jeunes Indiens.

Que des jeunes succombant à des plaisirs prétendument «étrangers» sèment la panique n'a rien de très nouveau. La culture des jeunes est par définition déviante. Elle inverse le sens donné par les adultes aux mots «décence», «santé», «responsabilité», «bon goût», «jour» et «nuit». Il n'est donc pas surprenant de voir la désapprobation des adultes se traduire par des comptes rendus hystériques dans les médias, et, bien souvent, par des sanctions ou des interventions policières visant à anéantir la subversion.

Une nouvelle sorte de colons

Les sociologues ont déjà étudié les relations qui existent entre le fossé des générations qui provoque ce genre de «panique morale» et le contexte social, ethnique et sexuel où elle naît. Mais ils ne se sont guère attardés sur les chocs culturels qui entrent en jeu. La panique suscitée à Goa a pris la forme d'un conflit Nord-Sud: la rhétorique de «l'impérialisme culturel» s'y est insidieusement glissée. On accuse certains jeunes Indiens – les hommes, car les filles restent en général à la maison – de préférer la musique, les drogues et les mœurs sexuelles des Occidentaux aux «valeurs traditionnelles comme l'honnêteté, le travail, la discipline, la bonne conduite et le patriotisme», selon les CCAT. Pour de nombreux parents, journalistes et militants, les étrangers blancs sont une nouvelle sorte de colons qui imposent leur culture aux enfants sans défense de Goa. ►

Dans une lettre adressée à Rajiv Gandhi, alors Premier ministre de l'Inde, un groupe de militants de Goa, les Citoyens préoccupés par le tourisme (CCAT), écrivait en 1990: «*Ces 10 dernières années, les hippies et autres routards ont quasiment pris le pouvoir. [...] Ils vivent ici sans visa ni passeport. [...] Ils se prélassent nus sur nos plages, pratiquent et répandent l'amour et le sexe libres. Les drogues font partie intégrante de leur vie dissolue. Ce sont des parasites qui se repaissent du sang de notre nation. Signé: NOTRE JEUNESSE.*»

J'ai souvent observé des réactions émotionnelles de ce genre au cours des recherches que j'ai menées sur le terrain, afin de préparer mon Ph.D. consacré aux problèmes suscités par le tourisme à Goa. Dans cette ancienne colonie portugaise du sud de l'Inde,

► La réalité est plus complexe. Dans les années 1970, les hippies, nus et défoncés, se prélassaient en écoutant leur musique pendant que les autochtones travaillaient pour gagner leur vie. Ces deux mondes radicalement différents coexistaient au sein du même village, sans grand problème. Puis dans les années 1980, le nombre de «fêtards» a explosé, la musique est devenue électronique, donc plus bruyante, et le marché de la drogue s'est développé.

Les fêtes «Goa trance» ont lieu pendant les nuits de pleine lune. Elles sont généralement gratuites, se poursuivent jusqu'au matin et empêchent les villageois de dormir, à cause des percussions électroniques. La «Goa trance» est un style de techno rapide et hypnotique, ponctué de bips, de gargouillis et d'arrangements sonores rappelant vaguement les harmonies orientales.

Le passé hippie d'Anjuna affleure dans les peintures fluorescentes et les performances qui accompagnent cette ambiance musicale psychédélique, d'autant plus intense que circulent des drogues illégales comme le LSD, l'ecstasy ou le haschisch: cette musique ne s'appelle pas «trance» pour rien! On retrouve cette atmosphère très spéciale sur Internet et dans des fêtes «psy-trance» organisées dans le monde entier, de Sydney à Tel Aviv.

Les habitants de Goa sont nombreux à faire leur beurre de ces grands rassemblements en y exerçant toutes sortes de petits métiers – vente de thé et de cigarettes, location de chambres ou de pipes à eau, taxis, etc. La police et les hommes politiques corrompus se servent aussi au passage, et copieusement, en extorquant force bakchichs. Bref, les fêtes d'Anjuna sont aussi rentables pour les hippies et les dealers étrangers que pour les habitants de Goa. Cette dimension économique est totalement ignorée par les médias et les militants qui dénoncent les raves. Ils préfèrent les diaboliser sous prétexte qu'elles comblent les étrangers en mal de plaisirs tout en corrompant le gouvernement et la jeunesse de Goa.

Nous sommes bien en présence d'un phénomène de panique morale, augmentée d'une dimension postcoloniale et culturelle. Le mot «panique» se justifie parce les conséquences de la «trance Goa» sont exagérées. Et elle est «morale» parce qu'elle a des accents puritains et patriotiques. Cette panique morale nie le fait que beaucoup de jeunes et d'hommes de Goa prennent réellement plaisir à ces fêtes, sans pour autant se droguer – c'est trop cher pour eux – ni avoir de relations sexuelles – contrairement à une croyance fort répandue dans la région, on ne copule pas pendant les raves. En outre, de plus en plus de fils à papa originaires de Mumbai (ex-Bombay) viennent découvrir à Goa, le temps d'un week-end ou

des vacances, la «Mecque de la scène rave mondiale». Je n'irai pas jusqu'à prétendre que tous ces gens arrivent à communier par la danse. Mais je voudrais souligner que le public est très varié, beaucoup plus qu'en Occident.

Compte tenu du caractère assez spontané de ces fêtes, on peut difficilement soutenir qu'elles font partie d'une stratégie planifiée du cartel des drogues, du grand capital ou de toqués farfelus de l'Inde décidés à transformer les jeunes Indiens en toqués tout aussi farfelus de l'Occident. Bien sûr, le tourisme, le trafic de drogue, la corruption et les stéréotypes se nourrissent des inégalités entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les blancs et les non-blancs. Mais de là à conclure que la jeunesse de Goa a été aspirée par le matérialisme «étranger»...

Peut-on dire que la panique morale n'est pas justifiée? Ce genre de réaction ne l'est jamais car il résulte toujours d'exagérations et d'erreurs d'interprétation. En revanche, il convient de mettre les choses en perspective: interdire les manifestations priverait nombre de pauvres de revenus non négligeables, sans porter préjudice aux propriétaires des grands hôtels ni aux trafiquants de drogue. La répression renforcerait la corruption et empêcherait toute forme de débat. Quant aux touristes, ils se contenteraient d'aller ailleurs.

De même, les jeunes Indiens sont nombreux à apprécier l'occasion qu'ils

ont de danser sur cette musique. De quel droit certains intellectuels et les parents affirment-ils que ces plaisirs ne sont pas «authentiques» mais imposés par «l'étranger»? Comment peuvent-ils soutenir que les «amitiés» qui se nouent entre les Indiens et les étrangers sont purement intéressées? Prétendre que la «Goa trance» est «colonialiste», c'est refuser le dialogue interculturel. Et je dirais même qu'à Goa, la culture catholique et bourgeoise que les parents veulent imposer à leurs enfants est le résultat d'un vrai colonialisme, celui des anciens Portugais.

Admettons donc que la «Goa trance» soit un phénomène local. On n'aura pas pour autant résolu tous les problèmes. La pollution fait partie de la réalité de Goa mais n'en est pas moins inacceptable. On ne peut pas nier que cette pollution, de même que la corruption, soit liée au tourisme rave, mais on ne peut pas non plus la réduire à cela. Il vaudrait mieux s'inquiéter de voir des policiers prêts à payer cher pour être affectés sur la côte afin d'y collecter les bakchichs. Voilà un vrai problème. Ne nous laissons pas intoxiquer comme tous ces habitants de Goa qui prêtent l'oreille aux rumeurs sur les «cinglés d'Anjuna» et rejettent tout échange interculturel au nom d'un nationalisme inconsistant. ■

**La «Goa trance»
est un style de techno
rapide et hypnotique,
ponctué de bips,
de gargouillis
et d'arrangements
sonores rappelant
vaguement les harmonies
orientales**

Ceux qui ne savent pas danser disent que la musique n'est pas bonne.
Proverbe jamaïcain



1997: le très controversé Puff Daddy accepte le prix de l'artiste rap de l'année décerné par le Magazine Billboard, trois ans avant d'être mêlé à une fusillade à New York.

© Lemnox McIlendry/AP/Boomerang, Paris

Le bouc émissaire idéal

► Davey D

D'où vient l'aura de violence du hip-hop? Du goût des médias pour le sensationnalisme, du règne de l'argent et de la vision stéréotypée de la culture rap.

Le 14 janvier 2000, à Oakland, Californie, plus de 120 000 spectateurs enthousiastes affluent à l'Oakland Coliseum où se produisent Juvenile et son Cash Money Click. Les superstars du hip-hop caracolent en tête des hit-parades. Leurs chansons passent sur toutes les stations de radio américaines et leurs clips sur toutes les chaînes de télévision. Ce jour-là, ils ont fait passer un bon moment aux auditeurs de KMEL, la première station de radio de la région. Plaisantant avec leurs fans, ils leur ont promis le concert de leur vie. La réalité allait dépasser toutes les prévisions.

En fin de soirée, les émissions de télévision locales sont interrompues pour parler d'une bagarre qui vient d'éclater à l'Oakland Coliseum. La rixe oppose une douzaine d'individus et provoque l'intervention d'une centaine de policiers en tenue anti-émeute: des images montrent des spectateurs sans défense en train de se faire rouer de coups par des groupes de jeunes. Le concert est annulé.

Les retombées de ce fiasco ne se sont pas fait attendre. Les propriétaires des clubs locaux l'invoquent pour refuser d'accueillir le même genre de manifestations. Depuis, tous les concerts de rap

ont été annulés dans la région. Le battage qui a entouré les événements du Coliseum a même eu des répercussions bien au-delà de la Californie. Des quatre coins du pays, des propriétaires de salles ont téléphoné à la police d'Oakland pour demander s'ils devaient ou non prendre le risque d'organiser des concerts de rap.

De nombreux observateurs ont mis en cause la direction du Coliseum, qu'ils estimaient mal préparée. Le personnel, insuffisant, avait mis trop longtemps à faire entrer les spectateurs, créant des tensions dans l'assistance. Plus grave, il n'avait pas réagi quand la bagarre avait commencé.

La violence du hip-hop, un sujet en or

Comble de malheur, ces incidents se sont produits à un moment délicat pour le hip-hop. Plusieurs superstars, comme Puff Daddy et Jay-Z, étaient alors impliquées dans des actes délictueux. Puff avait fait la «une» des journaux du monde entier en fuyant un night-club new-yorkais au cours d'une fusillade. Peu après, fin décembre 1999, la police avait trouvé une arme non déclarée dans sa voiture, ►

► Historien du hip-hop, journaliste et militant californien. Pour connaître son hebdo en ligne, allez à: www.davey.com

► et l'avait interpellé. Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, on apprit aussi que Jay Z, lauréat du Grammy Award¹, était accusé d'avoir poignardé un autre membre de l'industrie du disque, Lance «Un» Rivera, sous prétexte qu'il lui avait volé son matériel. Ces faits divers ont fait de la violence du hip-hop un sujet en or pour les médias: faut-il interdire les concerts? S'inquiéter des messages et des images véhiculés par le rap?

Ces questions méritent un vrai débat. Oui, le hip-hop s'accompagne parfois de violences, mais qui ne sont pas caractéristiques d'une mentalité propre à cette culture. Attention aux stéréotypes! Les cas des superstars Puff Daddy et Jay Z sont embarrassants mais ne sont pas représentatifs.

Dans le monde entier, par exemple, les violences qui éclatent lors des matchs de football sont monnaie courante, mais elles ne sont pas consubstantielles à ce sport ni à une communauté spécifique. Dans de nombreux cas, les autorités comprennent que certains événements très rentables se payent de flambées de violence. On pose des grillages dans les stades pour séparer les supporters d'équipes rivales et les forces de sécurité surveillent les tribunes. Le hip-hop n'a jamais eu droit à ce genre de dispositif.

Il est évident que les grands rassemblements exigent des précautions particulières. Il faut aussi reconnaître que les médias ont tout intérêt à gonfler le problème pour vendre. Personne n'a été tué, ni même blessé devant le Coliseum.

Pourtant, les chaînes de télévision ont jugé utile d'interrompre leurs programmes pour passer ces échouffourées en direct. Comparez cette couverture médiatique à l'indifférence entourant les violences collectives qui éclatent régulièrement lors des matchs de football américain au stade de Bay Area. Par rapport aux événements qui ont marqué le «Big Game» entre les universités de Stanford et de

Californie en 1997, où des spectateurs avaient été piétinés et des policiers agressés, le concert du Coliseum fait pâle figure. Pourtant, la rencontre n'avait pas fait l'ouverture des journaux télévisés. Les quotidiens avaient encensé le match et à peine mentionné les bagarres. L'année suivante, les supporters s'étaient à nouveau déchaînés malgré la présence de 200 policiers. Les médias n'en avaient pas plus soufflé mot. Personne, semble-t-il, n'aurait osé ternir la réputation de deux universités si prestigieuses.

Le rap est un bouc émissaire idéal parce que les communautés qui le pratiquent n'ont ni le pouvoir politique ni l'argent nécessaires pour contrôler les images projetées par les médias. D'où cette couverture médiatique déséquilibrée, qui en fait une culture diffamée.

1. Prix les plus prestigieux décernés chaque année à la musique de variété.

Un autre élément important à prendre en compte est l'imagerie violente souvent cultivée par les rappeurs. Au cours des 10 dernières années, les compagnies de disques et les musiciens, favorisant le boom de l'industrie artisanale du hip-hop, ont fait un malheur en vendant une image «gangsta» – «gangstérisée» et misogyne – de cette musique. On ne peut pas nier que certains de ses artistes adoptent les comportements décrits dans leurs chansons et leurs clips. Mais il existe une autre façon de lire ces paroles et ces images codées.

En premier lieu, ces métaphores violentes appartiennent à une longue tradition de fanfaronnade et d'auto-exaltation. Comme le souligne l'écrivain et professeur africain-américain Robin D.G. Kelley, en se vantant d'actes criminels imaginaires et en les exagérant, les rappeurs s'engagent dans des «*duels verbaux où le plus méchant gagne*». Le récit n'opère pas de la même façon sur tout le monde: les initiés en savourent l'ironie tandis que les outsiders – en d'autres termes les adolescents blancs de la classe moyenne – le prennent au pied de la lettre. Sens moral mis à part, les gangsta rappeurs entraînent leur public dans un voyage imaginaire au cœur du ghetto – une zone interdite peuplée de tueurs de flics et de putains. Ils jouent tout simplement sur la séduction du fantasme.

On peut désapprouver cette façon de caresser le public dans le sens du poil. Mais rappelez-vous que ces musiciens ne sont qu'un rouage dans une machine qui brasse des milliards de dollars par an. Les stations de radio, les DJ, les distributeurs de vidéos, les publicitaires et les marques de disques ont aussi leur part de responsabilité. Ces faiseurs de gros sous ne se contentent pas de répondre à la «demande populaire»; ils l'entretiennent.

Chaque jour, les grandes stations de radio sont inondées de centaines de morceaux de musique. Qui contribue le plus à influencer le public: la station qui a des millions d'auditeurs ou l'artiste qu'elle choisit de diffuser? Si des musiciens comme Snoop Dog ou Dr Dre (tous deux connus pour la violence de leurs textes) accordent des interviews, rien n'oblige les journalistes à ne s'intéresser qu'au côté le plus noir de leur jeunesse dans le ghetto. Ils peuvent aussi les interroger sur leurs projets d'avenir. Sauf qu'il est plus rentable d'exploiter les stéréotypes négatifs attachés aux rappeurs et aux Noirs en général. On peut avancer que c'est au musicien de rétablir l'équilibre et d'exiger qu'on lui pose d'autres questions.

La violence du hip-hop doit être replacée dans son contexte. Nous pouvons condamner les actes de certains individus sans calomnier toute une culture, décrypter une joute verbale machiste, reconnaître la fascination de notre culture pour la violence. En d'autres termes, nous devons accepter la complexité du hip-hop. Les rappeurs offrent plus qu'un miroir reflétant la violence de leurs propres communautés: leurs œuvres réfléchissent celle de la société tout entière. ■

Les rappeurs offrent plus qu'un miroir reflétant la violence de leurs propres communautés: leurs œuvres réfléchissent celle de la société tout entière



© Jürgen Gebhardt/Carlele Weisse Elephan/Robert Lippok, Berlin

Une installation de l'artiste allemand Robert Lippok, utilisant le programme informatique Cubase pour produire de la musique.



Culture jeune et cybersubversion

► Micz Flor

Les jeunes rebelles ne s'attaquent pas seulement à l'industrie de la musique. Ils créent aussi de nouveaux réseaux de solidarité via Internet.

Internet offre à la jeunesse rebelle un outil idéal pour toucher l'industrie du disque à son point le plus sensible: la propriété intellectuelle. Dans ce milieu, le piratage est une coutume valorisée depuis longtemps. Dès les années 1970, les labels punks adoptaient le slogan: «*Les copies sur cassettes tuent l'industrie du disque: continuez!*». Mais pour les grandes compagnies, la menace est toujours restée limitée car les cassettes pirates n'étaient pas faciles à distribuer. Des systèmes de vente par correspondance indépendants ont été mis en place mais sans jamais constituer un réel danger.

Économie du don

Aujourd'hui, les jeunes éléments subversifs ont Internet à portée de main et mettent l'industrie culturelle à genoux. Le format MP3 permet la compression et le stockage de CD audio en petits fichiers accessibles sur le Net. N'importe qui peut cliquer, charger, écouter. Il suffit d'avoir un modem, une ligne de téléphone et un banal

ordinateur. Cet accès à des canaux de distribution de même puissance que ceux des multinationales dissout les structures du pouvoir en place. Et cela sans autre coût que la facture de téléphone – souvent payée par les parents. L'enthousiasme de la jeunesse allié à l'absence de respect des lois ouvrent une voie royale au piratage.

Bien sûr, la «jeunesse Internet» ne fait pas que piller la propriété intellectuelle. Pour elle, le véritable enjeu est de pouvoir participer à des échanges culturels planétaires sans dépendre d'une industrie musicale dépassée. Ils développent par exemple «l'économie du don», un concept original mêlant anarchie et communisme: «*Echangez ce que vous avez. Dans le fond, qui a besoin d'argent?*». Pilot FM, label MP3 installé à Vienne et né du rapprochement des fournisseurs de services Internet indépendants et des artistes de la musique électronique, suggère sur son site web¹: «*Bien que nous ne faisons pas payer les fichiers téléchargés, nous apprécions tous les dons: matériel, logiciels, chèques de voyage, soupe en boîte, café soluble ou toute autre contribution susceptible de rendre la vie plus agréable*».

Une tendance à l'abandon des droits d'auteur

Autre innovation, le développement «à code ouvert». En bref, plus il y a de personnes qui travaillent sur un produit et qui le testent, et mieux cela vaut. Cette règle a été maintes fois éprouvée dans le secteur de la conception de logiciels. Dans le domaine culturel, la même tendance pousse à l'abandon des droits d'auteur: «*Distribue tes idées et vois ce que les autres en font. Cela t'aidera dans tes propres réalisations.*» Voilà pourquoi les banques de samples (extraits) et les archives MIDI – qui stockent les sons et les fichiers musicaux – abondent sur Internet. Une musicienne hip-hop d'avant-garde qui aime les cris de souris pourrait y trouver le son de ses rêves. Qu'elle le transforme à son tour, et que le fonds s'enrichisse!

Les archives permettent aussi aux radios en ligne d'élargir leur répertoire. Pararadio², une radio de DJ installée à Budapest, en est un exemple parmi d'autres. Les DJ et les artistes électroniques s'y succèdent à vive allure. Daniel Molnar, l'un des initiateurs du projet, explique: «*Nous n'avons même pas besoin de nous appuyer sur des disques de samples existants. Nous avons accès à des tonnes de samples et d'archives gratuites en ligne. [...] Si cela vous dit, rejoignez la tribu et fabriquez les vôtres!*»³

Mais la subversion ne se limite pas aux attaques contre l'industrie musicale. Elle atteint la sphère politique. Alors qu'un équivalent numérique de la scène publique est en train d'émerger, la désobéissance civile et l'esprit révolutionnaire gagnent les réseaux électroniques. Tout au long ►

► Basé à Berlin et à Vienne, Micz Flor est directeur de la formation au Centre des médias avancés de Prague. Il coédite, entre autres, la publication sur papier et en ligne Crash Media, et a créé, à Berlin, la société de fourniture de contenu art-bag.net. Pour en savoir plus sur ses projets, souvent primés: <http://mi.cz>.

1. <http://pilot.fm>

2. <http://www.pararadio.hu/>

3. <http://www.yourserver.co.uk/crashmedia/utn/2.htm>

des années 1980, les *hackers* (pirates informatiques) ont symbolisé l'opposition militante. «*L'information veut être libre*», revendiquaient-ils en révélant au grand jour des dossiers confidentiels⁴.

Aujourd'hui, les rues de Vienne sont au carrefour de la résistance, de la culture des jeunes et d'Internet. Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement de droite, des groupes de jeunes comme Volkstanz organisent dans toute la capitale, via Internet, des défilés de rue hebdomadaires, avec des DJ en live. Sur leur site web⁵, ils se moquent des vaines tentatives du gouvernement pour les contrôler: «*Toutes les insultes sont bienvenues; nous sommes la génération Internet hédoniste, l'aile dance du mouvement de résistance*».

La radio de Belgrade B 2-92 (ex-B92) est un autre avatar de cette culture cybersubversive. Elle annonce sur son juke-box virtuel: «*En diffusant de la musique comportant un message politique et social subtil, mais incontestable, Radio B92 s'est opposée à l'esthétique imposée à la «majorité silencieuse», incapable d'assurer le développement d'attitudes libérales dans le pays pendant la désintégration de l'ex-Yougoslavie*».⁶ Alors que le gouvernement peut à tout moment interrompre les fréquences hertziennes, Free B92 en ligne est devenue un espace de rencontre qui déborde largement les frontières de l'ex-Yougoslavie.

Connecter entre elles des poches de créativité et de résistance

Très vite, des radios se sont emparées des formats audio du Net pour créer des liens entre le cyberspace et la rue. A Londres, irrational.org ne fait pas exception. Outre un guide des radios pirates⁷, le site propose un guide de la radio en ligne⁸ mis au point par des producteurs européens. Les jeunes bidouilleurs y trouvent des détails techniques sur la manière de connecter les radios en ligne avec des émetteurs FM de faible puissance.

Dans toute l'Europe, des collectifs de médias ont passé les dernières années du siècle à apprendre à franchir les frontières grâce à de nouveaux modes de diffusion partagée et de création artistique. L'objectif n'est pas de toucher la masse, mais plutôt de connecter entre elles des poches de créativité et de résistance. Dans ces expériences d'avant-garde, on ne peut pas disso-

**«Toutes les insultes sont bienvenues;
nous sommes
la génération Internet hédoniste, l'aile dance
du mouvement de
résistance»**



Les sites web de Crash Media, réalisé à Manchester (en haut), et de la radio de Belgrade B 2-92.

cier les possibilités technologiques de l'expression artistique. Ainsi, en 1997, Ozone, une radio en ligne de Riga⁹, a établi une liste de diffusion influente, Xchange¹⁰, pour développer le concept «d'espace acoustique» faisant appel à des techniques comme la co-retransmission. Comme l'explique Raitis Smits, de Radio Ozone, «chaque émetteur prend la retransmission en direct d'un confrère, la réencode et l'envoie au participant suivant»¹¹.

Ce genre de projets transnationaux génèrent de nouveaux modes de communication entre les jeunes. Ils partagent un espace acoustique, mais ne se rencontreront peut-être jamais dans «l'espace réel». Ces réseaux numériques ne peuvent cependant pas être de véritables creusets de la participation démocratique et de la liberté d'expression si «l'accès pour tous» n'est pas assuré. Il ne suffit pas d'avoir une ligne téléphonique, un ordinateur et un savoir-faire technique pour être présent dans le

cyberspace.

Dans le domaine culturel, la problématique de l'accès soulève deux questions. Tout d'abord, on estime en général qu'Internet permet aux groupes marginaux de faire entendre leur voix, mais il faut aussi se demander qui parle en leur nom.

Par ailleurs, on entend par «accès pour tous» l'idée que tout le monde devrait avoir accès à toute l'information. Mais à l'inverse, toute l'information devrait être accessible à tous. L'un des dangers majeurs qui pèse sur les jeunes est de voir une «culture jeune» uniforme, style MTV, devenir de plus en plus accessible. Malgré les îlots de résistance à la «culture McDonald», nous risquons d'être confrontés à un nouveau problème, bien connu du monde occidental: l'assimilation culturelle. Est-ce le prix à payer? ■

4. Voir Bruce Sterling, *The Hacker Crackdown* (1993, Mass Market Paperback).
5. <http://www.volkstanz.net>
6. <http://www.freeb92.net/music/english/index.html>
7. <http://www.irrational.org/sic/radio/>.
8. http://www.irrational.org/radio/radio_guide/
9. <http://ozone.re-lab.net>
10. Xchange mailinglist; <http://xchange.re-lab.net>
11. Raitis Smits: X-Open Channel (1999); <http://xchange.re-lab.net/i/>



© Alain Buuf/Camma, Paris

EMBARGO CONTRE L'IRAK: CRIMES ET CHÂTIMENTS

► Sophie Boukhari

La souffrance des populations commence à entamer l'indifférence de l'opinion, provoquant de vifs débats éthiques et juridiques sur les sanctions internationales qui les frappent.



© Peter Diefong/AP/Boomerang Paris

Dans un atelier de travail du cuir.

L'embargo économique imposé à l'Irak depuis 10 ans serait-il l'un de ces crimes qui ont fait du xx^e siècle l'un des plus noirs de l'Histoire? La communauté internationale, emmenée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, peut-elle continuer à invoquer la Charte des Nations unies pour prolonger les souffrances d'un peuple, indéfiniment et en toute impunité? Pourquoi le même fracas médiatique qui retentit à propos de certaines catastrophes humanitaires n'entoure-t-il pas l'agonie quotidienne de dizaines d'enfants irakiens?

A cette dernière question, William Bourdon, secrétaire général de la Fédération

internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), propose un début de réponse. *«Il serait plus facile de trouver le ton juste pour mobiliser l'opinion sur cette cause, qui le mérite, si la dictature en Irak n'était pas l'une des pires de la planète.»* La dernière résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (18 avril 2000) *«condamne énergiquement»,* entre autres, *«les violations systématiques, généralisées et extrêmement graves des droits de l'homme»* en Irak, *«qui se traduisent par une répression et une oppression omniprésentes»*. Elle condamne aussi *«les exécutions sommaires et arbitraires, notamment les assassinats politiques»,* et *«la pratique généralisée et systématique de la torture»*.

Le sujet de l'embargo, comme la population irakienne, serait donc piégé. En parler donnerait du grain à moudre au régime de Saddam Hussein; le taire reviendrait à se rendre coupable de non assistance à peuple en danger.

Mais devant les estimations fournies par les rapports onusiens – selon lesquels plus d'un demi million d'enfants de moins de cinq ans seraient morts à cause des sanctions –, devant l'accablement des «humanitaires», devant la révolte des fonctionnaires onusiens qui démissionnent les uns après les autres de leur poste en Irak, le mur du silence commence à se fissurer. Un signe: même le site Internet du département d'Etat américain, longtemps resté hermétique aux ►

► Journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

► témoignages sur le drame des populations civiles, affiche un texte du congressiste Tony P. Hall, revenu d'Irak fin avril 2000.

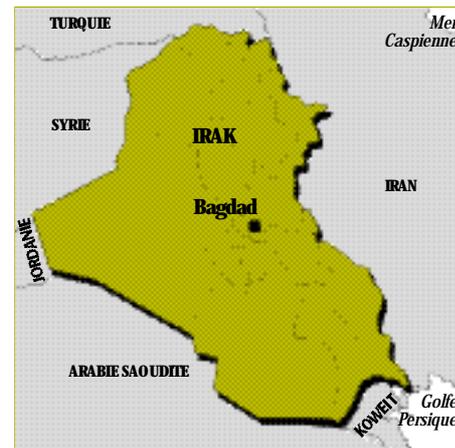
«*Même si les sanctions étaient levées rapidement, les gens que j'ai rencontrés en Irak auraient un sombre avenir, écrit-il. Parce que leurs enfants sont dans un triste état; un sur quatre est mal nourri et un sur 10 déperit, affamé ou malade. La principale cause de mortalité infantile, la diarrhée, est 11 fois plus répandue en Irak que partout ailleurs et la polio, qui avait été éradiquée du Moyen-Orient, est redevenue une plaie. Les écoles et le système d'assainissement sont ruinés; les hôpitaux manquent d'équipements et de médicaments de base. Les gens ordinaires ont épuisé leurs réserves et leur santé à essayer de survivre avec deux à six dollars par mois... Il faudra attendre une génération avant que la population irakienne se relève.*»

La population prise en otage

Le blocus économique le plus dur de l'histoire moderne, voté par le Conseil de sécurité de l'ONU en août 1990, quatre jours après l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, visait à l'origine à empêcher le réarmement de l'Irak pour neutraliser son régime. Le 14 avril 1995, la résolution dite «Pétrole contre nourriture» autorise le gouvernement irakien à vendre du pétrole en quantité limitée et à disposer de 53% de ces revenus¹ pour acheter de la nourriture, des médicaments et des produits de première nécessité. Mais le Comité des sanctions, qui approuve les commandes, peut «mettre en attente» certains produits (depuis les mines de crayon jusqu'au chlore ou aux vaccins), s'il les estime potentiellement utiles à la fabrication d'armes de destruction massive. Pendant ce temps, une commission spéciale des Nations unies (UNSCOM) s'emploie, sur le terrain, à «contrôler» le désarmement.

Après sa dissolution fin 1998, tous les programmes irakiens d'armement nucléaire, chimique et bactériologique avaient été démantelés ou détruits, et la menace réduite à «zéro, rien», affirme l'ancien chef des inspecteurs de l'UNSCOM, l'Américain Scott Ritter, dans un documentaire de la BBC qui accable les responsables du maintien de l'embargo². Pourtant, le 17 décembre 1999, la résolution 1284 du Conseil de sécurité instaure une nouvelle commission de contrôle des armements. «L'objectif est de vérifier que rien n'a été refait dans le secteur nucléaire et de faire le point sur les armes chimiques et bactériologiques», indique le Quai d'Orsay à Paris. On pourra ensuite passer à la levée des sanctions si l'Irak coopère. La France, comme la Chine et la Russie, s'est néanmoins abstenue lors du vote de la 1284 car elle estime que le texte ne définit pas avec «une entière bonne foi» le mécanisme de suspension de l'embargo. Quant aux autorités de Bagdad, elles refusent toute coopération.

La population irakienne reste prise en otage. «Ce qui était acceptable il y a 10 ans ne l'est plus», s'emporte l'Allemand Hans von Sponeck, le dernier coordinateur humanitaire de l'ONU en Irak à avoir démissionné, fin mars 2000. L'embargo – décidé dans le plein respect de la Charte des Nations unies – représente maintenant «une violation caractérisée des droits de l'homme», poursuit-il. Pis, c'est un crime contre l'humanité, «tel qu'il est défini par les Nations unies elles-mêmes» (voir encadré), affirme l'ancien ministre français des Relations extérieures, Claude Cheysson³. Aux Etats-Unis, plusieurs personnalités militent pour le même avis, comme le professeur de droit international à l'Université de l'Illinois Francis Boyle, ou l'ex-avocat général Ramsey Clark. Le



prédécesseur de Hans von Sponeck, l'Irlandais Denis Halliday, qui avait démissionné à grand fracas en septembre 1998, s'est lui aussi porté sur la liste des témoins à charge. «J'utilise le terme de génocide car il y a une politique délibérée visant à détruire le peuple d'Irak».

Un crime contre l'humanité?

Plusieurs juristes interrogés sont néanmoins sceptiques, voire hostiles à l'emploi de ces termes. «Les gens qui disent ça ne connaissent rien au droit», assène Mario Bettati, père du droit d'ingérence humanitaire. «Que l'embargo provoque des conséquences préjudiciables à la population irakienne, c'est sûr. Mais cela n'a rien d'un crime contre l'humanité, ni d'un génocide.»

«L'un des critères décisifs qui caractérisent le crime contre l'humanité et le génocide est l'élément intentionnel», ajoute William Bourdon. «L'embargo n'a pas été instauré parce que les Etats-Unis et le Royaume-Uni voulaient la mort des enfants; ou alors, il faudrait le démontrer.» Mais aujourd'hui que tout le monde sait qu'ils meurent à cause des sanctions? «Laisser se pérenniser une mesure dont on sait qu'elle est mortelle n'est pas équivalent à mettre en œuvre des mesures visant, dans le cadre d'un plan concerté, à faire mourir le plus grand nombre de gens», précise-t-il.

Moins péremptoire, le président de la FIDH, Patrick Baudoin, «hésite» à assimiler l'embargo à un crime contre l'humanité. «En tant que juriste, je répondrais non. Mais sa prolongation infinie pose de réelles questions.» Tous ces juristes s'accordent en revanche à condamner l'embargo en tant que viola-

Lors d'une manifestation pour la levée de l'embargo devant les Nations unies, à New York en 1997.



1. Le reste est utilisé pour le dédommagement des victimes de la guerre avec le Koweït (30%), les territoires kurdes du Nord qui échappent au contrôle de Bagdad (13%), et les dépenses liées à l'embargo, y compris l'entretien des forces des Nations unies.

2. *Killing the Children of Iraq: a price worth paying?*, par John Pilger (mars 2000).

3. In Alain Gresh, *Irak, la faute*, Cerf, Paris, 1999.

REPÈRES

- 2 août 1990: l'Irak envahit le Koweït.
- 6 août 1990: la résolution 661 impose des sanctions économiques à l'Irak.
- 16-17 janvier: une coalition menée par les États-Unis lance l'opération aérienne «Tempête du désert», avec l'aval du Conseil de sécurité.
- 27 février 1991: l'Irak se retire du Koweït.
- 30 juin 1991: l'UNSCOM commence ses inspections.
- 15 août 1991: l'Irak refuse la résolution 706 qui l'autorise à vendre du pétrole pour acheter des biens humanitaires.
- Mai 1996: le programme «Pétrole contre nourriture» démarre.
- 16 décembre 1998: l'UNSCOM se retire d'Irak. Washington et Londres lancent, sans l'aval de l'ONU, l'opération aérienne «Renard du désert». Les bombardements se poursuivent, à un rythme quasi quotidien.
- 17 décembre 1999: la résolution 1284 crée une nouvelle commission de contrôle (la CCVINU) en remplacement de l'UNSCOM.

DÉFINITIONS

- Selon le Statut de la Cour pénale internationale, on entend par crime contre l'humanité des actes «*commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque*», y compris des «*actes inhumains (...) causant intentionnellement de graves souffrances et des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale*».
- Le génocide inclut des actes «*commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux*», y compris: «*atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe; soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle*». ■

tion des droits humains élémentaires, à commencer par le droit à la vie.

Le débat fait également rage sur la responsabilité de cette catastrophe humanitaire. Pour le département d'État américain, qui n'admet même pas les statistiques de l'UNICEF et de l'OMS, «*tout est de la faute de Saddam Hussein*». «*En faisant obstruction à l'aide des Nations unies, en refusant de commander des compléments nutritionnels, en vendant même la nourriture et les médicaments pour construire des palais, Monsieur Saddam a aggravé les souffrances de son peuple et utilisé ce spectacle pour obtenir la levée des sanctions*», a encore indiqué en mai 2000 Samuel Berger, du National Security Council.

Hans von Sponeck passe la majeure partie de son temps à contrer ces allégations. «*Les Nations unies publient un rapport mensuel qui récapitule ce qui arrive en Irak, ce qui est distribué, ce qui est entreposé et pourquoi. Pour la nourriture, le tableau est parfait. Il y a des problèmes de transport mais les gens reçoivent leur «panier de vivres» tous les mois et les entrepôts sont vides le lendemain des distributions.*»

Lorsque Washington accuse Bagdad de ne pas distribuer le quart des médicaments, il réplique encore. «*L'OMS recommande à tous les pays de stocker 25% de leurs médicaments pour parer à d'éventuelles épidémies. Le gouvernement irakien a abaissé ce taux à 15%. D'autre part, 5,8% des médicaments, qui sont tous soumis à un contrôle de qualité, s'avèrent impropres à la consommation. Pour le reste, il s'agit de composants inutilisables s'ils ne sont pas complétés par d'autres.*» Or, explique Denis Halliday, «*le Comité des sanctions peut approuver neuf commandes et bloquer la dixième, sachant très bien que sans elle, les neuf premières ne servent à rien... C'est un stratagème étudié.*»

Le malaise qui entoure l'embargo sur l'Irak a relancé le débat sur ce type d'instrument. Selon l'article 41 de la Charte des Nations unies, le Conseil de sécurité peut, pour donner effet à ses décisions, prendre des mesures incluant «*l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications*». Récemment, cette tendance s'est renforcée. Depuis 1990, l'ONU a imposé des sanctions à la Yougoslavie, la Somalie, la Sierra Leone, la Libye, le Libéria, Haïti, l'Unita (Angola) et l'Irak.

Les partisans des sanctions soutiennent qu'elles sont souvent le seul moyen de punir des pays qui menacent la paix. Elles sont peu coûteuses, à l'heure où les opinions occidentales acceptent mal les énormes dépenses et les pertes en vies humaines liées aux interventions militaires. Les opposants, eux, insistent sur les graves préjudices subis par les populations civiles, alors que les régimes visés se renforcent et parviennent à développer des échanges illégaux.

Le cas irakien confirme leur thèse. La population est exsangue; les preuves abondent pour montrer que le clan au pouvoir s'enrichit et que le trafic illégal de pétrole se développe. Fin janvier 2000, la Chambre des Communes britannique a publié un rapport où elle reconnaît l'échec de l'embargo en Irak et souhaite qu'aucun État ne soit plus jamais soumis à une telle épreuve. «*Dans la très grande majorité des cas, les embargos punissent les peuples et renforcent les dirigeants qu'ils prétendent vouloir abattre*», rappelle William Bourdon, avant d'émettre une réserve: «*on peut toutefois se demander si l'évolution en Afrique du Sud n'a pas été liée aux sanctions contre l'apartheid*».

Avec d'autres, il remet en question le poids excessif des États-Unis, soutenus par leur allié britannique, dans les décisions du Conseil de sécurité. Il faudrait selon lui réformer la charte des Nations unies et les mécanismes de décision de l'ONU: les victimes des violations des droits humains devraient en particulier être représentées par une commission consultative auprès du Conseil de sécurité. «*Il est inacceptable que le destin d'un peuple soit entre les mains de deux États*, dit-il. *On ne peut plus laisser les États gérer cyniquement leurs intérêts régionaux ou internationaux, comme c'est le cas en Irak*».

Selon de nombreux analystes, dont Denis Halliday et Hans von Sponeck, l'embargo est prolongé pour «*maintenir le statu quo*» dans la région. Ses partisans voudraient un «*Irak faible*» mais pas forcément débarrassé d'un régime qui empêcherait le pays d'éclater. Ces analystes estiment en effet que le démembrement de l'Irak, avec la constitution d'un pouvoir kurde au Nord et chiite au Sud, pourrait provoquer la déstabilisation de cette région clé pour l'approvisionnement en pétrole des grandes puissances, et menacerait des alliés stratégiques des États-Unis comme la Turquie, l'Arabie saoudite

Les partisans des sanctions soutiennent qu'elles sont souvent le seul moyen de punir des pays qui menacent la paix... Les opposants, eux, insistent sur les graves préjudices subis par les populations civiles, alors que les régimes visés se renforcent et parviennent à développer des échanges illégaux

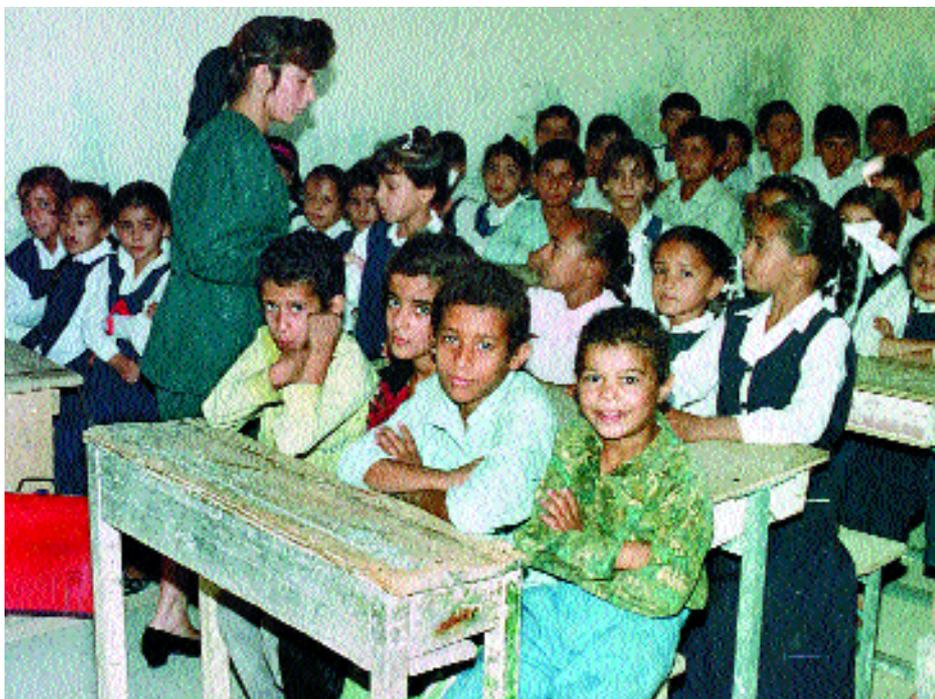
et Israël. De plus, ajoute Denis Halliday, le maintien de la tension dans cette zone aura permis à l'industrie américaine de l'armement de vendre des équipements aux adversaires de Bagdad, pour un montant qu'il estime à 100 milliards de dollars.

Mais tandis que les médias occidentaux crient de plus en plus au scandale, et que trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (la France, la Russie et la Chine) ne cachent pas leur hostilité au maintien de l'embargo, Hans von Sponeck sent naître en lui un peu d'optimisme. «*Je ne vois pas les sanctions se prolonger très avant dans l'année 2001... Mais pensez à tous les enfants qui vont mourir d'ici là.*» ■

GÉNÉRATION SACRIFIÉE

► Josette Tagher Roche

Les enfants d'Irak sont les premières victimes de l'embargo. Dans ce pays retourné au sous-développement, ils sont de plus en plus nombreux à vivre dans la rue. Reportage.



© Jassim Mohamed/AP/Boomerang Paris

Selon l'UNICEF, 83% des écoles primaires ont besoin d'être réhabilitées suite à l'embargo.

Dans la rue principale de Bassorah, «capitale» du sud de l'Irak sur le Chatt al-Arab, ils se tiennent tous les deux par la main, sourient et tentent de négocier avec les passants le seul bien qui leur reste: deux sachets de plastique, rayés rouge et blanc. Ils n'ont pas huit ans. Que font-ils dehors à l'heure où les boutiques baissent leur rideau de fer? «On ne quittera pas la rue avant d'avoir gagné quelque chose», déclarent-ils, tandis qu'ils sont rejoints par une quarantaine d'enfants qui, eux, n'ont plus rien à vendre. Ce sont des enfants de la rue.

Ils parlent tous en même temps. S'ils ont quitté l'école, «c'est parce qu'ils ont échoué»; s'ils ne vivent plus chez eux, «c'est que leurs parents ont divorcé ou sont au chômage», «qu'ils doivent se débrouiller seuls pour survivre». Au fur et à mesure que les derniers propriétaires d'échoppes coupent leur groupe électrogène, la rue s'obscurcit. Le plus jeune de la troupe, six ans à peine, s'avance pour dire que lui aussi, il «veut aller à l'école!»

Combien de temps faudra-t-il pour que le monde prenne conscience des conséquences dramatiques de l'embargo sur la population

irakienne et en particulier sur les enfants? Plus que deux guerres¹, ce sont les sanctions internationales – décrétées depuis bientôt 10 ans, après l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein – qui ont ruiné le pays et les hommes. Chaque mois, la malnutrition tue plus de 4 500 enfants de moins de cinq ans, selon les estimations d'une étude réalisée en août 1999 par l'UNICEF. Combien de morts de plus faudra-t-il pour prendre la mesure de la situation?

Le phénomène des enfants de la rue était quasiment inconnu avant 1991 (les enfants étaient tous scolarisés). De plus en plus nombreux aujourd'hui, ils sont rejetés pour les «délits» qu'ils commettent: avant l'âge de 15 ans, il est interdit de travailler ou de mendier! Arrêtés par la police, ils sont en général orientés vers des centres de détention où les conditions de vie sont quasi inhumaines. Certains arrivent ensuite à El Rahma (la «miséricorde»), l'unique centre d'intégration des enfants de la rue à Bagdad². Ils y vivent mieux mais l'encadrement reste très insuffisant.

1. La guerre avec l'Iran entre 1980 et 1988 et la guerre du Golfe en 1990-91.

2. Géré conjointement par le gouvernement irakien et l'ONG française *Enfants du monde*.

Bien que l'adoption ne soit pas interdite, contrairement à d'autres pays musulmans, elle est peu courante, explique M. Hamid Jabir Aboud, le directeur du centre. Il ne voit donc que deux solutions pour réinsérer ces enfants: «Retrouver les familles des garçons et arranger des mariages pour les filles». Car ces dernières seraient en danger de mort si elles rentraient chez elles après avoir vécu «dans des endroits fatigués» (la rue). «Mais avant d'entreprendre mes "recherches", constate M. Hamid, je dois d'abord me préoccuper de trouver une nouvelle batterie pour l'auto du centre afin d'aller acheter le pain pour les enfants.»

Dans l'Irak d'aujourd'hui, tous les domaines sont prioritaires, comme le confirme l'un des responsables de l'UNICEF à Bagdad: «Nous faisons pour le gouvernement ce qu'il ne peut plus faire à cause de l'embargo: construire des centres de santé, des maisons, des écoles, réparer les égouts, les usines de traitement

Chaque mois, la malnutrition tue plus de 4 500 enfants de moins de cinq ans

de l'eau, les imprimeries, les fabriques de craie... La tâche est énorme et il faut faire vite pour sauver les enfants. Nous devons surtout les renvoyer à l'école pour que cette "génération de l'embargo" ne soit pas perdue pour le pays.»

En 10 ans, le budget du secteur de l'éducation a baissé de 90%, passant de 230 millions de dollars en 1991 à 23 millions! 83% des écoles primaires doivent être réhabilitées. Certaines sont totalement détruites, d'autres tournent à «plein rendement». Sur la route de Bagdad à Bassorah, à l'école Diala, les élèves se succèdent toutes les quatre heures, dans des classes où les bancs et les pupitres sont cassés, les fils électriques apparents, les plafonds percés, les sols inondés.

Le désespoir est aussi grand à la Direction de la santé: «On dit que l'Irak fabrique des armes avec les médicaments contre le cancer et avec le chlore pour purifier l'eau. Faut-il regarder les gens mourir? Faut-il que les enfants soient victimes de maladies faute d'eau potable?», s'indigne Abdul Amir El Thamery. «Et que vaut-il se passer avec l'arrivée des fortes chaleurs de l'été alors que la morbidité, la mortalité et la malnutrition sont déjà si élevées?» ■

TAJ MAHAL: DES JUGES CONTRE DES USINES

► T K Rajalakshmi

Le monument le plus visité de l'Inde est menacé par la pollution des usines d'Agra. Les verdicts des juges ordonnant leur délocalisation ou leur modernisation restent à appliquer.

«La pollution a causé plus de dégâts que trois siècles et demi de guerres, d'invasions et de catastrophes naturelles: elle a commencé à endommager les magnifiques murs du Taj Mahal», a déclaré le président américain Bill Clinton au début de cette année à Agra, en visitant ce monument du XVII^e siècle.

Au cours des dernières décennies, le sort de la plus grande attraction touristique de l'Inde a fait maintes fois la une de l'actualité. Des experts ont répété que la pol-

lution rongerait le mausolée et décolorait son marbre blanc. Leurs recommandations – délocaliser un certain nombre d'usines situées dans la Taj Trapezium Zone (TTZ), un secteur de 10 400 kilomètres carrés autour du Taj Mahal – a déclenché un conflit entre les défenseurs de l'environnement d'une part, et les entreprises et syndicats, d'autre part. La TTZ abrite deux autres sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial: le fort d'Agra et le Fatehpur Sikri, qui comprend une des plus grandes mosquées du pays. Doit-on privilégier les monuments ou les milliers d'ouvriers des usines de la région ? Les enjeux sont tels que

l'affaire a été portée devant la Cour suprême de l'Inde.

Parmi les coupables figurent la raffinerie de la ville de Mathura, des fonderies, des verreries et des fours à briques, sans parler du flot ininterrompu de véhicules sur les voies rapides entourant la ville. On a constaté en plusieurs occasions que la quantité de dioxyde de soufre émise par les industries de la région était dix fois supérieure au niveau normalement toléré. Ce polluant, combiné à l'oxygène et à l'humidité, forme un dépôt sur le Taj Mahal et l'attaque par l'entremise d'un champignon que les experts ont baptisé «cancer du marbre».

► Journaliste basé à New Delhi, collaborateur du bimensuel indien *Frontline*.

Les fonderies situées dans les environs d'Agra doivent s'équiper de systèmes moins polluants.



© DNP, New Delhi



© DNP, New Delhi

Des ouvriers des fonderies brûlent l'effigie de leur patron pour protester contre les délocalisations.

► En 1984, Mahesh Chandra Mehta, avocat spécialisé en environnement, a intenté une action devant la Cour suprême, le marbre blanc ayant noirci par endroits tandis qu'à l'intérieur, le champignon faisait des ravages, en particulier dans la pièce où se trouvent les tombes de l'empereur moghol Shah Jahan et de son épouse favorite Mumtaz-i Mahal. M. Mehta a demandé à la Cour d'ordonner aux usines de prendre des mesures anti-pollution ou de fermer, ajoutant que la pollution affectait la santé des ouvriers et des habitants d'Agra.

Indemnités de six ans de salaire

Il a fallu attendre 1996 pour que la Cour suprême décrète que les usines de la région contribuaient effectivement à la pollution atmosphérique et leur ordonne de s'équiper de dispositifs anti-pollution. «On ne peut pas prendre le moindre risque lorsque – sans même parler de la vie humaine – la préservation d'un monument aussi prestigieux que le Taj Mahal est menacée», a dit l'arrêt. La Cour a proposé aux 292 usines fonctionnant au charbon (gros polluant atmosphérique), soit d'opter pour le gaz naturel, soit de déménager à l'extérieur de la zone protégée avant le 30 avril 1997. Dans ce dernier cas, les usines devaient s'engager à réembaucher leurs ouvriers, avec une prime d'un an de salaire. Si l'usine fermait, elle devait verser à son

personnel une indemnité de six années de salaire.

La raffinerie et plusieurs fonderies d'Agra se sont équipées de systèmes anti-pollution onéreux et la plus grande usine de la ville, Sterling Machine Tools, a pu se convertir au gaz naturel, en obtenant un raccordement au réseau national. Mais, affirme un de ses responsables, il faut du temps pour que la production retrouve ses niveaux antérieurs et que les ouvriers s'adaptent à la nouvelle technologie. «Un four à gaz coûte environ cinq millions de roupies (120 000 dollars). Les petites unités n'ont pas nos moyens», ajoute-t-il.

DÉDIÉ À L'AMOUR ÉTERNEL

Le Taj Mahal fut érigé par l'empereur moghol Shah Jahan pour perpétuer le souvenir de son épouse préférée, Mumtaz-i Mahal. La construction de ce mausolée, entièrement fait de marbre blanc, s'est étalée sur 22 années, jusqu'en 1647. Il est situé dans le nord de l'Inde, sur la rive sud de la rivière Yamuna, à Agra, à environ 210 kilomètres de la capitale, New Delhi. Le complexe du mausolée est considéré comme le plus bel exemple d'architecture moghole, un mélange de styles indien, perse et musulman. Le Taj Mahal est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1983. ■

Un grand nombre d'usines n'ont pris aucune disposition. Certaines ont estimé que le coût des mesures était prohibitif. D'après un représentant des industriels, l'équipement minimal anti-pollution coûte entre trois et quatre millions de roupies (entre 75 000 et 100 000 dollars), soit près du quart du chiffre d'affaires annuel d'une entreprise de taille moyenne. La demande de raccordement, qui implique un paiement préalable, pénalise davantage les petites entreprises. Leurs patrons affirment que, même en fermant leur usine et en revendant le terrain, ils ne pourraient pas payer l'indemnité prévue pour leurs ouvriers. Et les propriétaires des fonderies ajoutent qu'il leur serait difficile de trouver du personnel qualifié à proximité du nouveau site.

En août 1999, la Cour suprême a ordonné la fermeture de 53 fonderies et de 107 autres usines d'Agra qui n'avaient pas obtempéré. Pour gagner du temps, les industriels ont adressé une pétition au gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh. Ils ont obtenu un sursis. L'affaire sera de nouveau examinée par la Cour suprême dans le courant de cet été.

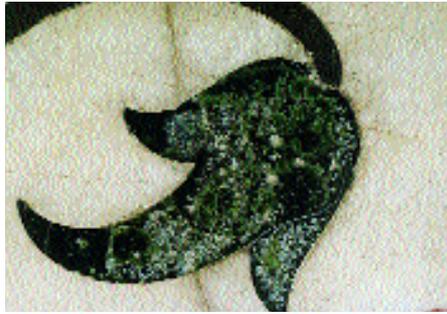
Les syndicats s'opposent aux délocalisations

L'association des fonderies d'Agra a mis ce délai à profit pour étoffer son dossier. Elle avance que 3 000 unités de production dépendent des fonderies, qui emploient directement ou indirectement 300 000 personnes; elle argue que la technologie permettant une conversion au gaz naturel dans son secteur n'est pas encore au point. Ce que M. Mehta qualifie de «manœuvres dilatoires»: des experts avaient prétendu le contraire dès 1995. D'après lui, cette technologie, développée par le laboratoire national de la métallurgie, permettrait aux centaines de fonderies d'Agra d'être à la fois plus efficaces et moins polluantes. La croisade contre la pollution industrielle qu'il continue de mener lui a déjà valu le prix Goldman pour l'environnement en 1996 et le prix Ramon Mag-saysay, récompensant des initiatives d'utilité publique, en 1997.

Les responsables syndicaux s'opposent fermement à toute délocalisation ou fermeture d'usine mais la bataille judiciaire met en évidence d'autres préoccupations. Selon un responsable du Centre des syndicats indiens, l'industrie de la métallurgie est basée sur l'exploitation des ouvriers et le travail s'effectue dans des conditions dangereuses. De plus, la plupart des ouvriers ont des contrats à durée déterminée, alors qu'ils travaillent depuis très

longtemps dans les fonderies. En cas de fermeture de leur entreprise, ils ne bénéficiaient d'aucune protection. Leur manque d'information est criant: après avoir vaguement entendu parler de la délocalisation des fonderies, Ram Sharan, un ouvrier originaire du Bihar et âgé d'une trentaine d'années, était pratiquement certain que cela signifierait pour lui la perte de son emploi. Les ouvriers de GT Iron Industries, une usine de pièces moulées condamnée à la fermeture, avaient eu vent de la décision de la Cour mais ne savaient pas où aller si l'usine fermait. Cela faisait des années qu'ils avaient quitté leurs villages d'Uttar Pradesh ou d'autres provinces, mais ils continuaient de louer des chambres en ville, prêts à tout supporter plutôt que de perdre leur emploi.

Le Taj Mahal est un atout économique



© J. Czajka/Woodfin Camp/Comos, Paris

Le «cancer du marbre», provoqué par le dioxyde de soufre, jaunit les parois du Taj Mahal.

en lui-même: deux millions de touristes le visitent chaque année, ce qui constitue une importante source de revenus et de devises. Grâce à lui, les hôtels, l'artisanat et les petites entreprises de la région sont florissants. En mai 2000, la Cour suprême

a interdit la circulation et le stationnement sur 500 mètres le long de ses murs d'enceintes. Elle a également ordonné à quelque 70 boutiques de s'éloigner du mausolée. Selon les experts, certaines de ces mesures devraient contribuer à améliorer la qualité de l'air sur le site. Pourtant, la pollution n'est pas redescendue en deçà du seuil toléré, puisque aucune des usines environnantes n'a fermé.

La pollution atmosphérique, la poussière, le manque d'espaces verts, la circulation et la présence de bruyants générateurs au diesel autour d'Agra ne sont guère susceptibles de charmer les touristes attirés par les sites. A ce jour, les élus ont tendance à se ranger du côté de l'industrie, tandis que le pouvoir judiciaire prend fait et cause pour le Taj Mahal. En attendant, il continue de subir les assauts d'un air enfumé. ■

UNE RENAISSANCE DU CENTRE DE LIMA

► Luis Jaime Cisneros

Le centre historique de Lima ne mérite plus sa réputation de quartier parmi les plus sales et pollués d'Amérique latine. Mais ses problèmes sociaux restent à régler.

Il fut un temps où Lima pouvait s'enorgueillir du qualificatif de ville-jardin. Mais tous ceux qui se promenaient dans la capitale péruvienne dans les années 1980 auraient eu du mal à y croire. La pollution atmosphérique et sonore, le manque de services municipaux, la circulation chaotique, le vandalisme et la présence permanente de milliers de vendeurs ambulants, avaient fait fuir du centre historique autant les touristes et les entreprises que les habitants eux-mêmes. Ces derniers ne s'y aventuraient plus que par obligation professionnelle.

En juin 1989, un groupe d'urbanistes, d'architectes, d'historiens, d'artistes et de critiques d'art ont décidé de fonder l'Institut de Lima, une association de droit privé, sans but lucratif et apolitique, dont l'objectif était de sauver le cœur de la ville. «*Nous travaillions tous dans le centre-ville et étions témoins de son délabrement accéléré*», se souvient le journaliste Augusto Elmore. La première victoire de

cette nouvelle institution fut d'obtenir l'inscription du centre historique de la mégapole sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1991. Ce succès eut pour effet de mobiliser l'opinion et de pousser les autorités municipales à mettre en œuvre, à partir du milieu des années 1990, un vaste plan de restauration coordonné par l'Institut.

La sociologue Gladys Chavez estime que la réhabilitation d'une ville touche toutes les catégories sociales qui y cohabitent et contribue à une meilleure intégration des populations. Partant de ce postulat, les responsables du projet étaient convaincus que l'ensemble des huit millions d'habitants de Lima bénéficierait de la rénovation de son centre historique. Ils se concentrèrent sur les 123 hectares et les 116 pâtés de maisons du centre-ville qui renfermaient des églises baroques, des couvents, des maisons et des hôtels particuliers de style renaissance. Au total, 570 monuments furent répertoriés.

L'un des premiers chantiers fut de remettre de l'ordre dans le petit commerce de rue.

Augusto Elmore se rappelle que pour atteindre la place José de San Martín, au cœur de la ville, piétons et automobilistes devaient se frayer un passage entre des milliers de stands et d'étals de vendeurs à la sauvette, qui envahissaient les trottoirs et la chaussée avec toutes sortes de marchandises.

Bronchites et problèmes de peau

Aujourd'hui, la circulation est moins difficile car seuls les vendeurs ambulants dûment accrédités ont accès au centre-ville. Les autres ont été regroupés dans des galeries marchandes situées à l'extérieur de ce quartier. On s'attela ensuite à combattre la pollution atmosphérique et sonore. «*Ceux qui travaillent dans le centre en souffrent tous les jours*», explique Juan Günther, directeur des projets urbains de l'Institut de Lima, en faisant allusion aux bronchites et aux problèmes de peau qui sont le lot quotidien des habitants de Lima. Le trafic a donc été réorganisé et l'accès des autobus et des taxis au centre-ville réglementé. ►

► Journaliste indépendant à Lima.

► La restauration des principaux espaces publics a véritablement commencé en 1997. La Plaza Mayor, puis des églises, des monuments et enfin la légendaire Université de San Marcos, fondée en 1551, la plus ancienne d'Amérique, ont tour à tour fait peau neuve. Mais pour Gladys Chavez, «*les nouvelles affectations que ces espaces ont reçues les ont encore plus mis en valeur que leur stricte restauration*». Par exemple, les anciennes demeures seigneuriales accueillent désormais la Biennale d'Art de Lima.

Ces projets ont en grande partie pu être réalisés grâce à l'aide technique et financière de l'UNESCO et de certains pays étrangers comme l'Espagne ou Cuba. Mais l'Institut a aussi su faire appel à l'initiative privée, aux banques et aux grandes entreprises comme la société minière Southern, le brasseur Backus y Johnson, Telefonica de Peru et Coca-Cola. L'opération «*Sauvons un balcon*», qui vise à restaurer plus de 300 balcons coloniaux du centre de Lima (à raison de 5 000 dollars par balcon) est entièrement financée par des fonds privés.

Au cours des dernières années, les habitants de Lima ont commencé à se réappro-

prier leur centre-ville. Le phénomène est surtout perceptible chez les jeunes, comme Jimena et Kike. Surpris alors qu'il traversaient la Plaza Mayor, ils reconnaissent qu'ils aiment venir y flâner parce qu'ils ont l'impression de «*se promener dans une ville qui serait au centre d'une autre ville*».

Priorité à l'insertion des pauvres

Pour Juan Günther, l'impression d'abandon et de marginalité que l'on ressentait il y a 10 ans en se promenant dans les rues du centre appartient bien au passé. Mais il craint que les changements ne soient pas irréversibles. La pollution atmosphérique et sonore est loin d'avoir disparue et l'avenue Abancay, l'une des principales artères de la ville, est toujours un véritable cauchemar. Son taux de pollution est quatre fois supérieur aux normes de l'Organisation mondiale de la santé. Et il y a encore plus grave, ajoute-t-il en dénonçant «*la pollution sociale*». Il désigne ainsi l'accroissement de la délinquance et la dégradation de l'habitat. Malgré le plan de restauration, le centre de Lima reste une zone d'insalubrité où la mor-

talité infantile est supérieure à la moyenne. Il faudra donc, au cours des prochaines années, donner la priorité à l'insertion des populations défavorisées.

Le centre de la capitale péruvienne dispose d'au moins un atout: sa très faible densité de population, qui s'explique par la présence de nombreux édifices officiels et religieux et de terrains à bâtir. L'Institut propose de restaurer des bâtiments désaffectés pour créer environ 90 000 logements. Ils permettront à la fois d'attirer de nouveaux habitants et de libérer les demeures seigneuriales classées monuments historiques où vivent des familles déshéritées qui ne paient pas souvent de loyer. L'arrivée de nouveaux venus et l'amélioration des conditions de vie de la population actuelle devraient à leur tour rejaillir sur la qualité des commerces. Le centre redeviendra alors une zone attrayante aussi bien pour les touristes que pour les habitants du Grand Lima. Juan Günther n'en démord pas: «*La renaissance économique, commerciale et culturelle du centre historique est bien la première et la plus indispensable des tâches*». ■

De nombreux balcons coloniaux ont été restaurés grâce à une opération financée par le secteur privé.



LES MOBILES DU DÉVELOPPEMENT

► Asbel Lopez

Dans les pays en développement, le marché du portable s'élargit à certaines couches défavorisées. Mais les plus pauvres n'en profiteront pas sans un engagement fort de leur gouvernement.

Dans des régions reculées de Côte-d'Ivoire, des groupes de petits paysans partagent entre eux un téléphone portable pour suivre, heure par heure, les fluctuations des cours du café et du cacao. Ainsi vendent-ils aux exportateurs lorsque les prix sur les marchés internationaux sont à leur avantage. Il y a encore quelques années, il leur était impossible d'avoir accès à ce genre d'information. Les producteurs négociaient sur la base d'informations transmises par les acheteurs.

Le téléphone portable, devenu une star de la communication, a été intégré rapidement par les acteurs de certains pays en développement. Babacar Fall, expert en communication à l'UNESCO, estime que *«la communication est un besoin universel»*. *«Ce qui varie, poursuit-il, c'est la manière dont la société s'approprie cette technologie. Si le téléphone portable est souvent individuel, en revanche dans certains pays d'Afrique où il existe une culture du partage des moyens de communications, il est perçu comme un bien collectif.»*

Concurrence féroce

Babacar Fall cite ainsi en exemple ces immigrants sénégalais qui ont offert à leurs parents un téléphone portable pour leur permettre de rester en contact avec leur famille. Bien souvent, ces familles vivent dans des zones où elles n'ont aucune chance de voir un jour installer une ligne fixe. Elles rechargent leur portable en le branchant sur des batteries de voitures et le partagent avec leurs voisins: les enfants jouent les «messagers» et courent prévenir les intéressés qu'un fils ou un parent les rappellera de New York ou de Rome d'ici quelques minutes.

La concurrence féroce, à coup de panneaux publicitaires gigantesques, a bana-

lisé l'image du téléphone portable, à l'instar du Coca-Cola. Au point que l'humour africain s'en est emparé. Telle cette anecdote. Un homme se rend compte qu'on vient de lui voler son portable. Il demande à quelqu'un dans la foule de bien vouloir composer son numéro. Aussitôt, il entend son téléphone sonner... dans la poche du policier qui était censé l'aider à le retrouver.

Le portable doit sa popularité à la carence d'infrastructures téléphoniques. En 1998, le nombre de lignes pour 100 habitants était de 37 en Europe contre 2 en Afrique. En République démocratique du Congo (RDC, ancien Zaïre), on compte aujourd'hui une ligne pour 2 500 habitants et une pour environ 2 000 au

Même si les quatre cinquièmes des abonnés vivent dans le monde industrialisé, ce sont les pays en développement qui, dans les années 1990, ont connu les plus forts taux de croissance

Mali et au Niger. En Asie, 7,34% de la population en moyenne est connectée, presque deux fois plus que dans certains pays latino-américains comme Cuba (3,21%) ou le Nicaragua (3,13%).

Le téléphone portable a donc commencé à combler ce déficit. Et même si, aujourd'hui, les quatre cinquièmes des abonnés vivent dans le monde industrialisé, ce sont les pays en développement qui, dans les années 1990, ont connu les plus forts taux de croissance. En 1998, l'Union internationale des télécommunications (UIT) estimait le nombre d'abonnés africains à 3,5 millions et remarquait que 70% d'entre eux étaient Sud-Africains, pays où l'expansion du portable

a dépassé toutes les prévisions. Sur la totalité des lignes en service en Afrique, 17% correspondent à des téléphones portables. En Asie, ce chiffre atteint 30% et, dans des pays peu ou moins développés comme les Philippines, la Bolivie, l'Azerbaïdjan ou l'Estonie, le portable s'est répandu beaucoup plus rapidement que prévu.

«Plus un pays est sous-développé, plus il est intéressant d'y investir dans les télécommunications», explique Nagib Callaos, professeur à l'Université Simón Bolívar de Caracas. *«Il est inutile de chercher à y créer un besoin qui, de toute façon, est latent. Au Venezuela, par exemple, le sous-équipement en infrastructures téléphoniques traditionnelles a induit une croissance du marché du portable beaucoup plus rapide qu'aux Etats-Unis»,* précise-t-il.

Vertus sécurisantes

Quarante millions de personnes attendent dans le monde l'attribution d'un téléphone fixe. Au Venezuela, le délai moyen d'attente était de cinq ans, ce qui favorisait les passe-droits. Aujourd'hui, avec le téléphone portable, on peut commencer à utiliser sa ligne 24 heures après le début de l'abonnement. Une chance inespérée pour les Vénézuéliens qui profitent, selon Nagib Callaos, des *«éternels embouteillages de la capitale pour s'acquitter de leurs coups de fils»*. On a aussi découvert ses vertus sécurisantes, ajoute-t-il avant d'avouer *«ne jamais laisser [sa] fille sortir la nuit sans téléphone portable afin de pouvoir l'appeler toutes les heures, voire toutes les demi-heures et [s'assurer] que tout va bien.»*

Un réseau de téléphonie cellulaire a, de plus, l'avantage de pouvoir être installé et commercialisé beaucoup plus rapidement qu'un réseau fixe. En Roumanie, Mobifon a commencé à vendre des abonnements 18 mois seulement après l'attribution de la licence d'exploitation. De plus, comme les travaux de gros œuvre ne ►



Au Kosovo, où la guerre a en partie détruit les infrastructures de communication, une Albanaise appelle son fils en Allemagne grâce au portable.

► sont plus nécessaires, les investissements sont moins coûteux et le retour sur investissement beaucoup plus rapide. Il est inférieur à trois ans dans un pays comme le Venezuela. Le développement du portable a été spectaculaire dans des pays qui sortent d'une guerre prolongée comme le Liban et le Cambodge, où les infrastructures sont inexistantes. Ces deux pays se retrouvent de fait au même niveau en terme de développement du portable que la Finlande.

Pour l'UIT, la proportion entre lignes fixes et cellulaires démontre le dynamisme de cette industrie dans les pays du Sud. En moins d'un an, les portables, qui sont arrivés au Cambodge en 1992, ont dépassé en nombre les lignes traditionnelles. Aujourd'hui, 72% sont des lignes de téléphonie mobile, contre 28% pour les fixes. L'utilité même d'un réseau de téléphonie fixe en arrive à être débattue. Au Liban et au Paraguay, où la téléphonie mobile représente déjà plus 40% des lignes, cette dernière devrait bientôt supplanter le téléphone classique.

Le cas du Paraguay, qui n'a pas connu de guerres, illustre une autre raison de l'explosion de ce marché. Les opérateurs de téléphonie cellulaire sont, dans leur majorité, des entreprises privées à capitaux étrangers. Les usagers ont préféré profiter de la concurrence acharnée que se livrent les quatre entreprises de télé-

phonie mobile du pays. «L'inefficacité de l'Etat en matière d'équipements téléphoniques est patente. Aujourd'hui, son rôle doit donc se limiter à ouvrir le marché, créer un climat favorable aux investissements étrangers et, surtout, se maintenir à l'écart.» Si l'opinion de Michael Minges a l'avantage de la clarté, il n'en considère pas moins que l'Etat conserve un rôle fondamental de régulation pour «faciliter la concurrence, veiller à la régularité des prix et à la compatibilité des systèmes, par exemple entre équipements cellulaires et fixes».

Baisse des prix et pré-paiement

Au début des développements de la téléphonie mobile, on pensait que cette technologie ne servirait qu'aux classes aisées. Les gouvernements n'accordaient en effet qu'une seule et unique licence par pays. Aujourd'hui, près de la moitié des pays qui ont choisi de développer un réseau mobile ont accordé au moins deux licences. La concurrence de ces dernières années a eu un effet positif sur la baisse des prix. Mais ces conditions favorables n'expliquent pas à elles seules l'explosion actuelle. Celle-ci est en grande partie le résultat de l'instauration du système dit de pré-paiement.

Le mode le plus conventionnel retenu pour le règlement des services de téléphonie mobile est l'acquisition d'un forfait minimum de consommation, par exemple

deux heures par mois pendant un an. Pour accéder à cette forme de crédit, un client doit prouver sa solvabilité bancaire, signer un contrat, disposer d'une adresse fixe. Dans certains pays, ces conditions sont impossibles à remplir pour le plus grand nombre.

Avec le système de pré-paiement, mis en place pour élargir l'accès du portable, il suffit d'acheter des cartes numérotées programmées pour un temps donné de communication, qui peut aller de cinq minutes à une heure. L'utilisateur dispose de plusieurs semaines pour dépenser ce «crédit horaire». Il contrôle ainsi ses dépenses et conserve un droit d'accès au réseau à un prix modique. Ces cartes téléphoniques sont généralement en vente à tous les coins de rues.

Cette démarche commerciale a ouvert un énorme marché. En 1998, trois ans après que le lancement du premier service de pré-paiement, 40 millions de personnes avaient adopté ce système, soit 13% du total mondial des abonnés. En Afrique du Sud, pour la seule année 1998, la moitié des nouveaux clients ont opté pour le pré-paiement. Cette proportion est encore supérieure au Mexique. L'année dernière, un opérateur a choisi cette méthode de commercialisation au Sénégal. En deux mois, il gérait déjà un portefeuille de 4 000 clients. Selon une étude du Strategis Group, un bureau

d'études spécialisées américain, le pré-paiement a élargi de 200 à 300% le marché potentiel en Amérique latine.

Le pré-paiement est bel et bien le «mariage parfait» du marketing et de la technologie qui a permis de vulgariser l'utilisation du portable. Mais il ne faut pas pour autant oublier que sa contribution au développement des pays pauvres est de portée limitée. Les taxis de la capitale malaisienne, Kampala, sont devenus plus efficaces grâce aux portables. Quelques propriétaires terriens des environs de Lubumbashi, dans le sud-ouest de la RDC, qui ont équipé leurs vigiles pour mieux lutter contre le vol, sont parvenus à augmenter de façon spectaculaire leur production de maïs. Au Sénégal, se sont les radios qui ont doté leurs journalistes de portables pour couvrir les dernières élections présidentielles (voir encadré p. 68).

Mais, une fois de plus, les plus pauvres sont écartés des bénéfices de cette technologie. Le coût des communications reste en effet relativement élevé. En voyant s'équiper les vigiles de

Lubumbashi, les paysans des alentours ont demandé à l'opérateur de baisser le prix des communications pour leur permettre d'appeler l'école la plus proche – qui est à plusieurs heures de marche –, afin de vérifier que leurs enfants y étaient arrivés sans encombre.

Le défi consistant à satisfaire ce type de besoins n'a pas encore été relevé. Il reste à faire du téléphone portable un outil pour combattre l'enclavement et contribuer au «développement socio-économique des peuples»: c'est en tout cas le but que se sont fixés, en 1999, les pays participants au premier forum du développement africain d'Addis Abeba.

Le projet de la Grameen Bank au Bangladesh a démontré que les plus pauvres, y compris dans les zones rurales les plus reculées (voir article suivant), pouvaient avoir accès au portable. Cependant, «beaucoup de gouvernements considèrent encore le portable comme un luxe et refusent d'admettre qu'il s'agit d'une opportunité inégalée d'amener la communication dans les régions les moins développées», s'indigne Michael Stocks, ancien prési-

dent de GSM Association. Le rôle de l'Etat est en effet fondamental, non seulement pour susciter une concurrence entre opérateurs mais aussi pour encourager des projets ambitieux. Puisqu'il existe des subventions pour faciliter l'accès des populations déshéritées à l'eau potable et à l'électricité, l'UIT suggère que des programmes d'aide similaires soient mis en place pour la téléphonie mobile. Pourquoi ne pas, par exemple, distribuer gratuitement et massivement des cartes pré-payées? Des mesures de cette ampleur donneraient une impulsion décisive à une révolution technologique dont le développement reste, pour le moment, tributaire de la débrouillardise de quelques-uns et du porte-monnaie de tous les autres.



World Telecommunication Development Report 1999, Union internationale des télécommunications, Genève.

Rapport mondial sur la communication et l'information 1999-2000, UNESCO, Editions de l'UNESCO.

«ALLO, JE VOUS APPELLE DE PARULIA...»

► Farid Ahmed

Un programme de la Grameen Bank permet à des villageois d'acheter des portables et de bénéficier de tarifs préférentiels pour lutter contre la pauvreté et l'isolement.

Autrefois, Fatema Begum et son mari, un travailleur journalier, habitaient une maison au toit de chaume à Parulia, un village perdu du district de Narshingdi, au Bangladesh, et avaient du mal à assurer trois repas par jour à leurs enfants. Mais la vie de Fatema a changé lorsqu'elle a acheté un téléphone mobile pour subvenir aux besoins de sa famille. En deux ans, elle a réussi à s'offrir une maison en briques et l'électricité, un ventilateur électrique, un téléviseur en noir et blanc et plusieurs autres appareils modernes.

Au Bangladesh, le mobile a non seulement permis à des villageois comme Fatema d'améliorer leur quotidien, mais il a aussi désenclavé des villages aussi isolés que

Parulia. «Comme je suis seule à avoir le téléphone à trois kilomètres à la ronde, beaucoup de gens me le demandent», explique Fatema. Grâce à ce portable, il lui reste environ 5 000 takas (environ 600 FF) par mois une fois tous ses frais remboursés – soit quatre fois le revenu moyen par habitant. «Les gens de mon village qui ont de la famille à l'étranger ajoutent souvent des cadeaux aux sommes qu'ils me doivent parce que quand on les appelle, je leur apporte le combiné à domicile», précise-t-elle.

Le portable comble les lacunes de la compagnie nationale des télécommunications, incapable d'assurer l'installation de nouvelles lignes de téléphonie fixe. Selon de récentes statistiques, le Bangladesh compte un poste fixe pour 380 habitants, contre un pour 50 en Inde, le pays voisin.

Fatema a demandé son premier prêt à la

Grameen Bank il y a 10 ans, bien avant que Grameen Telecom – une filiale du Grameen Trust, l'une des plus grandes organisations mondiales de lutte contre la pauvreté, commence à installer des «téléphones de villages» à l'usage des membres de la banque. Ce prêt s'élevait à 2 000 takas (240 FF) et lui a permis de monter une petite affaire pour colporter des denrées de première nécessité, notamment du riz, en faisant du porte à porte dans les villages. Une fois la somme remboursée, Fatema a demandé un deuxième prêt de 5 000 takas, qu'elle a également remboursé rapidement. Puis, il y a deux ans, elle a obtenu l'autorisation d'emprunter de nouveau pour acheter un «téléphone de village». L'appareil lui a coûté 19 500 takas, qu'elle a remboursés par tranches hebdomadaires de 400 takas. ►

► Journaliste à Dhaka.

► Comme Fatema, de nombreux villageois très pauvres du Bangladesh ont transformé leur maison en «téléboutique». Au total, 1 400 téléphones de village ont été installés à ce jour. Selon Mohammed Showkat Ali, représentant de Grameen Telecom à Narshingdi, ce programme visait dès l'origine à aider les populations rurales les plus pauvres, et en particulier les femmes qui représentent 94% des clients de la Grameen Bank. C'est pourquoi sa société fait bénéficier les nouveaux prestataires de services dotés d'un téléphone de village d'un tarif inférieur à celui partiqué par les autres opérateurs de télécommunication.

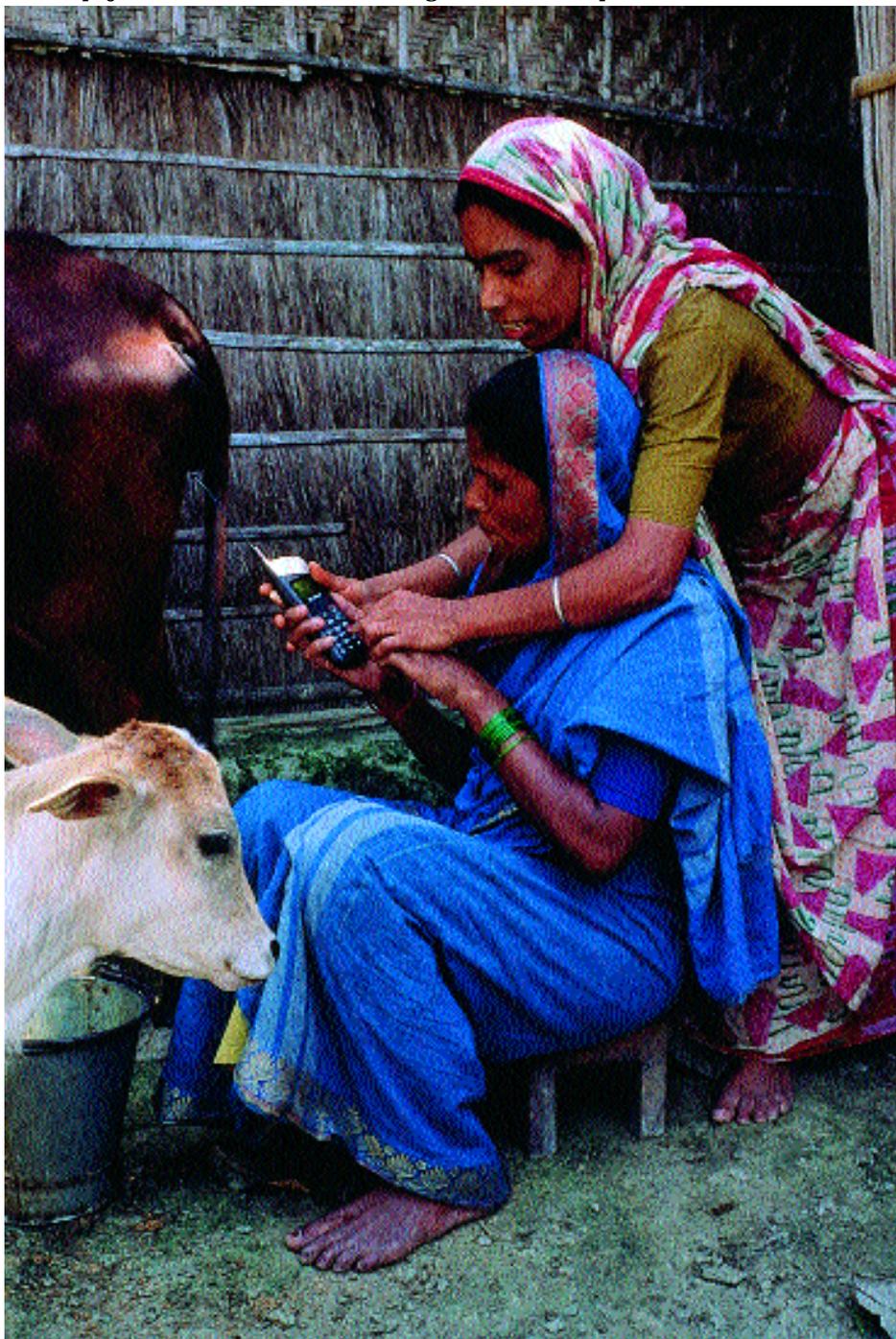
Grâce au portable, les agriculteurs et les éleveurs de volailles ou de bétail peuvent

désormais entrer directement en contact avec les grossistes de la capitale ou d'autres grandes villes. Comme ils n'ont plus besoin d'intermédiaires, ils vendent leurs produits plus cher. Une centaine de téléphones de village fonctionnent déjà dans le district de Narshingdi, célèbre pour ses fruits, ses légumes verts et ses tissages faits main. Jamirunnesa, une mère de quatre enfants qui élève des poulets dans un village, explique que son nouveau portable lui permet non seulement de fournir un service à ses voisins mais lui évite aussi de se faire escroquer par les acheteurs: avant de vendre ses volailles, elle s'informe par téléphone des prix de vente sur les marchés.

Abdul Awal est employé des chemins de

fer à la gare de Narshingdi. Il emporte toujours son téléphone de village sur son lieu de travail, où l'on se presse pour l'utiliser. «Je fais un bénéfice de 100 takas par jour, explique-t-il. La plupart de ceux qui viennent ici sont des villageois et des tisserands qui veulent parler aux grossistes de Dhaka, la capitale, ou d'autres villes. Avec ces revenus supplémentaires, je peux maintenant envoyer mes enfants à l'école.» ■

Grâce au projet de la Grameen, des femmes du Bangladesh ont accès au portable.



© Gilles Saussey/Camma, Paris

LES PORTABLES DE LA TRANSPARENCE

► Abou Abel

«**S**ans le téléphone portable, le Sénégal aurait connu une situation de violence incontrôlable lors de l'élection présidentielle». Telle est la conclusion des observateurs qui ont suivi le scrutin présidentiel en février et mars 2000. Un tel constat peut paraître excessif.

Et pourtant, le portable avait déjà fait son apparition dans la bataille des résultats lors des élections locales de novembre 1996. Le ministre de l'Intérieur s'était fait piéger en admettant à demi voix l'existence de fraudes devant un portable «ouvert». Le président Diouf avait alors été obligé d'annuler le scrutin.

Lors de la présidentielle de l'hiver 2000, le téléphone cellulaire a contraint les deux candidats, le président sortant Abdou Diouf et son challenger Abdoulaye Wade, à respecter les résultats annoncés quasi instantanément par les radios privées sénégalaises. Les deux principales radios locales, Wal Fadjri FM et Sud FM, avaient en effet envoyé des reporters quadriller les bureaux de vote de l'ensemble du pays. Munis de leur portable – un nouvel outil de travail qui se substitue en grande partie au magnétophone –, ils pouvaient annoncer les résultats en temps réel. De plus, la couverture journalistique avait été renforcée dans les circonscriptions clés par leur importance démographique ou par l'enjeu particulièrement âpre du scrutin.

Grâce à cette présence systématique de la presse et à la rapidité de transmission des résultats, la passation de pouvoir entre Abdou Diouf et Abdoulaye Wade a eu lieu dans le respect des règles démocratiques. Aucune manipulation n'a été possible. Le président sortant a reconnu sa défaite dans des délais particulièrement courts pour un pays africain. Il a ainsi désamorcé la tension qui avait précédé le deuxième tour de scrutin. Les affrontements tant redoutés entre les partisans des deux dirigeants politiques ont été évités.

Pour l'anecdote, les journalistes de Sud FM avaient été contraints d'acheter les portables en question en les payant par mensualités. ■

► Journaliste à Dakar.

QUINO, L'HUMOUR EN LIBERTÉ

«Je ne crois pas que l'humour puisse changer quoi que ce soit, mais c'est parfois le grain de sable qui peut faire évoluer les choses». Ainsi pense Joaquín Salvador Lavado, plus connu sous le pseudonyme de Quino, dont on dit qu'il est «le dessinateur latino-américain le plus important du siècle». Alors qu'il a toujours dessiné et, surtout, qu'il a toujours voulu être dessinateur, la consécration internationale de cet Argentin né à Mendoza en 1932, n'est vraiment venue qu'avec Mafalda (voir encadré ci-dessous). Petite fille curieuse, éternelle anticonformiste inquiète de la paix dans le monde, Mafalda regarde l'univers des adultes avec des yeux d'enfant. Les 10 albums qui retracent ses aventures ont été traduits dans plus de 20 langues et publiés dans des quotidiens et des magazines à travers le monde. Epuisé par l'obligation d'avoir à trouver toutes les semaines de nouvelles idées, Quino a décidé en 1973 d'arrêter de dessiner Mafalda pour mieux se consacrer à un autre type d'humour: un humour acide, en noir et blanc, méticuleux et fondé sur les relations de pouvoir, les inégalités sociales, la dégradation de la planète. En somme, un humour qui parle «de sujets qui n'ont rien de comique».

Comment définiriez-vous votre humour?

Je ne crois pas que mes dessins soient de ceux qui provoquent un éclat de rire. Je cherche plutôt à enfoncer le scalpel qu'à chatouiller le lecteur. En réalité, je ne m'y efforce pas, ça me vient ainsi. J'aurais voulu être plus drôle, mais, avec l'âge, on devient moins amusant et plus incisif.

Vos livres ont obtenu le même succès en France, en Grèce, en Italie, en Chine ou au Portugal. Il existe donc une forme d'humour universel?

Je crois que oui. Il y a des particularités locales, bien sûr, mais c'est surtout

dans l'humour politique. Cela dit, une blague peut valoir tant pour l'Espagne franquiste que pour le régime castriste ou les dictatures militaires d'Amérique latine. Pour un autre genre humoristique, comme l'humour gastronomique, il suffit de remplacer la viande par le riz dans les blagues que nous faisons en Argentine pour qu'elles fassent rire au Japon.

Cependant, vous n'avez jamais réussi à percer dans le monde anglo-saxon. C'est un marché qui ne vous intéresse pas?

D'abord, je n'ai jamais raisonné en terme de marché. Les choses se sont faites ainsi. Il

ya très longtemps, j'ai publié aux Etats-Unis *Le Monde de Quino*, un ouvrage sans dialogue. La critique de mes collègues nord-américains, Charles Schulz¹ y compris, fut très élogieuse. Quelqu'un a même écrit: «Enfin un dessinateur qui ne met pas en scène un couple lisant le journal en prenant son petit déjeuner». Mais ce livre n'a eu aucun succès. Je crois que le public anglo-saxon est habitué à un humour visuel beaucoup plus rapide que le mien. Je suis très méticuleux et un lecteur doit toujours faire l'effort de se demander pourquoi j'ai ►

¹ Charles M. Schulz (1922-2000). Dessinateur américain, créateur des *Peanuts*, dont le héros principal est Charlie Brown et son chien Snoopy.

MAFALDA ET SES AMIS

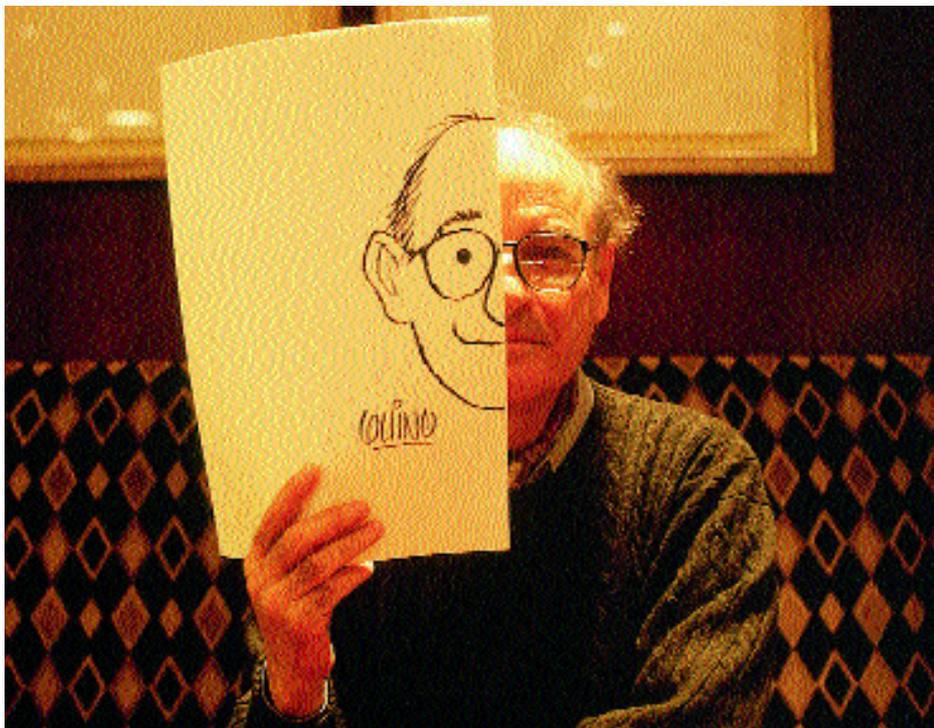
En 1969, le sémiologue italien Umberto Eco présentait Mafalda en Europe par ces mots: «Puisque nos enfants se préparent tous à devenir, par notre faute, de petits Mafalda en puissance, il serait prudent de traiter la vraie Mafalda avec le respect que l'on doit à un personnage réel». Mais, qui est donc cette petite fille de six ans dont une place porte le nom, qui a bien failli devenir Citoyenne d'honneur de Buenos Aires et qui figure parmi les 10 Argentines les plus influentes du xx^e

siècle? «Ce qui est important, ce n'est pas ce que je pense de Mafalda mais ce que Mafalda pense de moi», disait l'écrivain Julio Cortázar en parlant de cette gamine irrévérencieuse, fan des Beatles et ennemie jurée de la soupe, qui se préoccupe de la Guerre froide et de la santé de la planète. Mafalda partage ses inquiétudes avec ses parents et son frère Guille, qui personnifie l'innocence infantile. Pour parfaire la petite bande, il ne

manque que le très matérialiste Manolito qui rêve d'avoir une chaîne de supermarchés, Felipe le romantique timide qui ne veut pas aller à l'école, Miguelito le narcissique, Susanita la future bourgeoise mère de famille nombreuse, et enfin Libertad, la plus petite de toute. «Je l'ai dessinée ainsi parce que la liberté se fait toujours toute petite», se souvient Quino. ■



Dessin © Quino/Editoriales de la Flor, Buenos Aires



© Montica Nogueiras, Barcelone

► glissé tel détail. Si je dessine un journal, par exemple, j'y écris des choses qui sont une clef de lecture...

Diriez-vous de votre humour qu'il est typiquement argentin?

La série des *Mafalda*, certainement. Le contexte dans lequel se meuvent les personnages n'est autre que le quartier de Buenos Aires où j'ai vécu. Sa façon de parler est aussi typiquement argentine et j'ai conservé cette spécificité pour les éditions espagnoles comme pour toute l'Amérique latine. Dans mes autres travaux comportant des dialogues, j'essaie d'employer une langue plus neutre et, pour le reste de mes dessins, je ne saurais trop quoi vous répondre. Mes parents, mes oncles et mes grands-parents étaient tous espagnols. J'ai passé mon enfance entouré d'immigrés: le boucher était espagnol et l'épicier aussi. Le marchand des quatre saisons était italien et tous les amis de mes parents et de mes grands-parents étaient andalous. J'ai eu mes premiers véritables contacts avec des Argentins à l'école primaire. Lorsque j'y suis entré, j'avais un accent andalou si fort que mes camarades ne parvenaient pas à me comprendre. J'ai eu de vrais problèmes d'intégration.

Vous dessinez indistinctement avec ou sans dialogue. Pensez-vous que le texte soit indispensable?

Je préférerais me passer des dialogues. Mais je dois avouer qu'il y a des idées qui seraient incompréhensibles sans leur adjoindre un texte. Les règles du dessin

comique sont les mêmes qu'au cinéma. Chaplin n'a pas besoin de mots pour faire rire, Jacques Tati non plus. Mais Woody Allen, par exemple, n'utilise pas de gags visuels. Il a besoin des mots pour être drôle.

Quels sont vos thèmes de prédilection?

Je ne crois pas avoir de sujets favoris, même si, à la longue, je me découvre des thèmes récurrents. Le plus souvent, mon humour met en scène les faibles et les puissants, les rapports entre le pouvoir et les gens ordinaires. J'ai grandi dans une famille très politisée. La guerre civile espagnole et la montée du fascisme ont marqué mon enfance. Ça m'a donné une vision politique de la vie et c'est cette vision que j'aime reproduire dans chacun de mes dessins. Je crois que les rapports de pouvoir sont présents à tous les niveaux de la société. Je place mes personnages face à un fonctionnaire imbu de sa puissance, mais aussi devant un garçon de café ou chez le médecin. Ces rapports de dépendance m'intéressent. Je travaille aussi sur la vie et la mort. La mort joue alors le rôle du puissant et nous qui vivons sommes les faibles. La vieillesse m'inquiète à cause de la perte de liberté qu'elle implique. L'idée de devoir dépendre de quelqu'un pour les choses les plus élémentaires me terrifie. Voilà pourquoi je dessine des petits vieux de 84 ans qui rêvent de prendre un verre et qui en sont empêchés par leurs petits-enfants.

Y a-t-il des sujets tabous?

Lorsque j'ai commencé ma carrière, je dessinais des prisonniers. Les blagues de prisonniers ou de naufragés sur une île déserte

sont un grand classique de l'humour universel. Mais quand l'Argentine a commencé à avoir des prisonniers politiques, j'ai cessé d'aborder ce sujet et je ne pourrais plus le faire aujourd'hui. Je crois qu'il est contre-productif d'aborder des thèmes comme la prison ou la torture au travers de l'humour. C'est pour cette raison, et même si l'on m'a critiqué pour cela, que jamais je n'ai voulu participer à des campagnes comme celles d'Amnesty International. Je n'aime pas non plus dessiner les tremblements de terre ou les catastrophes naturelles.

Dans *A votre bon cœur*, votre dernier ouvrage, on ne compte plus les vignettes qui se moquent des technologies modernes : le fax, l'ordinateur, le portable... Vous les détestez à ce point?

Je hais les portables et la stupidité avec laquelle on les utilise me rend malade. Je comprends qu'un médecin, un électricien ou un plombier puisse en avoir besoin. Dans les Asturies, on raconte qu'un homme a manqué



© Quino/Ediciones de la Har - Buenos Aires

de se faire dévorer par les loups et qu'il n'a été sauvé que grâce à son portable. Mais je ne supporte pas d'être dans une salle d'attente et que les gens se mettent à appeler pour raconter que le médecin aura du retard ou demander s'il faut passer chez l'épicier. L'Internet me paraît être, dans certains cas, la chose la plus utile du monde. Qu'un médecin de campagne puisse demander son avis à un ponton américain ou suisse me semble fantastique.

Mais de là à devenir accro à l'Internet et à chercher à se marier par le biais d'un ordinateur... Je connais une petite vieille, psychologue et italienne, qui communique par Internet avec les nonnes tibétaines et je suis convaincu qu'elle ne prend pas la peine de saluer son voisin. Trop de communications isole un peu plus les gens du monde qui les entoure.

Beaucoup de vos dessins parlent aussi de football. Le sport vous intéresse?

Bien que je n'aie pas approfondi le sujet autant que je l'aurais désiré, le football m'intéresse surtout d'un point de vue social. C'est le seul sport qui conduit ses supporters au crime. J'ai été témoin de violences au cours de parties de hockey sur glace, j'ai même assisté à la mort d'un joueur à qui on avait enfoncé le sternum. Mais au football, c'est le public lui-même qui frappe, agresse et tue. Un auteur américain, après avoir longtemps étudié les hooligans britanniques, en est arrivé à la conclusion que ce qui rend le football si frustrant, c'est de passer 90 minutes à attendre un but. Au basket, comme au hockey, le score s'affole en permanence alors qu'au football il faut parfois patienter 30 à 40 minutes. La public accumule une frustration qui doit s'exprimer d'une façon ou d'une autre. C'est cet aspect du football qui m'intéresse, plus que le sport en lui-même.

Dieu aussi fait partie de vos personnages récurrents. Pour quelle raison?

Je ne suis pas croyant mais j'ai toujours beaucoup lu la Bible. C'est un livre merveilleux pour y puiser des idées. Et même si Dieu n'existe pas, c'est un très bon sujet. C'est un personnage qui ne laisse personne indifférent: tout le monde a de bonnes raisons de l'aimer ou de le détester. S'il revient chez beaucoup de dessinateurs, c'est d'une certaine manière parce qu'il est le personnage auquel on s'identifie le plus facilement. Dessiner, c'est avoir un monde au bout du crayon et il nous est donné, à nous autres dessinateurs, de pouvoir inventer sur un bout de papier tous les univers qui nous passent par la tête. Et même s'il n'existe pas, il suffit, comme disait Borges, qu'un mot désigne une chose pour que cette chose prenne vie. Par ailleurs, la religion, comme le sexe et la drogue, déclenche toujours des réactions chez les lecteurs. J'adore ça.

Quel est votre pire souvenir professionnel?

C'est sans hésitation lorsque l'on s'est servi de mes dessins à des fins contraires à celles qu'ils visaient. Ça me dérange, par exemple, qu'on se permette de les utiliser pour des campagnes électorales de droite. Un jour, on m'a envoyé d'Espagne un autocollant sur lequel Guille, le frère de Mafalda, brandissait le drapeau franquiste. J'ai ressenti comme un coup de poing à l'estomac.

Je suis né dans une famille qui a perdu la guerre civile espagnole et, aujourd'hui encore, les films sur cette période me font pleurer. Il y a aussi un militaire argentin qui a utilisé mes vignettes pour une campagne politique; il avait été peu avant chef de la police de Buenos Aires... Je me demande

encore si ces gens m'avaient lu et n'avaient rien compris ou si, à l'inverse, ils savaient très bien à qui ils avaient affaire et voulaient me dénaturer. Ce sont des attitudes qui me laissent perplexes, même s'il est difficile de les éviter.

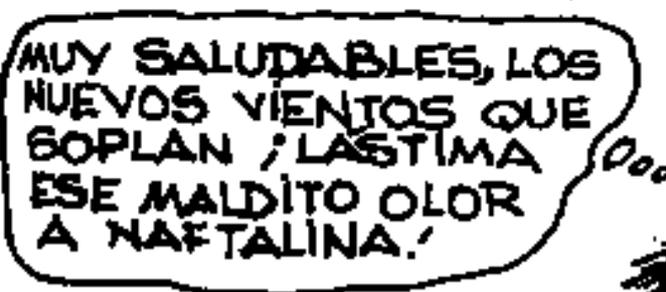
Avez-vous toujours été libre de vos dessins?

Paradoxalement, il n'y a jamais eu d'organisme officiel de censure du temps des gouvernements militaires argentins, c'est-à-dire presque toujours puisque je n'ai connu que quatre présidents démocratiquement élus depuis ma naissance. Au Brésil, tous les caricaturistes devaient envoyer leurs dessins à un organisme d'Etat avant publication. En

ou on avait mitraillé la façade pendant la nuit. Je fais un métier qui me permet de travailler sur un coin de table, n'importe où. Il aurait été stupide de rester en Argentine. Entre 1976 et 1979, j'ai donc vécu en Italie. Puis, petit à petit, j'ai commencé à revenir, à humer l'atmosphère. Aujourd'hui, je vis huit mois de l'année à Buenos Aires et le reste du temps à Milan, mon port d'attache européen.

Et en dehors de l'Argentine, n'avez-vous jamais eu à faire des concessions pour publier un livre?

Quelquefois oui, mais il s'agissait généralement de concessions anecdotiques, voire comiques. Il y a une quinzaine d'années, j'ai



[Les vents nouveaux qui soufflent sont très sains. Donnage qu'ils portent cette maudite odeur de naphthaline.]



Dessin © Quino/Ediciones de la Flor, Buenos Aires

Argentine, c'était aux secrétaires de rédaction que nous avions à faire. Cela dit, on ne savait jamais ni pourquoi ni qui tel dessin vexerait: on s'autocensurait. Lorsque je suis arrivé de province à Buenos Aires avec, sous le bras, mon cartable rempli de dessins, j'ai vite compris qu'il valait mieux ne titiller ni l'Eglise, ni les militaires, que le sexe était un sujet à prendre avec des pincettes et qu'il n'était pas question de parler d'homosexualité... Comme j'étais jeune et que je voulais publier, je me suis contenté des sujets autorisés. Mais aujourd'hui encore, alors que tout est permis, j'ai beaucoup de mal à me débarrasser de ces habitudes d'autocensure.

Vous avez vécu en exil pendant la période de dictature militaire². Vous a-t-on obligé à quitter le pays?

Je suis parti lorsque la situation est devenue invivable. Beaucoup de mes amis avaient disparu et quand je devais me rendre au siège de la revue qui publiait mes dessins, une bombe venait d'y exploser

appris par hasard que Mafalda était très connue en Chine. C'est une petite chinoise qui me l'a raconté en me demandant un autographe lors d'un salon du livre à Buenos Aires. Par l'intermédiaire d'un ami, j'ai réussi à savoir qu'il s'agissait d'éditions pirates taiwanaises et que l'éditeur, comme tout pirate qui se respecte, était anglais. Mon agent est parvenu à faire retirer ces éditions et, récemment, les Chinois ont publié la première édition continentale. J'y suis allé il y a quelques mois et je leur ai demandé comment ils avaient traduit les vignettes où Mafalda évoque le «péril jaune». A l'époque où j'avais dessiné ces séries, on venait d'apprendre que la Chine disposait de l'arme atomique, ce qui inquiétait beaucoup l'Occident. Ils m'ont simplement répondu que tout ce qui concernait la Chine avait été retiré, parce que, disaient-ils, je ne connaissais pas assez bien le pays pour en penser quelque chose. Cet argument m'a semblé merveilleux.

Mafalda est tout sauf politiquement correcte. Certaines de vos vignettes vous ont-elles valu des ennuis?

2. 1976-1983.

¡SÍ A LA DEMOCRACIA!
 ¡SÍ A LA JUSTICIA!
 ¡SÍ A LA LIBERTAD!



¡SÍ A LA VIDA!

QUINO
 17/4/87

Dessin © Quino/Ediciones de la Flor, Buenos Aires

n'a pas disparu, peut-être a-t-il même empiré.

Pourquoi avez-vous décidé, contre l'avis de vos lecteurs, d'arrêter?

En matière d'humour, comme en art d'ailleurs, les sujets arrivent à s'épuiser. J'admirais beaucoup Charles Schulz et ses *Peanuts*. Durant 10 à 15 ans, j'ai lu ses dessins avec enthousiasme. Mais j'aurais aussi voulu voir cet humour si particulier se refléter dans d'autres créations. J'ai le même sentiment avec le peintre colombien Fernando Botero; je trouve dommage qu'il s'astreigne à peindre des petits gros pour le restant de ses jours. Pour ma part, après 10 années passées à dessiner Mafalda, chaque nouveau dessin était devenu une torture. L'effort que je fournissais pour ne pas me répéter était de plus en plus éprouvant. Lorsque j'ai commencé à dessiner, on m'a appris un truc: si quelqu'un à qui l'on cache la dernière vignette est capable de deviner la chute de l'histoire, c'est que la série n'est pas à la hauteur.

Vous avez pourtant recommencé à la dessiner de temps en temps...

C'est vrai. L'UNICEF m'a commandé quelques dessins d'elle pour le dixième anniversaire de la Convention des droits

► Je me souviendrais toujours d'un dessin qui faisait allusion à Cuba, un pays où je suis allé sept ou huit fois et où j'ai de bons amis. Il existe une édition cubaine de Mafalda et, par ailleurs, les seuls dessins animés tirés de la bande dessinée ont été réalisés là-bas. Mais chaque fois que je me rends à Cuba, il se trouve toujours quelqu'un pour me reprocher un dessin où l'on voit Mafalda assise devant une soupe, le plat au monde qu'elle déteste le plus. Elle se demande pourquoi Fidel Castro ne dirait pas tout le bien qu'il en pense pour que la soupe soit enfin interdite en Argentine puisque, à cette époque, tout ce qui venait de Cuba était mal vu dans mon pays. Et Mafalda de hurler: «Pourquoi "cet idiot" de Fidel Castro ne dit pas que la soupe est bonne?» Par ailleurs, il est arrivé que le quotidien espagnol *El País* censure quelques-uns de mes dessins, jugeant qu'ils étaient trop «sombres». J'ai toujours répondu qu'il était possible que je sois «sombre», mais que

je ne le serais jamais autant que la réalité elle-même.

On a souvent comparé Mafalda aux *Peanuts* de Charles Schulz...

C'est une évidence. J'ai dessiné Mafalda sur commande d'une marque d'électroménager qui me demandait de m'inspirer de son travail. J'ai donc acheté tous les livres de Schulz que j'ai pu trouver à Buenos Aires, je les ai étudiés et j'ai essayé de faire quelque chose de similaire mais qui soit adapté à notre réalité.

Comment expliquez-vous que l'on continue de lire et de rééditer Mafalda presque 30 ans après sa disparition?

Je suppose qu'une partie du message continue d'être actuel. Il reste à l'humanité pas mal de comptes à régler. Depuis que j'ai abandonné la série en 1973, le monde qui existait alors, et que Mafalda critiquait tant,

BIBLIOGRAPHIE QUINOPHILE

Les ouvrages de Quino sont publiés en français par les Editions Glénat. Hormis 12 albums de *Mafalda* et *Mafalda l'intégrale* qui rassemble la totalité de ces dessins, on trouvera:

- A votre bon cœur* (2000)
- Les Gens sont méchants* (1997)
- C'est pas ma faute!* (1996)
- On est né comme on est né* (1993)
- A table!* (1991)
- Qui est le chef?* (1990)
- Les Gaffes de Cupidon* (1988)
- Ça va les affaires?* (1987)
- Quino-Thérapie* (1985)
- Provision d'humeur* (1984)
- Laissez-moi imaginer* (1982)
- Y a un truc* (1980)
- Bien chez soi* (1979)
- Pas mal et vous?* (1978)

+ ...

<http://www.quino.com.ar>

► Je me sens très proche du prix Nobel de littérature, l'écrivain portugais José Saramago. Il dit que le socialisme et la gauche retrouveront un jour leur vitalité. Moi aussi j'en suis convaincu et je compare toujours la politique à l'aviation. Il y tant de gens qui pendant des siècles se sont tués pour essayer de voler. Mais il a d'abord fallu inventer le moteur à explosion, qui pèse des tonnes, pour se permettre aujourd'hui de voler en deltaplane ou en parapente. C'est un peu la même chose que d'aller visiter les catacombes romaines... Quels types incroyables que ces premiers chrétiens: trois siècles de clandestinité! Vous connaissez, vous, un seul mouvement politique d'aujourd'hui capable de tenir 300 ans sans jamais être infiltré? Et 2 000 ans plus tard, ils sont toujours là, même si, pour tout dire, ils sont devenus l'exact contraire de ce qu'ils prétendaient être.

Vous dessinez toujours en noir et blanc?

Oui, à quelques exceptions près. L'édition française de Mafalda est en couleur parce que l'éditeur pense qu'en France seule la couleur se vend. J'ai accepté parce que la France vaut bien une messe, mais je n'aime pas le résultat. Pour moi, Mafalda doit être en noir et blanc et, d'une façon générale, je préfère les bandes dessinées en noir et blanc, sauf si la couleur ajoute quelque chose. Il suffit de regarder les films d'Akira Kurosawa pour, bien entendu, se rendre compte que la couleur peut prendre tout son sens. Moi je l'utilise très peu et uniquement s'il y a du sang ou si elle se justifie. J'ai dessiné une vignette où un enfant resté seul à la maison barbouille les murs d'une ligne qui parcourt



Dessin © Quimyo/Ediciones de la Flor, Buenos Aires

toutes les pièces, depuis l'escalier jusqu'aux chambres. Lorsque les parents rentrent, il les accueille en leur demandant: «*Je parie que vous ne savez pas quelle est la couleur de la liberté?*»

De quelle couleur est-elle?

Verte. ■

Propos recueillis par Lucía Iglesias Kuntz, journaliste au *Courier de l'UNESCO*.

LISTE DES AGENTS DE VENTE

A adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD: International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.
 Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.
ALLEMAGNE: German Commission for UNESCO, Colmanstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.
 Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.
ARGENTINE: Edityr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194
AUSTRALIE: Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.
 ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.
GORDON & GOTCH Australia Pty. Ltd., Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561
AUTRICHE: Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.
BELGIQUE: Monsieur Jean de Lannoy, 202 av du Roi, B-1060 Bruxelles. Fax: 538 08 41.
BRESIL: Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.
CANADA: Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J3. Fax: (1-613) 745 7660.
 Faxton Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.
CHILE: Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.
CHINE: China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-6506310L.
CORÉE: Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.
DANEMARK: Munksgaard, Nore Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.
ESPAGNE: Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.
 UNESCO Etxea, Avenida Urquijo 60, PpaLdcha., 48011 Bilbao. Fax: 427 51 59/69
ÉTATS-UNIS: Berman-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-439L. Fax: 459 0056.
FINLANDE: Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.
Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.
GRÈCE: Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.
GUATEMALA: Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.
HONG KONG: Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.
HONGRIE: Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.
INDE: UNESCO Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 1 10057 Orient Longman Ltd (Subscr. Account), Kamani Marg, Ballard Estate, Bombay 400 038. Fax: 26 91 278.
ISRAËL: Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.
ITALIE: Licosa/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.
JAPON: Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.
LUXEMBOURG: Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.
MALTE: Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.
MAROC: UNESCO, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75. Tél.: 212-767 03 74/72.
MAURICE: Editions Le Printemps Liée., 4 Route du Club, Vacoas. Fax: 686 7302
MEXIQUE: Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.

NORVÈGE: Swets Norge AS, Østensjøveien 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.
NOUVELLE ZÉLANDE: GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.
PAYS-BAS: Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888.
 Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.
PORTUGAL: Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisboa. Fax: 34 70 264.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.
ROYAUME-UNI: The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.
RUSSIE: Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.
SRI LANKA: Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.
SUÈDE: Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.
SUISSE: Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.
 Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bouge. Fax: (022) 348 44 82.
 Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81
 Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.
THAÏLANDE: Suktasapan Panit, Mansion 9, Rajadamneng Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.
TUNISIE: Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.
URUGUAY: Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.
VENEZUELA: Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte, 1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360
 UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorro, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.

UNESCO

le Courrier

toutes les voix d'un seul monde



Publié
en 27
langues

Le dossier du mois:

La mondialisation des anti-mondialisation

- La nouvelle internationale des ONG: les empêcheurs de marchander en rond
- Liberté individuelle et intérêt général: une frontière contestée
- L'imbrication du local et du mondial: des exemples de contestation au Burkina Faso, en Equateur, aux Etats-Unis, en Inde, aux Philippines.
- La nouvelle Toile des opposants
- Les projets de gouvernance mondiale
- La légitimité politique des acteurs internationaux non gouvernementaux

Et dans les rubriques:

- Photo-reportage: la rue qui danse en Colombie
- L'éducation des enfants de migrants chinois
- Médecine sportive: soigner ou stimuler?
- Patrimoine de l'ex-Yougoslavie: une identité commune à reconstruire
- Documents numériques: des créations sans conservateur